LE MONDE LIBERTAIRE

N°1825 FÉVRIER 2021 4 €

LE MENSUEL SANS DIEU NI MAÎTRE DE LA FÉDÉRATION ANARCHISTE
MEMBRE DE L'INTERNATIONALE DES FÉDÉRATIONS ANARCHISTES

Mourir

C'EST PARTIR BEAUCOUP

RETOUR AU SOM

SOMMAIRE INTERACTIF

N° 1825 - FÉVRIER 2021

3 Edito
3 Faits d'hiver : Accidents du travail

HOMMAGE

4 Alexandre Skirda, l'anar du quai Saint-Michel

LA VIE MODERNE

5 Cryptomonnaies. Libérales et libertaires ?
6 Robocratie : Eh bien dansez maintenant !
6 Robocratie : D'un virus à l'autre
7 Crise de foi : Fake news

HISTOIRE

8 Les aventures d'Elysée Reclus à Bruxelles [4]
10 Olympe et Louise
12 Tour d'horizon sur la révolution espagnole

PASSE-PORTS

14 Soixante adolescents annoncent leur refus de servir dans l'armée israélienne
17 Scandaale au Capitaule
18 Usines Mattel. Barbie se moque des femmes

RÉFLEXIONS

20 Les jeunesses macroniennes en marche !
22 Cristian A. Grosso, un penseur anarchiste de 16 ans
24 Trash Psychiatrie
26 Sortez vos mouchoirs !
27 Épluchons un mot... Influenceur

DOSSIER La mort, et alors ?

28 La vie, la mort, l'amour
30 Être ou ne plus être
32 La mort. D'accord, parlons-en
33 Compañeros muertos. ¡Presentes!
36 Une mort bien vivante. L'assassinat de Giuseppe Pinelli
37 Enterrements de riches, enterrements de pauvres
38 Homicides, stop !
40 Après la mort, humusons-nous
41 Ainsi parlait Fernand... Le culte des morts
42 Cent sans
42 Sans façons

CULTURES

43 Expo « Vive la Commune ! »
45 Le CAJAC
46 Les bonnes intentions de l'Enfant Pavé
48 L'Art contemporain. l'art du mauvais goût : le daubisme
49 L'Art contemporain. Un art financier

FICHES DE LECTURE

50 Contre la mégamachine, la mégarévolution
51 On nous cache tout, on nous dit rien...
51 Anars non-violents. Oxymore ?
52 Du passé faisons boîtes pleines...
52 « Changer le monde est possible mais difficile »
53 Annuaire des groupes et liaisons de la FA
55 BD : Bad Rabbit
56 Des vœux illustrés par Nemo

BULLETIN D'ABONNEMENT

LE MONDE LIBERTAIRE

Je choisis mon abonnement

FRANCE MÉTROPOLITAINE ET DROM-COM

• **tarif réduit :** chomeur·se·s, étudiant·e·s • **gratuit** pour les détenu·e·s.

abonnement	standard	soutien	tarif réduit
un an numérique	☐ 11 numéros **22 €**	☐ 11 numéros **42 €**	☐ 11 numéros **11 €**
un an papier + numérique	☐ 11 numéros **44 €**	☐ 11 numéros **85 €**	☐ 11 numéros **22 €**
durée libre papier + numérique	prélèvement automatique ☐ **11 €** / trimestre	☐ **21 €** / trimestre	☐ **5,5 €** / trimestre
offre d'essai 3 mois	☐ papier + numérique **6 €**		

ÉTRANGER abonnement papier + numérique (uniquement virement et Paypal)

• **tarif réduit :** chômeur·se·s • **gratuit** pour les détenu·e·s.

abonnement	standard	soutien	tarif réduit
Union Européenne et Suisse (si paiement en €)	☐ 11 numéros **49 €**	☐ 11 numéros **89 €**	☐ 11 numéros **24 €**
reste du monde	☐ 11 numéros **65 €**	☐ 11 numéros **105 €**	☐ 11 numéros **32 €**

J'envoie ce bulletin

sous enveloppe affranchie avec mon règlement à :
Les Publications libertaires - 145 rue Amelot 75011 Paris

☐ **par chèque bancaire :** libéllé à l'odre de « Les Pulications libertaires »
☐ **par virement bancaire : IBAN FR76 4255 9100 0008 0015 1423 617 - BIC CCOPFRPPXXX**
☐ **par prélèvement (abonnement à durée libre)** JOINDRE UN RIB

COMPTE À DÉBITER TITULAIRE .....

IBAN : ☐☐☐☐ ☐☐☐☐ ☐☐☐☐ ☐☐☐☐ ☐☐☐☐ ☐☐☐☐ ☐☐☐☐ ... **BIC** : ☐☐☐☐☐☐☐☐☐☐☐

mon adresse de livraison

Nom .....
Prénom .....
Adresse .....
.....
.....
Code Postal .....
Ville .....

Date : ☐☐ ☐☐ ☐☐☐☐

signature :

J'autorise l'établissement tireur de mon compte à effectuer sur ce dernier les prélèvements pour mon abonnement au journal LE MONDE LIBERTAIRE. Je pourrai suspendre à tout moment mon service au journal par courrier ou par courriel : administration-ml@federation-anarchiste.org.
ORGANISME CRÉANCIER : PUBLICATIONS LIBERTAIRES
145 RUE AMELOT 75011 PARIS
N° NATIONAL EMETTEUR : 58 50 98

signature obligatoire :

Le Monde libertaire **est disponible en vente directe et à l'unité sur le site du journal www.monde-libertaire.fr**

ÉDITO

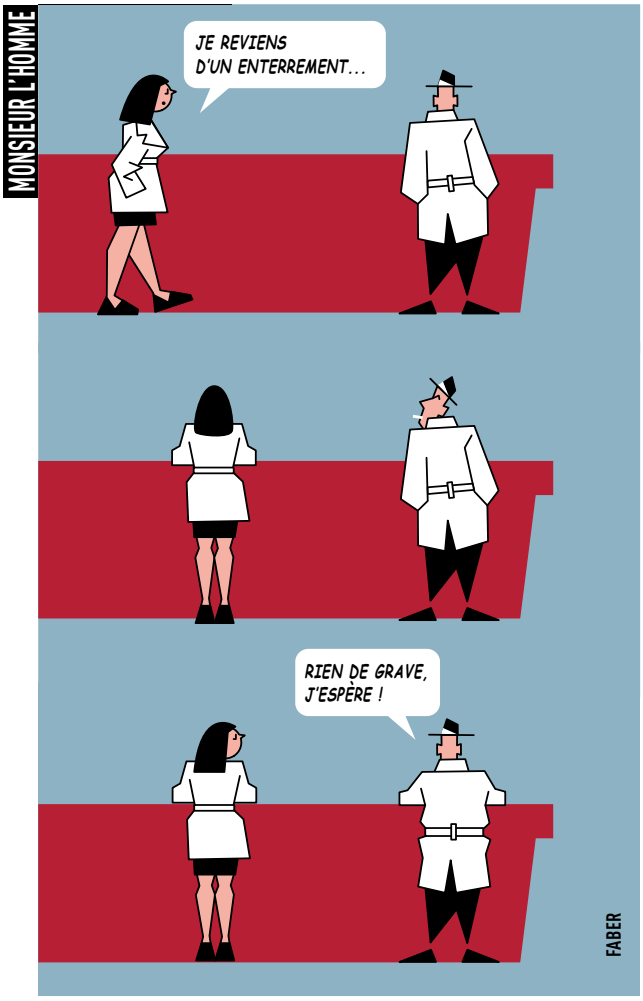
Mourir, c'est partir beaucoup.

Le noir nous va si bien, à ce qu'il paraît. Alors voyons un peu, du drapeau noir de l'anarchie au noir du crêpe voilant nos deuils, ce que peut nous réserver ce dossier spécial « Mourir, c'est partir beaucoup ». D'accord, parlons-en, nous a-t-il été répondu. Mais alors sans façon, ou plutôt cent mais alors cent sans. Car il y a bien des façons d'en parler, de la camarde. On peut même arriver à s'en humuser ! La sienne, celle des autres, de celles et ceux qu'on aime, la mort tout court, celle qui survient sur le tard, ou qui tombe trop tôt. Elle vient à nouveau d'éclaircir nos rangs, la faucheuse, soit dit au passage, en nous privant de notre compagnon Alexandre Skirda, l'anar du quai Saint-Michel.

Un petit mot pour faire remarquer que, ce mois-ci, les terrains de lutte font les morts… Et pourtant, on est sûr·e·s, nous, au CRML que les luttes ne sont pas refroidies par les mesures sanitaires et tout le tintouin. C'est l'occasion de faire un signe en direction du petit frangin, le ML en ligne, qui s'avère peut-être un relais mieux approprié pour vos actualités militantes, groupes, liaisons et individuel·le·s des quatre coins de la francophonie.

Quatre coins… avant de finir entre quatre planches ? Cette subtile transition nous amène à prononcer un dernier mot sur le dossier du mois. La mort, qu'on n'en parle ou non, qu'on la redoute ou qu'on s'en fiche, c'est tout de même une composante essentielle de… la vie, et pourtant, à bien des égards, on peut se demander si l'humain d'aujourd'hui, à l'heure des technologies transhumanistes, ne fait pas tout pour ne pas avoir à la regarder en face. Et malgré tout… Attention, spoiler alerte ! La mort, qu'on n'en parle ou non, qu'on la redoute ou qu'on s'en fiche, une chose est certaine. La mort, tôt ou tard, personne n'y échappe. Voilà une raison qui nous a paru assez valable pour lui consacrer un dossier.

Christophe



FAITS D'HIVER
ACCIDENTS DU TRAVAIL

Deux soldats français, un jeune homme et une jeune femme (parité oblige), viennent de trouver la mort au Mali dans le cadre de l'opération Barkhane. Une bombe a fait exploser leur véhicule. Cinq autres soldats étaient morts auparavant, de la même manière. C'est dingue ! Les méchants terroristes ne respectent même pas le code de la route qui interdit d'y déposer des objets dangereux. Est-il besoin de le préciser – c'est un vieux pacifiste antimilitariste qui vous le dit – il n'y a, bien sûr, aucune raison de se réjouir de la mort de qui que ce soit (Dieu, qui n'existe pas, Napoléon, Staline, le PSG… exceptés). Mais, enfin, bon, la mort de soldats pendant la guerre qui est leur boulot, ça n'est jamais qu'un accident du « travail ».

Dans ces conditions, pourquoi les télés, les radios, les journaux… nous rabattent-ils les oreilles des jours durant avec la mort de quelques « travailleurs » et se taisent-ils lorsque, chaque année, des dizaines de milliers de travailleurs laissent leur peau au boulot ? Je n'ose y croire ! Y aurait-il des « travailleurs » essentiels sur lesquels il convient de s'apitoyer quand ils décèdent et des travailleurs non essentiels dont la mort ne mérite même pas que l'on s'y arrête ? Mon petit doigt me dit que vous connaissez la réponse !

Jean-Marc Raynaud

Le collectif de ce journal 4 pages récidive et vous propose la lecture du n°2 de VLAN"

Si vous souhaitez le diffuser, contactez le collectif inter-groupe de la FA qui vous le fera parvenir au prix de 10 centimes pièce.

Passez commande de 10, 20, 50 ou plus d'exemplaires en écrivant à **contact@etvlan.org**
Vous pouvez encore commander le n°1

Libellez le chèque à l'ordre du CPCL.
Un RIB sera fourni sur demande.

Adresse postale :
Librairie La Commune
17 rue de Chateaudun
35090 Rennes

HOMMAGE

Alexandre Skirda, l'anar du quai Saint-Michel

HISTOIRE POLITIQUE. Homme discret voire secret sur ses amitiés et sur son action militante, Alexandre Skirda vient de s'éclipser à la toute fin de cette année ravageuse pour les penseurs et figures libertaires.

Il est né en 1942 à Paris de parents russe et ukrainien. Il a commencé à militer dans les rangs libert<aires au début des années 1960, dans un petit groupe communiste libertaire, le « Groupe d'études et d'action anarchiste ». Après, il faut le suivre dans les entrelacs d'un micro-monde.

Il a rejoint l'Union des groupes anarchistes communistes, participé à la fondation du Mouvement communiste libertaire qu'il a quitté par rigueur organisationnelle pour rejoindre l'Organisation révolutionnaire anarchiste, où il a milité sous le pseudonyme de Brévan. Partisan d'une organisation anarchiste structurée, il était du côté des « plateformistes » de l'anarchisme russe, considérant leur option non pas comme un mouvement philosophique et culturel, mais bien une branche du mouvement ouvrier. Mais il était avant tout un passionné d'histoire, qui participa à plusieurs groupes de réflexions sur la mémoire du mouvement libertaire. Cette passion se transforma en un ensemble de publications approfondies sur l'anarchisme russe. Comme *Kronstadt 1921. Le prolétariat contre le bolchevisme et Les Anarchistes dans la révolution russe.* Au fil des ans, Il augmentait régulièrement ses publications que les Éditions de Paris-Max Chaleil, l'un de ses plus fidèles éditeurs, rééditaient. Dans les années 1970, les archives soviétiques n'étaient ouvertes qu'à quelques personnalités, triées sur le volet par le Parti-État soviétique. Skirda n'était pas *persona grata*. C'est de Paris qu'il a patiemment rassemblé les documents auprès des militants en exil et traduit les textes disponibles en langue russe. Il mettait parfaitement en évidence la responsabilité de Trotski dans la répression de Kronstadt

"Excellent historien du dimanche, il a été soucieux de préserver la mémoire des militants en recueillant leurs témoignages directs."

et n'avait de cesse de souligner la part importante de l'anarchisme dans la Russie des soviets tant sur la promotion des idées que sur l'organisation sociale.

De son œuvre on retiendra surtout sa biographie de Nestor Makhno, *Le cosaque libertaire* et plus largement celle du mouvement anarchiste ukrainien, la *makhnovtchina*. La première version de son livre date de 1982 et les éditions Spartacus viennent de publier la toute dernière édition, la cinquième. Il y retrace ses quatre années de lutte contre les Rouges et les Blancs, en proposant une généalogie et aussi en analysant sa légende. Il a poursuivi ce travail sur Makhno en traduisant ses Mémoires et l'intégralité de ses œuvres en 2009, un travail magistral disponible aux éditions Ivréa. Le traducteur aura fait connaître également au public francophone, la figure de l'essayiste libertaire polonais, Jan Waclaw Makhaïski (1866-1926) et son ouvrage passionnant, *Le Socialisme des intellectuels, critique des capitalistes du savoir*.

Excellent historien du dimanche, il a été soucieux de préserver la mémoire des militants en recueillant leurs témoignages directs, enregistrés ou filmés (avec la complicité de Bernard Baissat). Ce qui a abouti au magnifique livre de Marcel Body, ***Un Piano en bouleau de Carélie***, lui aussi constamment réédité depuis. Il a fait de même avec le libertaire suisse André Bösiger en co-écrivant ses mémoires *Souvenirs d'un rebelle*, sur l'anarcho-syndicalisme dans le monde helvétique. Il enregistra également le témoignage de plusieurs militants historiques contemporains de Makhno, comme Nikola Tchorbadieff. À la fin de sa vie, il avait élargi le champ de ses recherches à l'esclavage en Russie et à l'histoire de ce pays. Il avait levé aussi un dernier lièvre dans son ultime travail de recherche : soit le copié-collé de Marx, montrant, après deux militants libertaires qui avait flairé la supercherie au XIXe siècle, que le *Manifeste communiste* emprunta beaucoup au *Manifeste de la démocratie* de Victor Considérant (recension du livre *Un plagiat « scientifique » : Le copié-collé de Marx* parue dans le ML 1815 de mars 2020. NDLR).

Alexandre était aussi devenu depuis le début des années 1980, un bouquiniste hors pair. Passer le voir sur les quais, c'était s'assurer de repartir un peu moins riche sur un plan financier mais certainement pas sur celui de l'humanité et des idées. Pour ceux qui ont eu la chance de l'approcher, il était passionné et pas uniquement par l'histoire de l'anarchisme. Sous ses airs bourrus, il savait se montrer généreux. Alors que je travaillais sur Voline, le poète et théoricien de la « synthèse anarchiste » pour le numéro de la revue *Itinéraire*, il m'a ainsi introduit auprès de Nikola Tchorbadieff, alors que cette tendance politique n'était pas vraiment sa tasse de thé.

Cruelle ironie de la faucheuse, Alexandre Skirda est donc décédé le 23 décembre, quelques semaines avant le centième anniversaire de la répression contre la Commune de Kronstadt et de la *makhnovtchina*. On essaiera de le faire à ta place, la larme à l'œil. Salut Alex.

Sylvain Boulouque

Texte paru sur le site *Les influences*

CRYPTOMONNAIES
LIBÉRALES ET LIBERTAIRES ?

Le Bitcoin s'enfièvre, le Libra de Facebook devient le Diem… 2021 verra la normalisation des cryptomonnaies, les monnaies sans banque ni État de l'Internet. Comme leurs sœurs du monde physique, ces monnaies ont bien deux faces : l'une est libertarienne tandis que l'autre est libertaire.

Nous commentions dans le *Monde Libertaire* de l'été 2019 l'annonce de Libra, la cryptomonnaie du PDG de Facebook, Mark Zuckerberg, accompagné par quelques copains milliardaires. Chacun des 27 membres fondateurs de ce projet inouï mettait 10 millions de dollars au pot, dans l'espoir d'en retirer plus tard 100, 1000, 10 millions… de fois plus. Ce petit club oligarchique regroupait des Banques, telles Mastercard, Visa, Paypal, et des entreprises digitales telles que Spotify, Uber ou encore, en France, Xavier Niel, un des marionnettistes de Macron.

LA MONNAIE DES LIBERTARIENS

Affrontement de monopoles : Libra est l'offensive massive des libertariens contre le monopole étatique de la monnaie. Il ne s'agissait de rien moins que de capitaliser sur le quasi-monopole mondial de Facebook pour créer une monnaie mondiale au cours flottant piloté par une poignée de milliardaires. De quoi régaler les amateurs de complots… Le plan de lancement déjà dans les cartons prévoyait un cadeau initial à chacun des 3 milliards d'utilisateurs actifs du réseau (a)social, des utilisateurs que FB manipule à son gré grâce à ses robots ; succès garanti.

Mais la machine s'est grippée. Les États du G20 se sont mobilisés contre un projet trop ouvertement agressif : verrouillage par les banques centrales et pressions sur les groupements bancaires. Le projet a dû se sculpter un faux-nez pour se rendre acceptable. Voici donc sa « version 2.0 » : *Diem*, qui prendra la forme de plusieurs « StableCoin », des cryptomonnaies dont la valeur est fixe, donc peu manipulable ; la première à parité avec le dollar. La première, car à lire les documents et le planning réactualisé, on constate que l'objectif est inchangé : créer et gérer la monnaie mondiale indépendante des États. Il va simplement se déployer par étapes, la première attendue début 2021.

LA PRIMO CRYPTOMONNAIE

Depuis son invention en 2009, Bitcoin, la toute première cryptomonnaie, continue de résister aux assauts conjugués des banques centrales, des États et des mafias. Ce bricolage génial et insignifiant d'un groupe de hackers surdoués est devenu l'ovni d'ampleur mondiale qui a ouvert la voie à une nouvelle forme de monnaie, les monnaies de l'Internet, sans banque ni État ; elles se comptent maintenant par milliers. Extraordinaire succès technique, mais qui souligne un cuisant échec social et politique, et selon trois dimensions. Concentration de la richesse : quelques milliers de « comptes » détiennent à eux seuls la moitié des bitcoins. Spéculation : l'intégration des Bitcoins dans le

système financier a ouvert la porte aux spéculateurs qui mènent maintenant la danse. Énergie : l'algorithme qui automatise la gestion des bitcoins est un monstre énergétique. Las… tout comme l'Internet dont elle est issue, la première monnaie mondiale et libre a été capturée par le capitalisme.

DES MONNAIES LIBERTAIRES ?

C'est pourtant pour échapper à la collusion des banques et des États que les crypto-anarchistes, militants d'un Internet libre, ont inventé les cryptomonnaies – une nécessité évidente. L'État fonde son pouvoir sur le monopole de l'argent, car il lui faut financer son monopole de la violence – c'est à payer les soldats que servaient les premières monnaies. L'État, c'est l'impôt, et c'est en levant l'impôt dans *sa monnaie* qu'il l'impose pour le commerce. Le 11 février 1849, Proudhon donnait le premier coup de boutoir avec sa Banque du peuple qui devait fournir un « **crédit mutuel et gratuit** ». Il aura fallu son emprisonnement pour bloquer l'initiative visionnaire. Une fédération de communes libertaires devra contrôler sa monnaie afin de décider elle-même les caractéristiques sociales qu'elle garantira – une monnaie « fondante », par exemple, ne peut être accumulée. Les crypto-monnaies sont l'instrument à notre disposition. Certaines initiatives l'explorent comme celle du FairCoin.

La monnaie est un objet social et politique et, dans l'état actuel du monde, une monnaie est nécessaire à toute société dépassant une certaine taille. En suppri mant la barrière technique et en ouvrant très grand les portes de la créativité, si l'on accepte l'Internet et son univers technologique, les cryptomonnaies apportent des solutions qu'il nous faut explorer.

Nuage Fou

ROBOCRATIE

EH BIEN DANSEZ MAINTENANT !

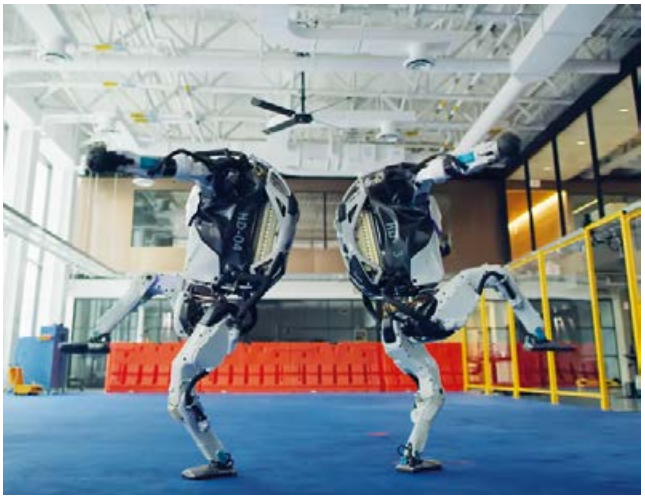
Des robots « dansent » sur YouTube. Ils nous disent deux choses : « Aimez-nous, on est sympas ! » et « On fait (bien) mieux que vous, pauvres humains ». Mais… ces robots, en vérité ne dansent pas, ils nous trompent ; ça n'est que le début.

1962 : un refrain accrocheur qui parcourt les trois accords du blues, des chœurs façon soul, un chant qui flirte avec le cri, et le tout propulsé par un groove qui choppe le bassin ! Sur l'air de *Do you love me*, la jeunesse occidentale dansait le twist : libération des corps, palpitation des cœurs, et dans la foulée, méli-mélo des couples… 30 décembre 2020 : la start up Boston Dynamics met en ligne la performance dansée de quatre robots-twisters, dont deux robots-humanoïdes.

C'EST QUOI DANSER ?

Analyse. On veut nous faire prendre des vessies pour des lanternes, ou plutôt des machines tueuses pour de mignons taxi-boys, car c'est l'armée américaine qui a financé les débuts de Boston Dynamics puis son développement en la faisant acheter par Google. Cette vidéo veut nous faire croire que les robots sont sympas et amusants, des compagnons désirables. Nous faire oublier que sur un simple clic ils pourront aussi bien nous poursuivre, nous enfermer, nous tuer – sans ciller.

Le second point, c'est la robotisation réussie d'une compétence majeure, un point de rupture pour la robotique. Pour danser, articulations, muscles, tendons, équilibre, proprioception et sens artistique sont poussés à leurs extrêmes limites. Le robot-danseur mobilise à chaque instant, quantité de capacités mécaniques, motrices, sensorielles et décisionnelles. Il sait apprendre des mouvements jusqu'à les « incorporer » afin ensuite d'improviser. Et ces robots-danseurs font mieux que nombre d'entre nous ; cette robotisation, magnifiée, d'une activité proprement humaine indique *qu'un nouveau seuil* est franchi.



Mais plus encore, danser est une des rares spécificités humaines, une constante anthropologique. Partout et de tous temps les humains dansent. Nous humains, dansons, et avec plaisir ; ça nous fait quelque chose, et ce « quelque chose » fait partie de la danse.

C'est fondamental ! Alors qu'ils reproduisent les mouvements que nous utilisons pour danser, nous croyons que des robots dansent, mais ils n'ont pas ce « quelque chose ».

Ils ne dansent pas ; si nous croyons qu'ils dansent, nous nous trompons. « On » nous trompe et eux aussi commencent à nous tromper.

Hépha Istos

La vidéo de Boston Robotics :
www.youtube.com/watch ? v=WMgLaHDRFX0

D'UN VIRUS À L'AUTRE

Mi-décembre 2020 : épidémie de robot-virus… Le Pentagone, des agences de renseignement, laboratoires nucléaires et entreprises du Fortune 500 sont infectés. Au moins 18 000 sites contaminés.

Les réseaux informatiques de 18 000 entreprises privées et agences étatiques ont été contaminés par un virus artificiel, un robot-virus qui donnait à ses commanditaires libre accès aux e-mails et à nombre d'informations confidentielles. Suite à la contamination au printemps de son logiciel phare, l'entreprise SolarWinds espionne ses utilisateurs ! Microsoft également contaminé se défend dans un article détaillé de son blog (en Anglais).

La quasi-totalité des grandes entreprises états-uniennes utilisent les logiciels de SolarWinds, tout comme les méga entreprises de la défense tels Boeing ou le Laboratoire National de Los Alamos, qui conçoit les armes nucléaires, les ministères du Commerce, du Trésor, de la Justice et une partie du Pentagone. C'est une attaque majeure et un sacré coup pour Paul Nakasone, directeur général de la NSA, trop occu-

MR COLE- PHOTOGRAPHER

pé à déployer ses propres robots-virus sur l'ensemble de la planète. On ne plaindra pas dans ces colonnes ce voyou qui fournit aux gouvernements amis, dont le nôtre, les informations qu'ils n'ont pas (encore) le droit de saisir eux-mêmes ; entre espions, on se rend service. Sans surprise la Russie, officiellement désignée comme « certainement » responsable a publié un communiqué indiquant qu'elle ne « conduit pas d'opérations offensive dans le domaine cyber ». Les robots-virus resteront dans l'ombre.

Une fois dans la place, ce virus très sophistiqué produisait des faux certificats lui ouvrant l'accès aux informations confidentielles protégées par Microsoft ou Google, sans courir le risque d'être détecté. La *Cybersecurity and Infrastructure Security Agency* a aussitôt ordonné aux organismes fédéraux de « mettre hors tension » le logiciel incriminé, mais nul doute que les robots avaient déjà percé et caché leurs propres « portes dérobées » au sein de leurs cibles prioritaires. Des cibles soigneusement sélectionnées car tous les réseaux contaminés n'ont pas subi le même niveau d'attaque.

Qu'en conclure ? Qu'en matière d'espionnage comme ailleurs, un robot peut remplacer des milliers d'humains, et que les « bots », ces robots sans corps apparent, sont aussi dangereux que leurs congénères incarnés plus visibles. Enfin, on voit ici qu'une guerre des robots se déroule déjà, en ce moment.

Pour l'instant silencieuse.

Hépha Istos

CRISE DE FOI FAKE NEWS

Les bien pensants (de droite comme de gauche) sont, pour l'heure, effarés de « l'apparition » de ce qu'ils appellent un « nouveau » virus : celui des fake news. Trump la mort, les tenants des innombrables théories du complot, les suprémacistes blancs, les allumés du fascisme, les fronts bas d'extrême droite, les identitaristes de toutes sortes, les fous de dieu des extrêmismes religieux, les anti-masques primaires, les anti-vaccins tout aussi primaires, les anti-IVG et autres anti-tout ce qui passe à la portée de leur paranoïa et de leur haine des autres et d'eux-mêmes..., c'est vrai que la liste est longue et ne cesse de s'allonger. Mais...

Mais, ces mêmes bien pensants, qui dénoncent aujourd'hui les fake news du moment, ne sont-ils pas les mêmes qui soutenaient, toléraient et encourageaient la circulation d'autres fake news comme : la création de la terre il y a 4000 ans par un soi disant Dieu ; Moïse faisant s'ouvrir la mer Morte devant lui ; Jésus-Christ multipliant les pains et, une fois mort, ressuscitant ; les guerres justes ; les publicités mensongères relatives à un soi disant au-delà ; la soi-disant platitude de la terre... ?

En clair, ces résistant de la vigt-cinquième heure aux fake news se sont simplement fait piquer des parts du marché de la fake news par des concurrents. Alors, oui au combat, nécessaire, contre les fakes news, mais contre toutes les fakes news !

Rationnel et cohérent, non ?

Jean-Marc Raynaud

Les aventures d'Élisée Reclus à Bruxelles [4]

Reclus et les anarchistes belges

Élisée Reclus, géographe reconnu unanimement dans le monde scientifique, revendique sans aucune ambiguïté son adhésion aux idées anarchistes. Vers la fin de l'année 1893, il est en train de mettre la dernière main à son immense *Nouvelle Géographie Universelle*, un ouvrage en 19 volumes parus chez l'éditeur Hachette, dont la rédaction aura occupé le principal de son activité durant 20 ans. Pour Élisée, c'est sans doute un terme, mais c'est loin d'être le bout de la route. Il a déjà l'idée de son prochain ouvrage, une synthèse de géographie humaniste, ou plutôt, comme ce fut le titre initialement envisagé de « géographie sociale », *L'Homme et la Terre*. Même si sa qualité de savant lui vaut encore respect et considération, le climat a changé assez radicalement depuis le début de la décennie 1890. La caution scientifique du géographe ne suffit plus à lui garantir la certitude de demeurer libre dans les mois qui suivent.

Élisée n'a jamais enseigné dans un environnement académique. Or en 1892, l'Université Libre de Bruxelles lui propose d'occuper une chaire de géographie comparée. En un sens, cela signifie une nouvelle expatriation pour Élisée et sa famille. En un autre, c'est une opportunité à saisir : enseigner, pour le géographe, ne représente pas une consécration professionnelle petite-bourgeoise, mais beaucoup plutôt la perspective de pouvoir transmettre la flamme d'une forme de connaissance à finalités sociales, pour ainsi dire, à des jeunes générations. Finalement, c'est une université sécessionniste, l'Université Nouvelle, qui ouvre ses portes à Élisée Reclus, dont les cours ont été annulés par le Conseil d'administration de l'Université Libre de Bruxelles à la fin de l'année 1893.

Au risque de mettre en évidence une fracture de classes dans les rangs même de l'anarchisme, le fait est que les intérêts qui s'opposent et ont mené à la fondation de l'Université Nouvelle n'ont pas grand-chose à faire avec les luttes menées par la frange ouvrière, prolétarienne, du mouvement anarchiste belge. C'est une affaire d'intellectuels. Ce qui ne signifie pas que le monde ouvrier se détourne résolument de la problématique sociale dont toute forme d'enseignement est porteuse, et encore moins que les anarchistes prolétariens soient dénués de toute fibre intellectuelle ! Mais les luttes pour obtenir l'amélioration des conditions de vie du monde ouvrier, et de travail dans les usines ou dans les puits de mine, recoupent assez peu les conflits opposant progressistes et doctrinaires au sein d'un établissement académique.

Qu'on le veuille ou non, l'université et la mine, ce n'est pas le même monde, on n'y tient ni le même langage ni les mêmes postures. Il y a peut-être un brin d'anti-intellectualisme côté prolétaire, à quoi correspond un rien de condescendance dans les milieux intellectuels. Pourtant, il ne saurait être question de durcir les traits d'un clivage autour de cette tendance. En effet, des rapprochements ont eu lieu. En 1885, le journal *Ni dieu ni maître* annonce à Bruxelles la création d'un cercle d'étudiants anarchistes : « **Ces fils de la bourgeoisie, écœurés de l'état social actuel, sont venus, tendant la main à leurs frères du peuple, nous offrir le concours de leur intelligence et de leurs connaissances**. » (*Ni dieu ni maître,* Bruxelles, 21-12-1885) Rien n'indique que ce cercle existe encore en 1894, lors de l'affaire Reclus, mais rien n'indique le contraire non plus. Il existe une jeunesse belge, mi-dorée mi-bohème, qui se rapproche des idéaux anarchistes. Ce sont des étudiants, et souvent de futurs professeurs. C'est avec eux qu'Élisée Reclus entretient des liens assidus d'amitié : Jean et Charles Hautsont, Georges et Jacques Dwelshauvers (ce dernier connu sous le nom de plume de Jacques Mesnil), Clara Köttlitz, Paul Gille (un des fondateurs de l'Union des groupes anarchistes de Bruxelles en 1885 et qui sera professeur de philosophie à l'Université Nouvelle), pour ne citer que ceux-ci. C'est donc d'avantage avec la frange intellectuelle de l'anarchisme que Reclus demeure en contact, avant et après son arrivée sur le sol belge. Cette frange intellectuelle se rapproche également de milieux artistiques qui, comme en France à la même époque au demeurant, se laissent séduire par l'anticonformisme qui caractérise à leurs yeux, à tort ou à raison, le courant anarchiste.

Dans la presse anarchiste prolétarienne, lorsque, dès 1892, on apprend la venue prochaine d'Élisée Reclus au sein de l'Université Libre de Bruxelles, la tentation est grande de tourner en ridicule les travers petits-bourgeois, supposés ou avérés, du petit monde académique. Les rédacteurs du périodique anarchiste bruxellois *La Misère* s'en donnent à cœur joie : « **Décidément, l'hydre anarchiste pénètre partout** », ironisent-ils. Et d'enchaîner : « **Songez-y donc ! Un communard, un individu aspirant à détruire la société entière et à faire sauter… le reste à la dynamite, venant s'asseoir au milieu de ces braves petits anges ! Ah ! Les malheureux ! Si nous étions à leur place, nous donnerions notre démission.** » (*La Misère*, Bruxelles, 30-7-1892) Ne nous y trompons pas. Reclus n'est pas un inconnu, comme auteur, comme penseur de l'anarchisme dans les cercles prolétaires. Il suffit pour s'en convaincre de noter les nombreux textes d'Élisée consacrés à l'anarchisme que publient et republient, régulièrement, la presse libertaire, tant au sud qu'au nord du pays (le journal des anarchistes gantois *De Fakkel* donne une traduction néerlandaise de *Pourquoi sommes-nous anarchistes* en février 1894). Mais lors du mois de janvier 1894, lors de l'af-

DESSIN D'ELSA

frontement entre les étudiants, une partie des enseignants et le Conseil d'administration, la mobilisation n'aura pas lieu, pas d'union sacrée entre étudiants et ouvriers. Les quelques commentaires désabusés qui paraissent dans la presse libertaire dénotent certes un intérêt pour l'affaire, et une conscience des enjeux qui s'y jouent. Mais les anarchistes prolétariens ne sont pas dupes et considèrent finalement avec peu d'indulgence la rétractation quasi unanime des étudiants révoltés. Ces étudiants « **sympathiques aux idées libertaires et anarchistes se sont heurtés à deux difficultés. La première, c'est que fils de repus, les étudiants ont agi comme des bourgeois… Ces petits messieurs se sont dérobés lorsqu'il s'est agi de prendre une attitude réellement virile vis-à-vis de la crapule qui siège au Conseil d'administration de l'Université !** » (*Le Libertaire*, Bruxelles, 28-1-1894) « **De plus,** ajoute-t-on, **la crise était destinée à avorter du jour où les étudiants, cessant d'agir et de parler par eux-mêmes, se sont mis sous le patronage de politiciens véreux comme Janson ou Vandervelde !** » (ibidem) La conclusion amère tirée par les anarchistes prolétariens, quitte à glisser dans une sombre mauvaise foi, s'apparente à la désillusion de ne trouver nul soutien parmi ces classes privilégiées, qui pourtant sont capables de se mobiliser pour défendre l'un des leurs : « **Car l'expérience nous a appris que pour flanquer la sainte frousse au… « blason » des bourgeois, il y a encore d'autres moyens que des… leçons universitaires données devant trois pelés et deux tondus.** » (ibidem) Mauvaise foi, eh bien oui, il faut l'admettre, vu que les cours d'Élisée Reclus à l'Université Nouvelle feront d'emblée salle comble.

« **D'autres moyens** » pour « **flanquer la sainte frousse** » aux bourgeois… On ne peut voir là qu'une évocation de l'appel à la grève générale, ou encore à l'action directe. Mais ce n'est peut-être pas tout… Les anarchistes belges, de tendance prolétarienne, vont essentiellement s'exprimer à travers des journaux et des prises de parole dans des meetings, comme il a été dit. Mais la propagande par le fait va également faire parler d'elle, en Belgique, de manière plutôt limitée, il est vrai. Une vague d'attentats, qu'on pourrait aimablement qualifier d'approximatifs, sévit à Liège en mai 1892. On ne déplore aucune victime, juste de nombreux dégâts matériels. La répression va pourtant être sévère. Toujours cette hantise d'un vaste complot anarchiste visant la sûreté de l'État !… Une quinzaine d'anarchistes sont arrêtés et condamnés à des peines de travaux forcés. Vingt-cinq ans pour le supposé meneur, Jules Moineau.

Élisée Reclus n'entretient donc pas de liens directs avec les anarchistes prolétariens, certes, mais il n'ignore pas que ce qui l'unit à eux, c'est le combat pour une société fraternelle d'égales et d'égaux. Les moyens diffèrent mais les buts se rejoignent. Par ailleurs, le géographe n'est pas dupe et ne perd pas de vue le milieu dans lequel il met les pieds et le public auquel il s'adresse. Dans une lettre à Jean Grave, du 6 octobre 1894, Élisée Reclus revient sur les conditions dans lesquelles l'Université Nouvelle a été créée. L'établissement se veut libre d'attache à l'égard de l'État et des partis politiques. Les facultés de droit et de philosophie sont prêtes, en attendant de pouvoir accueillir celles de Science et de Médecine. Les professeurs ne touchent pas de salaire… Pour autant, le géographe demeure lucide car, dit-il « **on ne peut modifier le programme des examens, le système des diplômes, et le personnel des étudiants se composera toujours de jeunes gens qui se savent privilégiés et auxquels leurs examens donneront d'injustes avantages dans la bataille de la vie.** » Malgré ses louables intentions, l'Université Nouvelle « **elle aussi contribuera dans une certaine mesure à faire des exploiteurs.** » C'est pourquoi Reclus mise beaucoup sur l'Institut des Hautes Études et par les cours de l'Extension Universitaire « **qui s'adresseront au grand public et dont l'auditoire ne fera ni bacheliers ni docteurs. Peut-être là, le frémissement de la pensée ira-t-il de l'âme à l'âme et, vous le savez, nous n'avons d'autre souci que d'être bons et d'aider nos frères à le devenir.** »

[**Suite et fin au prochain numéro**]

Christophe De Mos
Groupe Ici & Maintenant

Olympe et Louise

La Fédération anarchiste, à travers notamment Radio Libertaire, fait vivre la Commune, pour ce cent-cinquantième anniversaire. Période révolutionnaire au cours de laquelle une figure se détache encore et toujours : Louise Michel. Sa vie est pour nous une référence d'un idéal social. Elle avait un, deux, et plein de points communs avec une autre grande figure révolutionnaire qui a marqué tout autant son époque par ses combats et son enthousiasme à défendre la cause des femmes, Olympe de Gouges. À travers elles deux, découvrons deux grandes figures de notre histoire féministe.

Marie Gouze est née en mai 1748 à Montauban.
Louise Michel est née en mai 1830 dans un petit village de la Haute-Marne, Vroncourt-la-Côte. **À peine un siècle les sépare…**

Toutes deux ont du « sang bleu » dans les veines : le père de Marie est Monsieur Le Franc de Pompignan, amant de sa mère. Louise est le fruit d'une liaison ancillaire entre sa mère, Marianne, servante au château de Monsieur Demahis Etienne et son fils Laurent.

Toutes deux sont le fruit d'une liaison hors mariage, très mal vue à l'époque, les enfants adultérins et hors mariage n'ayant aucun droit.

Marie fut mariée à 16 ans, à un vieux barbon qu'elle n'avait pas choisi, elle aura un fils à 17 ans et sera veuve à… 18 ans. Elle décide alors de partir pour Paris. Elle refuse d'être la veuve Aubry, le nom de son mari ; elle prend le prénom de sa mère, Olympe, et ajoute une particule ; c'est Olympe de Gouges, elle commence alors une carrière littéraire à Paris et fréquente les salons à cent lieues des convenances ! Louise devra quitter le château familial à la mort de ses père et grand-père sur ordre de la famille légitime. Devant travailler, elle devient « sous-maîtresse », c'est-à-dire institutrice. Six ans plus tard, elle part pour Paris. Parallèlement à son métier, elle écrit des poèmes qu'elle adresse à Victor Hugo, qu'elle admire et avec qui elle entretient une correspondance suivie pendant près de trente ans !

Toutes deux ont l'espoir de mener une carrière littéraire. Elles publient des romans, des pièces de théâtre, des poèmes, etc. Toutes deux les irriguent de leurs projets politiques : Louise sera présente très tôt dans le mouvement qui va conduire à la Commune. Elle s'y investit pleinement. C'est en Nouvelle-Calédonie qu'elle découvre l'anarchie avec Nathalie Le Mel, déportée politique elle aussi. Plus tard, elle donnera des conférences dans toute la France. Olympe écrit et monte ses pièces de théâtre, elle joue dans une petite troupe ; elle publie des textes politiques qu'elle affiche dans les rues de Paris pendant la Révolution à laquelle elle va participer activement.

Mais aucune des deux n'obtiendra de reconnaissance à travers leur œuvre. C'est leur rôle politique qui leur donnera une aura jamais démentie à ce jour. La société aura tôt fait de les caricaturer en les affublant de surnoms : *la vierge rouge* pour Louise et une réputation *de courtisane* pour Olympe qui refusait le mariage et qui menait une vie très libre, ce qui équivalait à la prostitution.

Sur le plan personnel, Olympe refuse de se remarier. Elle vit avec un haut-fonctionnaire de la marine. Elle n'accepte pas le mariage, forme de « tombeau de la confiance et de l'amour » pour elle ; de plus, elle devrait demander l'autorisation à son mari pour publier une œuvre, ce qu'elle refuse catégoriquement d'envisager. Pendant la Révolution, elle propose de remplacer le mariage par un « contrat social de l'homme et de la femme » et est favorable au divorce. Louise ne vivra jamais en couple. On lui prête une passion amoureuse pour Théophile Ferré. Ceci dit, elle avait des idées très affirmées sur le mariage et la prostitution : « **il y a entre les propriétaires des maisons de prostitution échange de femmes comme il y a échange de chevaux ou de bœufs entre agriculteurs ; ce sont des troupeaux, le bétail humain est celui qui rapporte le plus (…) Est-ce qu'il n'y a pas de marchés où l'on vend dans la rue aux étalages des trottoirs les belles filles du peuple tandis que les filles des riches sont vendues pour leur dot ? L'une, la prend qui veut ; l'autre, on la donne à qui on veut** ».

La femme a le droit de monter à l'échafaud ; elle doit avoir également celui de monter à la tribune.
Olympe de Gouges

Un féministe est un homme qui accepte de couper la poire en deux tout en s'assurant que la poire est encore la femme.
Louise Michel

Toutes deux vivront au cœur de deux périodes qui marqueront à jamais l'Histoire : la Révolution française pour Olympe, la Commune de Paris pour Louise. Elles seront très actives pendant les événements. Olympe propose d'assurer la défense de Louis Capet, considérant que tout citoyen a le droit de bénéficier d'une défense pendant son procès. Elle sera « déboutée » au motif qu'une femme ne peut assumer une telle tâche ! Louise est une des figures principales de la Commune. Elle propose même d'aller tuer Adolphe Thiers, chef des versaillais. Elle n'est pas suivie et le projet avorte. Mais surtout, par leur engagement, elles prendront une place de premier plan. Louise s'implique totalement durant la Commune ; on la voit partout ; elle sera garde nationale, ambulancière, propagandiste, animatrice de clubs politiques… Olympe, pendant la Révolution, fait des propositions de loi, écrit des textes politiques, est présente aux réunions, affiche ses opinions sur les murs de Paris… L'une sera déportée en Nouvelle-Calédonie, l'autre décapitée pendant la Terreur.

“Olympe propose d'assurer la défense de Louis Capet, considérant que tout citoyen a le droit de bénéficier d'une défense pendant son procès. Louise propose d'aller tuer Adolphe Thiers, chef des versaillais..”

Leur combat concerne aussi les femmes. Louise est féministe dans la mesure où l'un de ses premiers combats concerne l'instruction des femmes. Devenue anarchiste, elle poursuivra cette lutte pour les droits des femmes. Cela paraît tellement évident ! Et pourtant certains anarchistes suivaient les réflexions désastreuses de Proudhon ! Olympe clame l'égalité femme/homme et se bat pendant la Révolution. Et l'un des faits les plus marquants est sa « déclaration des droits de la femme et de la citoyenne ». En effet, la « déclaration des droits de l'homme et du citoyen » de 1793 concerne exclusivement ces messieurs. Alors Olympe utilise la même présentation pour affirmer les droits des femmes. Mais il faudra attendre la déclaration universelle des droits de l'homme de 1948 pour qu'on commence à parler des droits humains (femmes et hommes).

Leur engagement les amènera à défendre d'autres peuples. Olympe va se battre contre l'esclavage des Noirs. Elle écrit notamment une pièce de théâtre sur ce sujet : *Zamore et Mirza ou l'heureux naufrage*, qui lui vaudra des menaces de mort et une lettre de cachet pour être embastillée. Elle échappera de justesse à la prison, pour cette fois. Louise rencontrera le peuple canaque lors de sa déportation en Nouvelle Calédonie. Très investie dans la pédagogie, elle fera la classe à des enfants et des adultes canaques. Elle publiera aussi les *Légendes et Chansons de gestes canaques* ; elle apprendra la langue kanake. Pendant la Révolution, Olympe a laissé de nombreux écrits en faveur de l'abolition de l'esclavage et l'égalité des droits noirs-blancs particulièrement les droits des enfants mulâtres, ces enfants naturels nés de la relation « illégitime » d'une mère esclave et d'un blanc. Clin d'œil à sa propre histoire ? En postface de la « déclaration des droits de la femme et de la citoyenne », elle rappelle la question des Noirs, autres exclus de la condition humaine.

Leur dénominateur commun et principal, elles sont rebelles. Louise refusera de prêter serment à Napoléon III, démarche obligatoire pour être institutrice. Elle ouvrira donc des écoles alternatives, fidèles aux idées républicaines, avec des méthodes pédagogiques modernes, basées sur l'expérience et la créativité. Elle combattra portant l'habit de la garde nationale, au premier rang, pour défendre Paris pendant la Commune. Arrêtée lors de la défaite, elle déclare à ses juges : « **Ce que je réclame de vous, c'est le poteau de Satory où, déjà, il faut me retrancher de la société. On vous dit de le faire. Et bien on a raison. Puisqu'il semble que tout cœur qui bat pour la liberté n'a droit aujourd'hui qu'à un peu de plomb, j'en réclame ma part, moi !** » Au pied de la guillotine, **Olympe** s'écriera : « **Enfants de la Patrie, vous vengerez ma mort** ». Dans l'article 10 de la *Déclaration des droits de la femme et de la citoyenne*, elle affirme : « **La femme a le droit de monter sur l'échafaud. Elle doit avoir celui de monter à la tribune** ». Elle sera décapitée le 3 novembre 1793.

Au XXIe siècle, ces révolutionnaires sont toujours présentes par leurs messages encore actuels et même précurseurs dans nos sociétés. Pourtant la mise en actes tarde, est freinée, voire ne peut même pas être envisagée dans nombre de pays. Si Olympe et Louise étaient encore parmi nous, elles seraient devant, ensemble !

Marie-Jo Pothier

Femmes libres sur Radio libertaire
Tribune du 20 janvier 2021

Programme de l'émission relatif au 150e anniversaire de la Commune, le mercredi de 18 h 30 à 20 h 30 sur 89.4 :
– tous les premiers et troisièmes mercredis, une chronique sur une communarde ou une tribune sous forme de réflexion sur un événement ;
– tous les deuxièmes mercredis, un invité sur une thématique, ainsi en janvier sur le livre ***Commune de Paris 1971-2021, Toujours debout !*** (H. Lenoir, F. Pian & R. Romnée), en février, sur la pièce de théâtre et le livre ***La Combattante et le Zouave noir*** (F. Belenfant), en mars, sur le livre ***Louise(s)*** (E. Valat), en avril, sur ***Les Femmes et la Commune de Paris*** (H. Hernandez), en mai, sur ***Les Communes de Narbonne, Limoges, Bordeaux*** (C. Auzias), en juin, sur ***Les artistes et la Commune*** (G. Bounoure).

Tour d'horizon sur la révolution espagnole

Mon premier ouvrage lu sur la révolution espagnole a été *Hommage à la Catalogne* de George Orwell édité en 1938. 1970… J'avais acheté le *Monde libertaire* car à la une du mensuel de la Fédération anarchiste, il y avait un dessin de Reiser… Venu de Mai 68 où j'étais "barricadier anonyme et dépaveur autodidacte" je ne connaissais rien à la politique et lisait surtout *Hara Kiri hebdo*. L'Espagne, pour moi c'était corridas et flamenco sans oublier la paella ! Loin de moi l'idée qu'en Espagne il y avait eu un mouvement social dont les barricades du Quartier latin étaient un pâle écho…

J'ignorais qu'en 1937 un anarcho-syndicaliste allemand, Rudolf Rocker, avait édité une brochure *The tragedy of Spain* avec l'aide du groupe éditeur de l'hebdomadaire anarchiste yiddish *Freie Arbeiter Stimme*. Il fut traduit de l'anglais en espagnol, allemand et yiddish. Ce n'est qu'en 2006 qu'il parut en français, traduit par Jacqueline Soubrier et édité par les Éditions CNT - Région parisienne. Comme l'écrivit l'auteur de *Nationalisme et Culture* en août 37 à New-York : « **Pendant douze mois un peuple courageux a été sacrifié aux intérêts égoïstes des valeurs impérialistes et de leurs acolytes russes. Il est grand temps pour le monde libertaire de comprendre cela et de prendre conscience du fait que le destin de l'Espagne sera le destin de l'Europe. Jamais un peuple n'a combattu plus héroïquement pour sa liberté. Jamais un peuple n'a été autant trahi par ses ennemis secrets ou déclarés. C'est la grande tragédie de l'Espagne que d'avoir été jusqu'ici si peu comprise : l'histoire des souffrances d'un peuple qui saigne de mille blessures et qui pourtant ne veut pas abandonner le combat parce qu'il sait qu'il abrite en son cœur les racines de la liberté et de la dignité de l'homme dont dépend le futur de tous.** »

C'est en 1953 que José Peirats finit le 3e tome *La CNT en la revolution española*. Les trois volumes seront traduits et publiés par les Éditions Noir et Rouge (dernière publication 2019). Comme il est écrit au dos des ouvrages « **Peirats prend carrément partie contre le dévoiement de la CNT par ses dirigeants comme le démontrent les titres de plusieurs chapitres. Et il le fait au moment où une partie des responsables est encore en activité dans la CNT en exil. Si l'anarcho-syndicalisme officiel n'a pas tiré de bilan des faits de 1936-1939, Peirats n'a pas hésité à choisir, à dénoncer les "virages dangereux" (comme l'écrivait Berneri) et à revendiquer les collectivisations, l'autogestion des travailleurs par eux-mêmes pour changer la société**. »

Collectivisations, le mot est dit ! En langue française, deux ouvrages s'imposent : *Espagne libertaire* de Gaston Leval (Édité en 1938 à Londres et réédité en 1983 par les Éditions du Monde libertaire) et *L'autogestion dans l'Espagne libertaire* de Frank Mintz, édité en 1970 par Bélibaste. Les deux, sans verser dans trop d'œcuménisme, sont complémentaires !

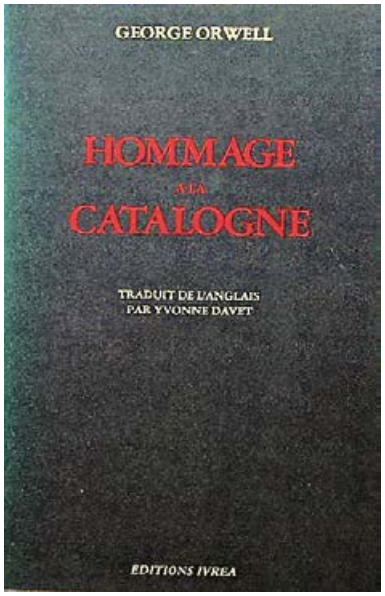
Sinon, comme on a évoqué Berneri, il serait temps de parler de l'ouvrage de Vernon Richards *Leçons de la révolution espagnole* paru en 1953 chez les Éditions Freedom Press. Plus que critique envers la participation anarchiste au gouvernement, Richards - de son vrai nom Vero Benvenuto Constantino Recchoini - avait pour compagne la fille de Berneri, Marie-Louise. Pour être bref, citons un extrait de la fameuse lettre ouverte de Camillo à Federica Montseny : « **L'heure est venue pour décider si les anarchistes sont au gouvernement pour être les vestales d'un feu qui menace de s'éteindre ou bien s'ils y sont seulement pour servir de bonnet phrygien à des politiciens flirtant avec l'ennemi ou avec les forces de restauration de la république de toutes les classes. Le problème est posé par l'évidence d'une crise qui dépasse les hommes qui en sont les personnages. Le dilemme guerre ou révolution n'a plus de sens. Le seul dilemme est celui-ci : ou la victoire sur Franco grâce à la guerre révolutionnaire ou la défaite. Le problème pour toi et pour les autres camarades est de choisir entre le Versailles de Thiers et le Paris de la Commune, avant que Thiers et Bismarck ne fassent l'union sacrée. À toi de répondre car tu es la lumière sous le boisseau.** » - *Guerra di classe*, 14 avril 1937.

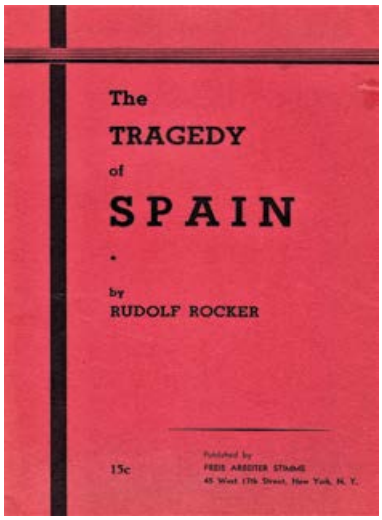
Le 5 mai 1937, en pleine "semaine sanglante" de Barcelone, Berneri est arrêté par des policiers en civil, son corps sera trouvé le lendemain criblé de balles…

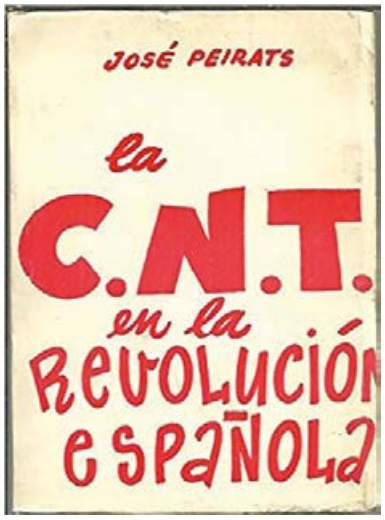
Pour en revenir aux écrits en langue française sur la guerre d'Espagne, ils sont nombreux… Presque tous les protagonistes militants ont publié un ou plusieurs ouvrages… Augutin Souchy, Garcia Oliver, Juan Peiro, Federica Montseny, Diego Abad de Santillan, Cipriano Mera tout comme Gerald Brenan ou Cesar M. Lorenzo ! Dans les parutions récentes citons dans les remarquables publications des Giménologues ! *A Zaragoza o al Charco !* Aragon 1936-1938, récits de protagonistes libertaires. Ben voilà, bon choix !

Et pour finir avec une publication toute récente, signalons la parution du dernier livre du camarade Alain Pécunia : *Le pouvoir ne se partage pas - Approche de la guerre civile espagnole (1936-1939)* - Atelier de création libertaire - 2020.

Quelques réflexions autour de cet ouvrage : Dans tout livre, libertaire ou pas, traitant du mouvement anarchiste







espagnol, se pose l'éternel problème : fallait-il ou pas aller au gouvernement en 36 ? Pragmatisme politique, fidélité aux principes, tout a été écrit ou presque… C'est pourquoi le livre d'Alain Pecunia était attendu au tournant, en toute camaraderie ! Le côté réalité de la guerre est souvent (trop… ?) laissé de côté pour glorifier les collectivisations, pourtant il faut « **garder à l'esprit que dans tout conflit, ce depuis la plus haute antiquité, les premières victimes et même les cibles principales de ces affrontements sont les non-combattants, c'est à dire les femmes et les enfants.** » Cet extrait de la quatrième de couverture du livre indique une fois de plus qu'il a voulu prendre du large vis-à-vis des sempiternelles images d'Épinal. Cela nous rappelle le livre de Sygmunt Stein, *Ma guerre d'Espagne*, traduit du yiddish par Marina Alexeeva-Antipov, Éditions du Seuil 2012. Ainsi à la page 56 on peut lire divers commentaires des arrivés de l'Est (Sygmunt était un militant communiste juif tchèque) : « **Ah, putain ! jura Franck, comme un vrai Polonais, je ne comprends pas ce qui se passe ! Le parti nous a prévenus que les anarchistes étaient des contre-révolutionnaires vendus à l'ennemi, mais finalement je vois que ce sont des gars sympas et de vrais révolutionnaires !** » À rapprocher dans le livre d'Alain Pecunia de « **Un souvenir me vient, plutôt une image. Lorsque le premier cargo soviétique atteignit le port de Barcelone, à l'automne 1936, le peuple de Barcelone vint l'accueillir en masse. Il se pressait sur les quais noirs de monde et sur les bateaux du port et de la rade, s'agglutinant sur la moindre barque de pêche. Des milliers de drapeaux aux couleurs noir et rouge de la CNT-FAI étaient brandis, des banderoles anarchistes saluaient la solidarité prolétarienne des travailleurs russes et les remerciaient. Je ne sais ce qu'en pensèrent les officiels russes (militaires, diplomates, agents de la police politique) qui se voyaient ainsi accueillis par une révolution qu'ils étaient en fait venus mater…** »

Certes Sigmunt Stein, déjà ébranlé dans ses convictions par les premiers procès de Moscou, se rapprochera objectivement du mouvement libertaire à l'instar de George Orwell. Son livre eut de nombreuses difficultés à paraître… car la critique du mythe des Brigades internationales passait mal ! Pour en revenir à *Le pouvoir ne se partage pas,* on oublie aussi que celles et ceux qui sont restés en Espagne après 1939 eurent à subir la vengeance des forces réactionnaires - militaires et prêtres - sans oublier les fonctionnaires de toute sorte ! En annexe du livre nous avons quelques pages sur le Parti ouvrier d'unification marxise (POUM) et une bibliographie importante De quoi parcourir trente-deux mois et quinze jours de combats, en essayant de se détacher des « affects et des positions politiques ou idéologiques « et de poser la question « la République avait-elle une chance de gagner la guerre ?« Mais le camarade Pecunia a-t-il atteint son but ? C'est-à-dire avec un livre relativement court expliquer le déroulement de la guerre civile espagnole au-delà des sentiers battus, en se basant sur des sources souvent adverses ? Pour ma part, je pense que oui, mais tout le monde n'est pas obligé d'être de mon avis !

Thierry Porré
Groupe anarchiste Salvador-Séguí

Soixante adolescents annoncent leur refus de servir dans l'armée israélienne

LES OBJECTEURS DE CONSCIENCE SHAHAR PERETZ (À GAUCHE) ET DANIEL PELDI LORS D'UNE MANIFESTATION CONTRE UNE ANNEXION.
PHOTO OREN ZIV

L'OBJECTEUR DE CONSCIENCE SHAHAR PERETZ LORS D'UNE MANIFESTATION CONTRE UNE ANNEXION.
PHOTO OREN ZIV

Soixante adolescents israéliens ont publié mardi 5 janvier une lettre ouverte adressée à de hauts responsables israéliens, dans laquelle ils déclarent leur refus de servir dans l'armée en protestation contre ses politiques d'occupation et d'apartheid.

La lettre dite *Shministim Letter* (une initiative portant le surnom hébreu donné aux lycéens) dénonce le contrôle militaire israélien sur les Palestiniens dans les territoires occupés, qualifiant le régime en Cisjordanie, dans la bande de Gaza et à Jérusalem-Est de système d'« apartheid » impliquant « deux systèmes de droit différents; un pour les Palestiniens et un autre pour les Juifs ».

« **Il est de notre devoir de nous opposer à cette réalité destructrice en unissant nos luttes et en refusant de servir ces systèmes violents – dont les militaires en chef** », peut-on lire dans la lettre, qui a été adressée au ministre de la Défense Benny Gantz, au ministre de l'Éducation Yoav Galant et au chef d'état-major des FDI[1] Aviv Kochavi.

« **Notre refus de nous engager dans l'armée n'est pas un acte de tourner le dos à la société israélienne** », poursuit la lettre. « **Au contraire, notre refus est un acte de prise de responsabilité sur nos actions et leurs répercussions. L'enrôlement, pas moins que le refus, est un acte politique. Comment est-il logique que pour protester contre la violence et le racisme systémiques, nous devons d'abord faire partie du système d'oppression même que nous c ritiquons ?** »

La lettre publique de refuzniks est la première du genre à aller au-delà de l'occupation et à faire référence à l'expulsion des Palestiniens pendant la guerre de 1948 : « **Nous avons reçu l'ordre de revêtir l'uniforme militaire taché de sang et de préserver l'héritage de la Nakba et de l'occupation. La société israélienne a été construite sur ces racines pourries, et cela se voit dans toutes les facettes de la vie : dans le racisme, le discours politique haineux, la brutalité policière, et plus encore** ».

La lettre souligne en outre le lien entre les politiques néolibérales et militaires d'Israël : « **Alors que les citoyens des Territoires palestiniens occupés sont appauvris, les élites riches s'enrichissent à leurs dépens. Les travailleurs palestiniens sont systématiquement exploités, et l'industrie de l'armement utilise les Territoires palestiniens occupés comme terrain d'essai et comme vitrine pour soutenir ses ventes. Lorsque le gouvernement choisit de maintenir l'occupation, il agit contre nos intérêts en tant que citoyens – une grande partie de l'argent des contribuables finance l'industrie de la "sécurité" et le développement des colonies au lieu du bien-être, de l'éducation et de la santé** ».

Certains des signataires devraient comparaître devant le comité des objecteurs de conscience des FDI et être envoyés dans une prison militaire, tandis que d'autres ont trouvé des

1. FDI : Forces de défense israéliennes en hébreu Tsva Haganah LeIsrael, plus connues sous l'acronyme Tsahal

Où il n'est pas question du SNU mais de ce que doivent vivre les jeunes Israéliens. Chapeau bas devant la détermination de ces ados.

moyens d'éviter le service militaire. Parmi les signataires figure Hallel Rabin, qui a été libéré de prison en novembre 2020 après avoir passé 56 jours derrière les barreaux. Un certain nombre de signataires ont également signé une lettre ouverte en juin dernier, exigeant qu'Israël mette fin à l'annexion de la Cisjordanie.

Qui protégeons-nous réellement ?

Les Israéliens ont publié un certain nombre de lettres de refus depuis qu'Israël a pris le contrôle des territoires occupés en 1967. Alors que pendant des décennies, les lettres faisaient principalement référence à l'opposition au service dans les territoires occupés, les deux dernières lettres *Shministim*, publiées respectivement en 2001 et 2005, incluaient des signataires qui refusaient de servir dans l'armée.

« **La réalité est que l'armée commet des crimes de guerre quotidiennement – c'est une réalité que je ne peux pas supporter, et je sens que je dois crier aussi fort que possible, que l'occupation n'est jamais justifiée** », dit Neve Shabtai Levin, 16 ans, de Hod Hasharon. Levin, aujourd'hui en 11ème année, prévoit de refuser le service militaire après avoir obtenu son diplôme, même si cela signifie aller en prison.

« **Le désir de ne pas s'engager dans les FDI est une chose à laquelle je pense depuis que j'ai huit ans** », poursuit Levin. « **Je ne savais pas qu'il y avait une option de refus jusqu'à l'année dernière, quand j'ai parlé aux gens de ne pas vouloir s'engager, et qu'ils m'ont demandé si j'avais l'intention de refuser. J'ai commencé à faire des recherches, et c'est ainsi que je suis arrivé à la lettre** ».

Levin ajoute qu'il a signé la lettre « **parce que je crois qu'elle peut faire du bien et, je l'espère, toucher des adolescents qui, comme moi, ne veulent pas s'engager mais ne connaissent pas l'option, ou soulèveront des questions pour eux** ».

Shahar Peretz, 18 ans, de Kfar Yona, prévoit de refuser cet été. « **Pour moi, la lettre est adressée aux adolescents, à ceux qui vont s'engager dans un an ou à ceux qui se sont déjà engagés** », dit-elle. « **Il s'agit de tendre la main à ceux qui portent maintenant l'uniforme et qui se trouvent sur le terrain pour occuper une population civile, et de leur fournir un miroir qui leur permettra de poser des questions telles que « qui suis-je en train de servir ? Quel est le résultat de la décision de s'enrôler ? Quels intérêts suis-je en train de servir ? Qui protégeons-nous réellement lorsque nous portons des uniformes, que nous détenons des armes et que nous retenons des Palestiniens aux points de contrôle, que nous envahissons des maisons ou que nous arrêtons des enfants ?** »

Shahar Peretz, qui a signé une lettre de 400 adolescents israéliens demandant au Premier ministre Netanyahu de ne pas annexer la Cisjordanie. « **J'ai été surpris par le manque de connaissances de ceux qui serviront dans les territoires l'année prochaine** ».

Peretz se souvient de ses propres expériences qui ont changé sa façon de penser au sujet de l'enrôlement : « [Ma] **rencontre avec les Palestiniens dans les camps d'été a été la première fois que j'ai été exposée personnellement et humainement à l'occupation. Après les avoir rencontrés, j'ai réalisé que l'armée est une grande partie de cette équation, dans son influence sur la vie des Palestiniens sous la domination**

•••

HALLEL RABIN DEVANT UNE PRISON MILITAIRE. LA JEUNE ISRAÉLIENNE, EMPRISONNÉE À QUATRE REPRISES POUR REFUS DE FAIRE SON SERVICE MILITAIRE, VIENT D'ÊTRE LIBÉRÉE. PHOTO OREN ZIV

Soixante adolescents annoncent leur refus de servir dans l'armée israélienne

• • •

israélienne. Cela m'a amené à comprendre que je ne suis pas prêt à prendre une part directe ou indirecte à l'occupation de millions de personnes ».

Yael Amber, 19 ans, de Hod Hasharon, est consciente des difficultés que ses pairs peuvent rencontrer dans une telle décision. « **Cette lettre n'est pas une critique personnelle des garçons et des filles de 18 ans qui s'enrôlent. Refuser de s'enrôler est très compliqué, et à bien des égards, c'est un privilège. La lettre est un appel à l'action pour les jeunes avant l'enrôlement, mais c'est surtout une demande pour que [les jeunes] jettent un regard critique sur un système qui nous oblige à prendre part à des actes immoraux envers un autre peuple** ».

Amber, qui a été libérée de l'armée pour raisons médicales, vit maintenant à Jérusalem et est volontaire dans la fonction publique. « **J'ai pas mal d'amis qui s'opposent à l'occupation, se définissent comme de gauche et servent toujours dans l'armée. Ce n'est pas une critique des gens, mais d'un système qui met les jeunes de 18 ans dans une telle position, qui ne leur laisse pas trop de choix** ».

Si l'objection de conscience a été historiquement comprise comme une décision d'aller en prison, les signataires soulignent qu'il existe différentes méthodes que l'on peut refuser, et que trouver des moyens d'éviter le service militaire peut lui-même être considéré comme une forme de refus. « **Nous comprenons qu'aller en prison est un prix que tout le monde n'a pas le privilège de payer, que ce soit sur le plan matériel, du temps ou des critiques de son entourage** », déclare Amber.

Une partie de l'héritage de la Nakba

Les signataires notent qu'ils espèrent que l'atmosphère politique créée ces derniers mois par les manifestations nationales anti-Nétanyahou – connues sous le nom de "manifestations Balfour" pour le discours de rue de la résidence du Premier ministre à Jérusalem – leur permettra de parler de l'occupation.

« **C'est le meilleur élan** », dit Amber. « **Nous avons l'infrastructure de Balfour, le début du changement, et cette génération prouve son potentiel politique. Nous y avons beaucoup pensé dans la lettre – il y a un groupe qui s'intéresse beaucoup à la politique, mais comment les amener à penser à l'occupation ?** »

Levin pense également qu'il est possible de faire appel aux jeunes Israéliens, en particulier ceux qui vont aux manifestations anti-Bibi[2]. « **Avec tous les discours sur la corruption et la structure sociale du pays, nous ne devons pas oublier que les fondations ici sont pourries. Beaucoup disent que l'armée est un processus important** [pour les Israéliens], **qu'elle vous donnera le sentiment de faire partie du pays et d'y contribuer. Mais ce n'est pas vraiment le cas. L'armée force des jeunes de 18 ans à commettre des crimes de guerre. L'armée fait que les gens voient les Palestiniens comme des ennemis, comme une cible qu'il faut blesser** »

Comme les étudiants le soulignent dans la lettre, l'acte de refus vise à affirmer leur responsabilité envers leurs compatriotes israéliens plutôt qu'à se désengager d'eux. « Il est beaucoup plus commode de ne pas penser à l'occupation et aux Palestiniens », dit Amber. « [Mais] **écrire la lettre et rendre ce genre de discours accessible est un service à ma société. Si je voulais être différente ou si je ne m'en souciais pas, je ne choisirais pas de me mettre dans une position publique qui reçoit beaucoup de critiques. Nous payons tous un certain prix parce que nous nous en soucions** ».

« **C'est un militantisme qui vient d'un lieu de solidarité** », se fait l'écho de Daniel Paldi, 18 ans, qui prévoit de se présenter devant le Comité des objecteurs de conscience. « **Bien que la lettre soit avant tout un acte de protestation contre l'occupation, le racisme et le militarisme, elle est accessible. Nous voulons rendre le refus moins tabou** ». Paldi note que si le Comité rejette sa demande, il est prêt à aller en prison.

« **Nous avons essayé de ne diaboliser aucun des deux camps, y compris les soldats, qui, dans toute son absurdité, sont nos amis ou des gens de notre âge », note-t-il. « Nous pensons que la première étape de tout processus est la reconnaissance des questions qui ne sont pas discutées dans la société israélienne** ».

Les signataires de la dernière lettre **Shministim** se distinguent des versions précédentes en ce qu'ils abordent un des sujets les plus sensibles de l'histoire israélienne : l'expulsion et la fuite des Palestiniens pendant la Nakba en 1948. « **Le message de la lettre est d'assumer la responsabilité des injustices que nous avons commises, et de parler de la Nakba et de la fin de l'occupation** », dit Shabtai Levy. « **C'est un discours qui a disparu de la sphère publique et qui doit revenir** ».

« **Il est impossible de parler d'un accord de paix sans comprendre que tout cela est un résultat direct de 1948** », poursuit Levy. « **L'occupation de 1967 fait partie de l'héritage de la Nakba. Tout cela fait partie des mêmes manifestations de l'occupation, ce ne sont pas des choses différentes** ».

Paldi conclut en ajoutant à ce point : « **Tant que nous sommes du côté de l'occupant, nous ne devons pas déterminer le récit de ce qui constitue ou non une occupation ou si elle a commencé en 1967. En Israël, le langage est politique. L'interdiction de dire « Nakba » ne se réfère pas au mot lui-même, mais plutôt à l'effacement de l'histoire, du deuil et de la douleur** ».

Oren ZIV
in 972mag.com

2. Bibi : Binyamin Netanyahu

Scandââle au Capitaule !

Pour commencer au commencement, je voudrais juste reprendre les mots d'un journaliste du Washington Post ce matin-là. « **Ce mercredi 6 janvier 2021 au matin, quand j'ai entendu les gens chanter "Prenez d'assaut le Capitole", je ne l'ai pas pris au sérieux. Le président avait commencé son discours marathon devant la Maison Blanche, et j'écoutais une douzaine de personnes prier devant une image de Jésus-Christ quand j'ai entendu un cri : "Nous aimons les *Proud Boys* [Garçons Fiers]!" Alors que je m'éloignais du chemin, cette bande, un groupe d'hommes chauvins ayant des liens avec le nationalisme blanc, a défilé. "Ils ne peuvent pas nous arrêter!" a crié le chef de la marche, à travers un porte-voix. "Je dis que nous devons prendre d'assaut le Capitole! Prenons d'assaut le Capitole!" cria quelqu'un d'autre, à travers un autre porte-voix** ».

Curieusement aucun de ces excités bodybuildés entrés dans le palais de la démocratie (mondiale ?) n'a fait usage de ses armes. »

Donc quelques heures après, ce fut fait. Qu'en dire ? La première chose est que l'assaut fut celui d'un peuple ! Nous avons tendance à oublier cela. Les fascistes recrutent en milieu populaire. Et ce peuple-là est formé de gens simples, travailleurs, dont les parents et les grands parents ont travaillé, se sont usés au cours du temps pour leur permettre de sortir le nez de l'eau ! Et ces gens-là ne comprennent pas ce qui se passe, ce monde qui bouge à toute vitesse, les laissant sur le bord de la route. Ils veulent revenir au monde d'avant qui leur semblait compréhensible où ils avaient ce qui ressemblait à un statut social, supérieur. Ils sont fondamentalement des réactionnaires.

Mais cette analyse, toute correcte qu'elle semble être, ne suffit pas. Nous nous sommes tous effrayés à la vue tant de fois répétée sur les médias, de ces gens en armes, de ces milices blanches effrayantes. Curieusement aucun de ces excités bodybuildés entrés dans le palais de la démocratie (mondiale ?) n'a fait usage de ses armes. Par contre ils ont filmé, fait des photos, selfié à tout va. Seule la police, au moins certains policiers, a résisté et tiré. Il faut pourtant rajouter une donnée souvent oubliée à laquelle les défenseurs du retrait des armes ne font pas appel. Les États-Unis sont en guerre depuis 2001 *avec 50 000 soldats engagés sur des sols étrangers.* Romain Huret, historien, rappelle qu'« **Il en résulte une circulation des violences et des pratiques guerrières, qui alimente une menace intérieure. De nombreux soldats déphasés, abîmés, retrouvent une seconde vie dans la mouvance paramilitaire réactionnaire** ». Il pourrait aussi ajouter que les polices étasuniennes sont équipées de matériels militaires usagés provenant de ces lieux de guerre et que nombre de ces policiers sont d'anciens soldats formés sur ces champs de répression « islamiques ».

Les images de l'assaut donné au monument le plus visité des États-Unis par des hordes barbues a fait le tour du monde, laissant leurs spectateurs ébahis, choqués, rigolards, pensant « tiens eux aussi ! ». Est-ce aussi simple que cela ?

HEINRICH MERTE, *LE CAPITOLE EST SAUVÉ PAR LES OIES SAINTES DE JUNON*, 1882.

Bien des commentateurs parlent de coup d'État, d'insurrection, sans vraiment savoir de quoi ils parlent. L'armée étasunienne n'a pas bougé, pas plus qu'aucune garde nationale. Le gang d'une cinquantaine de personnes rassemblées autour de Trump ne suffit pas à constituer un pouvoir alternatif. Pour autant, cela était plus qu'une balade touristique mal encadrée. On peut dire comme Claude Askolovitch dans le site Slate que « **Ahsli Babbitt, tuée alors, était une adepte du complotisme furieux qui aura été le soubassement et le fruit du trumpisme. Vivante, elle m'aurait inquiété. Morte, elle me désole** ». Il ne faudrait pas oublier que la démocratie étasunienne, dont tant de gens déplorent que le temple ait été outragé, est avant tout une démocratie représentative avec des tours de manège légiférés, réguliers. Une démocratie comme tant d'autres où la moitié des électeurs ne votent pas, où 1% – les plus riches – possèdent presque autant que les classes moyennes.

Il ne suffit pas de se féliciter de la fin twiterienne de Trump pour oublier en même temps les 88 millions d'abonnés qui attendaient sa bonne parole.

Ce qui vient de se passer aux U.S.A. comme ce qui se passe ailleurs avec l'irruption de mouvement sociaux incontrôlés comme les Gilets jaunes en France, où la montée des extrémismes racistes, identitaires, a plus à faire avec l'incapacité d'une gauche qui rêve d'arriver aux pouvoirs qu'à une prise en compte des évolutions du capital dont tout le monde oublie de parler.

Pierre Sommermeyer
(Individuel)

Usines Mattel : Barbie se moque des droits des femmes !

Fondé en 1945 aux États-Unis, le groupe Mattel domine le marché mondial du jouet, de la conception jusqu'à la mise en vente. Il commercialise les produits Barbie, Fisher-Price, Uno, Polly Pocket et Hot Wheels dans plus de 150 pays. Mattel possède ou contrôle directement huit usines au Mexique, en Malaisie, au Canada, en Indonésie, en Thaïlande et en Chine. Mais la multinationale fait aussi appel à un grand nombre de fournisseurs. En 1997, sous la pression d'organisations non gouvernementales (ONG), Mattel a été une des premières multinationales à rédiger et adopter un code de conduite éthique pour ses usines et ses fournisseurs, *Principes mondiaux de fabrication.* Mais ces principes ont été abandonnés aux dépens des ouvriers et surtout des ouvrières.

Salaires indignes, cadences infernales, logements insalubres, et parfois même travail forcé… les révélations sur les conditions de travail en Chine se succèdent depuis les années 1980. De grandes marques qui s'approvisionnent dans « l'atelier du monde » sont régulièrement pointées du doigt à ce sujet. Mais on sait peu que les femmes représentent environ 70 % des personnes employées sur les chaînes de production chinoises. Jusque dans les années 2000, une grande partie de ces femmes étaient des « nongmingong », des personnes ayant quitté une région rurale pour gagner leur vie en ville, sans pour autant avoir obtenu l'autorisation de s'y installer. Cette situation administrative les rend vulnérables et les contraint à accepter des conditions de travail difficiles. Longtemps, les usines chinoises ont privilégié le recrutement de femmes, jugées plus travailleuses et plus dociles que les hommes. Mais depuis une dizaine d'années, à la fois pour des raisons économiques et démographiques, les usines doivent se résoudre à employer davantage d'hommes. La nouvelle composition des ateliers modifie beaucoup l'ambiance de travail, en rendant plus aigu un problème qui reste tabou : celui des violences sexistes et sexuelles. Depuis 2018, le mouvement *#Wo Ye Shi* (#MeToo) s'amplifie en Chine. Malgré la censure, une courageuse libération de la parole sur les violences sexistes et sexuelles s'est ouverte dans certains secteurs d'activité. Par exemple, le 2 décembre dernier, un procès pour harcèlement sexuel s'est ouvert, après deux ans d'attente. Zhou Xiaoxuan, appelée Xianzi sur les réseaux sociaux, accuse un présentateur vedette, Zhu Jun, de l'avoir embrassée de force alors qu'elle était stagiaire à la CCTV, la chaîne de télévision nationale, en 2014. Soutenue par une de ses professeurs, Xianzi avait voulu déposer plainte auprès de la police, qui l'avait refusée. Quatre ans plus tard, encouragée par le mouvement #MeToo, elle dénonce publiquement son agresseur sur les réseaux sociaux. L'animateur nie et entame des poursuites pour diffamation, Xianzi l'attaque à son tour. Le verdict est d'autant plus attendu qu'il intervient peu de temps après l'adoption, en mai 2020, d'un premier Code civil qui intègre une définition élargie du harcèlement sexuel. Le procès a finalement été ajourné. Les avocats de la jeune fille réclament la récusation des trois juges, un procès public et que l'accusé soit présent. Sur Weibo, le Twitter chinois, de nombreux hashtags en lien avec l'affaire sont supprimés par les censeurs. Et la presse reste silencieuse. Si le mouvement #MeToo a eu un impact limité, les autorités ne tolérant pas ce genre d'activisme, il a permis de libérer la parole de certaines victimes, telle que Xianzi. Mais ce mouvement a très peu touché le secteur industriel. Il est très difficile d'enquêter sur les conditions de travail dans les usines chinoises, et a fortiori de dénoncer les violences sexistes et sexuelles subies par les ouvrières.

Harcèlement sexuel dans les usines de Mattel : une longue histoire

En 2004, un audit, dans deux usines du groupe au Mexique, a révélé que des ouvrières étaient victimes d'abus verbaux et de harcèlement sexuel de la part de leurs collègues. Dans l'une de ces usines, 30 % des personnes interrogées se disaient victimes d'abus et 13 % des ouvrières avaient eu connaissance de harcèlement sexuel. Dans les deux usines, un tiers indiquait craindre de perdre leur emploi si elles signalaient ces cas.

En 2019, une enquête est menée par trois ONG : *China Labor Watch, Solidar Suisse et ActionAid France*. Elle se réalise sur le mode « infiltré » de plusieurs semaines dans l'usine Foshan Nanhai Mattel Precision Diecast, dans la province industrielle chinoise de Guangdong, et met en lumière des cadences insoutenables d'une part, et d'autre part, des ouvrières témoignent de violences verbales et d'humiliations régulières de la part des chefs de ligne, visant en particulier les jeunes femmes. Sur dix femmes avec qui l'enquêtrice informatrice a pu échanger, quatre ouvrières décrivent des situations de harcèlement sexuel. Une femme déclare « **il vient vers moi à chaque pause, je voudrais qu'il me laisse tranquille. J'ai très**

Ou comment le sourire des enfants occidentaux se paie en larmes de travailleuses.

peur ». Une autre dit que deux collègues hommes la prennent en photo, et elle se sent en danger. Une autre encore : « **J'ai l'impression que les chefs ne crient jamais sur les hommes (…) Une fille de ma ligne a quitté l'usine parce qu'elle se faisait réprimander jusqu'à ce qu'elle pleure** ». Aucune n'alerte la direction car elles ont peur du « parole contre parole » et de la répression ensuite. Les syndicats ne sont pas indépendants et donc ne sont d'aucun secours.

En 2020, les mêmes ONG réitèrent une enquête de plusieurs semaines dans l'usine de Dongguan : cela confirme le climat de harcèlement sexuel fréquent et banalisé. Les jeunes ouvrières sont interpellées à haute voix par « chérie » soi-disant pour les « exciter » ou bien un collègue a pour habitude de s'installer à un poste d'une ouvrière et de lui demander de s'asseoir sur ses genoux. Une autre est menacée sur *WeChat* (équivalent chinois de *Whatsapp*) quand elle bloque son application afin de ne pas être importunée. Aucun collègue, aucun chef n'intervient pour faire cesser ces agissements. Voire même des chefs racontent des histoires graveleuses et des propos à connotation sexuelle à voix haute devant les équipes.

Mattel a obligation d'agir

Rappelons que le harcèlement sexuel est une violation des droits humains, décrite et dénoncée dès 1958 par la Convention n°111 de l'Organisation internationale du travail (OIT). Il s'agit d'une série de comportements et de pratiques souvent persistantes et « normalisées » quoique non désirées : remarques ou avances sexuelles, blagues et propos obscènes, affichage de photos ou d'images objectivant la femme, contacts physiques imposés ou agressions sexuelles. Ces violences ne sont pas des situations isolées. Les féministes chinoises continuent de se mobiliser avec pugnacité malgré les pressions subies depuis 2015 : par exemple, le Sunflower Women Workers Centre a été obligé de fermer après avoir réalisé une enquête en 2013 dans les usines du Guangdong sur le harcèlement sexuel.

Depuis une vingtaine d'années, le leader mondial du jouet affiche la volonté d'assurer des conditions de travail décentes dans ses usines et chez ses fournisseurs. Son produit-phare, la poupée Barbie, se présente depuis 2015 comme un jouet permettant aux petites filles de s'affranchir des idées reçues et de s'émanciper. Les femmes qui produisent les poupées Barbie devraient, à tout le moins, pouvoir travailler sans craindre d'être humiliées ou harcelées. Les ONG interpellent Mattel sur sa politique de prévention et de sanction des violences sexistes et sexuelles. Mattel refuse de communiquer sur sa politique et n'annonce aucune mesure pour mettre fin à cette situation. À chaque nouvelle enquête dans une usine chinoise de Mattel, les résultats sont inquiétants. Mattel se cache derrière la Fédération internationale des industries du jouet (ICTI) qui lui octroie une certification éthique. Mais les audits réalisés par ICTI dans les usines Mattel sont sujets à caution. En effet, sur la question des heures supplémentaires, le code éthique de l'ICTI prévoit que le nombre d'heures de travail hebdomadaire ne dépasse pas 72 heures dont au maximum 32 heures supplémentaires. Or la loi chinoise limite la durée hebdomadaire à 44 heures (et non pas 72) et le nombre d'heures supplémentaires à 36 heures par mois (et non pas par semaine). Certification éthique ? Sûrement pas ! Les audits d'ICTI ne dénoncent absolument pas les violations des droits humains et donnent un satisfecit éthique dédouanant Mattel de ses responsabilités comme tout patron qu'il est !

Depuis 2019, la loi chinoise oblige expressément les entreprises à adopter des politiques de lutte contre le harcèlement sexuel. De la poudre aux yeux qui coûte cher aux ouvrières pendant que les petites filles occidentales jouent innocemment à la Barbie ! Barbie de tous les pays de l'empire Mattel, révoltez-vous ! Soyez solidaires des ouvrières !

Hélène Hernandez
Groupe Pierre Besnard

Source : Rapport de China Labor Watch, Solidar Suisse, ActionAid France, ***Mattel doit mettre fin au harcèlement sexuel, Nouvelle enquête dans une usine du groupe Mattel en Chine,*** novembre 2020.

Les jeunesses macroniennes en marche !

Depuis plus de deux ans, diverses mesures concernant les jeunes personnes sont conduites par le gouvernement. Mettons bout à bout ces mesures, et regardons un peu l'image d'ensemble.

DE LA CONCEPTION À 3 ANS

Futurs parents et enfants sous la surveillance de l'État

En septembre 2020, un groupe d'« experts » de la petite enfance a rendu un rapport censé donner des pistes pour mieux accompagner les parents dans la période décrétée cruciale des « 1000 premiers jours de la vie ». Les mesures préconisées laissent pantois : rendez-vous prénatal obligatoire, visites à domicile plus nombreuses, étalées dans le temps et obligatoires, menées par des « services de PMI réarmés », volonté de démarrer les apprentissages avant l'âge scolaire (pourtant déjà très précoce en France)… Il est même évoqué un entretien sur le thème de la parentalité pour « tous les couples en âge de procréer »! Sous couvert d'accompagner de manière bienveillante les familles, l'État s'immisce dans leur intimité et dicte la bonne conduite parentale. De 0 à 3 ans, les enfants ne s'appartiennent donc déjà pas et l'État entend bien contrôler les moindres détails de leurs existences.

Il est important de noter que là, comme dans les autres dispositifs détaillés plus loin, les mesures sont souvent proposées à titre expérimental, provisoire, ou encore sur la base du volontariat… au début. Mais on sait très bien que cela relève de la technique du pied dans la porte, et que bientôt, ces mesures seront appliquées partout et pour tout le monde.

DE 3 À 16 ANS

École de la République obligatoire

En juillet 2019, J-M Blanquer, ministre de l'Éducation nationale, abaissait l'âge de l'instruction obligatoire de 6 à 3 ans. Le 2 octobre dernier, E. Macron annonçait dans son discours sur « les séparatismes » sa volonté de rendre l'école obligatoire pour tous. Ce sont donc désormais près de 13 millions d'enfants de 3 à 16 ans qui sont dans les filets de l'éducation d'État.

Cette mainmise éducative se traduit par une volonté affirmée de mettre en place un programme unique, des méthodes uniques, un dogme républicain unique[1]. Les programmes sont d'ailleurs de plus en plus sous la coupe du ministère de l'Éducation nationale. Un exemple : la lecture sera enseignée selon la méthode promue par l'ami de J-M Blanquer, S. Dehaene. Le ministre lui-même a d'ailleurs fait éditer un manuel de lecture par l'Éducation nationale. Un interventionnisme jamais vu de la part du ministère dans les programmes scolaires.

S. El Haïry, Secrétaire d'État chargée de la Jeunesse et de l'Engagement, a prévenu : l'État « ne laissera aucun enfant sortir du giron républicain ». « L'école de la République », et non plus l'école publique, deviendrait obligatoire pour tous, sans plus d'alternative gratuite possible.

Mais à quoi ressemble « l'école de la République »? Rétrécissement des apprentissages autour des « fondamentaux », enfants soumis à évaluations dès 3 ans, compétition, soumission à l'autorité, conformisme, programmes vidés de leurs matières critiques et artistiques, le tout, saupoudré d'idéologie nationale et identitaire. L'école républicaine, ce serait celle où les jeunes filles doivent porter « une tenue républicaine », qui diligente des opérations de police sur des enfants de CM2 pour « apologie du terrorisme », qui interdit à des mères d'accompagner les sorties scolaires car elles sont voilées, qui veut avoir un droit de « regard sur l'emploi du temps des enfants les mercredis, les week-ends et pendant les vacances »… L'école, avec son ministre orwellien, vise donc désormais le monopole de l'éducation, et applique un dogme « républicain » permettant toutes les dérives.

ENTRE 16 ET 18 ANS

Obligation de formation

Les jeunes de 16 à 18 ans ont désormais l'obligation de s'engager dans une formation, s'ils ne sont pas déjà en situation d'emploi, de formation, ou d'études, ce qui allonge de fait la période de mise sous tutelle des jeunes. Le contrôle des jeunes est rendu possible par une collaboration entre le ministère de l'Éducation nationale et celui du Travail et de l'emploi, via les missions locales. De 16 à 18 ans, tu ne pars pas découvrir le vaste monde ni réfléchir au sens de ta vie : tu travailles. Cette mesure, inscrite dans la loi dite « pour une école de la confiance », est lourde de conséquences pour les jeunes qui n'ont plus d'autre choix que travailler, en tant que salarié ou étudiant.

ENTRE 15 ET 25 ANS

Le Service National Universel (SNU)

Entre 15 et 25 ans, tous les jeunes seront bientôt soumis au SNU. Comme l'explique la Ligue des Droits de l'Homme, il « **consistera en un mois obligatoire pour ceux âgés de 15 à 18 ans. Composées de deux phases, ces quatre semaines seront suivies d'une troisième phase, avec un engagement plus long (d'au moins trois mois), sur la base du volontariat. La généra-**

DESSIN D'ELDA

lisation du dispositif pourrait avoir lieu en 2022-2023 ». C'est une commission dirigée par le général Ménaouine qui a défini les objectifs, le déroulement, et les obligations liées au SNU. Celui-ci vise explicitement deux objectifs : créer une plus grande identification des jeunes à la nation, et encourager leur engagement à défendre le pays, présenté comme étant en danger. Le ministère de l'Éducation nationale est partenaire de l'armée, puisque le dispositif comprend un volet d'enseignement de la défense en milieu scolaire, figurant dans le code de l'éducation. De plus, l'Éducation nationale prend en charge, dans le cadre du SNU, la mission de recensement des jeunes et la mise en place d'un fichage comprenant des données personnelles.

Le SNU pose dès le départ l'impossibilité de faire valoir une objection de conscience, et celles et ceux qui refuseront d'y participer se verront interdire de passer le permis de conduire, le baccalauréat ou un autre diplôme, et de se présenter aux concours administratifs jusqu'à leurs 25 ans. Le SNU reste un service militaire déguisé : internat, port d'un uniforme, salut au drapeau, encadrement militaire, discours sur les valeurs de la République, etc. Les jeunes seront envoyés hors de leur département de résidence, sans pouvoir rentrer chez eux pendant les 12 premiers jours, et sans pouvoir communiquer avec leurs proches en dehors du créneau choisi par les encadrants. On parle donc bien là de jeunes mineurs, âgés le plus souvent de 15 ans, qui seront isolés pour être soumis à un internat de type militaire. Les modalités du SNU pouvant à l'avenir être modifiées par simple décret, on peut craindre qu'il ne suive une pente encore plus militariste et nationaliste à l'avenir.

AU-DELÀ DE 18 ANS

Des étudiants qui se tiennent sages

Enfin, l'université. Lors des récents débats sur la Loi de Programmation de la Recherche, deux amendements ont fait du bruit. Le premier portait une limite politique à la liberté de l'enseignement, en stipulant que « **les libertés académiques s'exercent dans le respect des valeurs de la République** ». Les vagues valeurs républicaines convoquées pour limiter des libertés déjà bien malmenées n'ont pas suffi et cet amendement a été abandonné. Le second prévoyait un à trois ans de prison et jusqu'à 75 000 euros d'amende toute personne qui tenterait « **de pénétrer ou de se maintenir dans l'enceinte d'un établissement d'enseignement supérieur** [...] **dans le but de troubler la tranquillité ou le bon ordre de l'établissement** ». Il a été retoqué par le Conseil constitutionnel. S'il semble plus difficile de s'attaquer aux étudiants, la volonté est malgré tout, là... Loin de considérer les enfants comme des personnes libres et autonomes, capables d'autodétermination et d'auto-éducation, l'État s'arroge le monopole de leur éducation, de la naissance à l'âge adulte, sans contestation possible. Le gouvernement distille son discours sur l'incompétence, voire la toxicité des parents, qui seraient incapables d'accompagner les enfants et d'en prendre soin. Il propose une solution miracle : les mettre d'office, dès un âge précoce, dans une collectivité sous sa coupe exclusive. La « République » est le nouveau dogme éducatif qu'Emmanuel Macron souhaite instaurer, et il s'applique à y soumettre tous les enfants. Les parents n'auront bientôt plus pour rôle d'accompagner les jeunes, ni pour responsabilité de les protéger. Leur fonction se limitera à fournir des enfants à « la République », qui les modèlera à sa guise pour en faire de bons petits républicains, soumis et adorateurs du drapeau. Et gare aux récalcitrants...

Marina
groupe Libertad, Toulouse
avec le Collectif Libres Apprenants du Monde

1. Le projet de loi pour « renforcer les valeurs de la République », en plus de l'obligation scolaire, pose des contraintes de plus en plus fortes sur les écoles « alternatives » pour suivre les programmes et les méthodes dictées par le ministère et vise à interdire la seule alternative possible à l'école (l'instruction en famille).

Cristian A. Grosso, un penseur anarchiste de 16 ans

Cristian Augusto Grosso, né en 2002, à Alghero en Sardaigne, où il fréquente le Conservatoire de musique, vient de publier, en novembre 2020, son premier ouvrage, *Les veines, l'esprit. Le sang, l'anarchie* - Catartica Edizioni. De ses carnets de réflexion éparses d'adolescent de seize ans, sont nés les chapitres de cet essai thématique, véritable programme anarchiste comme je n'en avais pas lu depuis Errico Malatesta.

Cette petite maison d'éditions sarde a fait le choix de valoriser des titres ne trouvant pas leur place dans l'industrie éditoriale : points de vue « à contre-courant, dérangeants ou non alignés », regards indépendants sur la société et le monde, expressions artistiques alternatives. Cristian A. Grosso est publié dans la collection *Les Journaux de la Motocylette*, dédiée aux journaux intimes et aux correspondances. Son œuvre n'est pourtant ni l'un ni l'autre. Mais, première grande qualité à mon sens, aussi bien du point de vue littéraire que politique, elle est inclassable.

Chaque chapitre s'ouvre sur un poème de l'auteur. Rien de froid et de purement cérébral dans cet essai structuré qui propose, outre ces épigraphes poétiques qui disent de belle manière l'esprit [*l'anima*] de chaque chapitre, un discours rationnel. Cette originalité n'est pas dépourvue de sens. Les accents lyriques, présents aussi dans le discours, permettent de revendiquer les sentiments et la sensibilité au même titre que le raisonnement logico-déductif. L'adéquation avec le sujet et les convictions de Cristian A. Grosso est parfaite puisque l'anarchie est pour lui un sentiment ou état d'esprit, aussi bien qu'une idée, une aspiration intime (mot qui revient souvent) aussi bien qu'une théorie. « Vous avec votre pouvoir » versus « Nous [anarchistes] croyons à quelque chose de beau » dit-il aux tenants de la société actuelle. Il croit en l'anarchie « comme une fin et comme beauté humaine et sociale ». Et à l'amour de la liberté, mot qui revient des dizaines de fois. Pour moi, anarchie et art ont pour dénominateur commun la liberté créatrice. La création d'une société nouvelle est un concept très présent dans l'œuvre. Tout cela me plaît, l'art n'est pas étranger à la pensée, à son expression, et à la compréhension de toute chose, bien au contraire, elle doit leur être indissociable, au risque d'un intellectualisme désincarné, au mieux incapable de fraternité, au pire capable de toutes les horreurs dans sa mise en œuvre. Ainsi, le titre métaphorique du livre est une expression de sa pensée politique : les veines sont notre esprit, l'anarchie notre sang qui y coule. La révolution sociale doit d'abord être « intérieure », culturelle.

> **« Cristian A. Grosso, à peine sorti de son lycée artistique, ne peut faire autorité. Tant mieux, nous ne voulons pas de l'autorité… »**

Cristian A. Grosso, à peine sorti de son lycée artistique, ne peut faire autorité. Tant mieux, nous ne voulons pas de l'autorité ; ne tombons pas dans le piège du label d'État, autoritaire, exclusif et liberticide. Ce penseur anarchiste de 16 ans n'hésite toutefois pas à publier d'entrée un livre de théorie politique. Notons qu'il use du terme « anarchie » et non « anarchisme », encore un point pour lui, les -ismes sentent le système, le dogme et les maîtres à penser. Il dit dans le dernier chapitre de son livre : « **je n'ignore pas mon ignorance** […] **Personnellement, j'ai absolument conscience de ne pas avoir la science universelle (un tutto-logo, un je-sais-tout, littéralement un "tout-ologue") mais j'ai une indépendance d'esprit, une opinion libre qui m'appartient, et je survis dans ce monde pour être un libre penseur. Un anarchiste.** » Il n'y a pas de plus grande légitimité à mes yeux.

Cristian A. Grosso est un homme de culture, de lectures qu'il a assimilées et sur lesquelles il se fonde. Il les partage avec enthousiasme par de longues citations, sans compter la bibliographie de fin d'ouvrage : Tolstoï, Thoreau, Malatesta, Kropotkine, Alexandre Marius Jacob, Proudhon… mais aussi des chanteurs-compositeurs italiens appréciés des anarchistes, comme Giorgio Gaber ou Fabrizio de André ; là aussi excellente idée de ne pas hiérarchiser ses sources. Les citations, en exergue de plusieurs chapitres, tels des textes fondateurs, lui permettent développer une argumentation, étayée par des faits documentés, présentant une problématique, une thèse personnelle et une conclusion. Ce livre est cependant novateur dans le panorama des lettres anarchistes. Il l'est de par un certain classicisme, par sa maturi-

“Un tuttologo, un je-sais-tout, littéralement un « tout-ologue »”

té aussi. Sortant des sentiers battus, son auteur est à la fois décalé par rapport à sa propre génération, aucune concession à un langage jeune, à des références générationnelles, à des luttes en cours, que par rapport à l'ancienne génération anarchiste et ses classiques, rien qu'en affichant sa photo en couverture.

Le style me rappelle fortement Errico Malatesta quand il s'adresse par un « vous » aux non-initiés à qui il va chercher à démontrer que l'anarchie est le chemin et la solution. L'effort de démonstration, articulé par des liens logiques simples et explicites, suit les questions et éventuelles objections de l'auditoire, pour aboutir à une conclusion. La méthode est bien celle de Malatesta, si clair et accessible dans ses écrits, on pense à *Au café* mais aussi à *L'anarchie* et *Notre programme*. Cristian A. Grosso pratique comme lui le « nous » anarchistes, mais parle à la première personne là où Malatesta emploie un « nous » rhétorique. Cela permet d'apporter une note plus personnelle et parfois plus véhémente quand, en jeune rebelle, il interpelle la « vieille société » (« Demandez-vous pourquoi ! »). Cristian partage avec Malatesta son gradualisme, ne pas attendre pour avancer, de ne pas voir la non-réalisation de l'anarchie comme un échec des anarchistes.

Comme Malatesta, Grosso a un programme anarchiste, le sien n'est pas fait des sept principes de base de la société anarchiste mais énumère les points nécessaires pour la faire émerger : sensibilisation à la non-violence, à la non domination, à l'insoumission sociale, à la solidarité, à l'entraide et à l'altruisme. Déserter l'armée. Désobéissance civile envers des lois et des paiements injustes. Comportement autogestionnaire jusqu'à atteindre la pleine conscience de ses propres responsabilités, qualités et passions. Écoute individuelle et sociale en se reconnaissant comme faisant partie de la vie et de la nature.

Cependant, Cristian A. Grosso ne se contente pas de boire aux sources, il a déjà ses propres thèses. Je retiendrai l'anarcho-pacifisme et son analyse de la liberté. Mais je le cite sur l'écologie : « **Comment une société malade pourrait-elle sauver la nature qui est malade par sa faute ? Il faut éliminer la domination humaine sur la nature, mais c'est la nouvelle société qui sauvera le monde. La lutte environnementale, tout comme la lutte sociale, ne peut être séparée de la lutte anticapitaliste** ». Un mot aussi sur le féminisme : pas de chapitre dédié, mais il est acquis dans le discours de Grosso et dans la féminisation de son discours, sans doute parce que, pour une génération révolutionnaire jeune, le féminisme relève de l'évidence.

Monica Jornet
Groupe Gaston Couté FA

Trash Psychiatrie

2020 Ces lignes n'ont rien d'exhaustives, ne révèlent rien d'exceptionnel, elles dessinent le paysage psychiatrique nauséabond d'une réalité courante, dont le centre est partout et la circonférence nulle part, tant la santé mentale est devenue un marché juteux pour les laboratoires mais aussi pour certaines personnalités perverses qui exercent le contrôle de nombreux pôles de « soins ».

IMAGE TIRÉE DU JEU DE GESTION *TWO POINT HOSPITAL*

J'ai bossé onze piges dans une « taule à soins » (un hôpital) avant de calter. J'en rapporte quelques éléments factuels bien cradingues. Excusez l'expression. En psychiatrie, la formule si commode « pôle de soins » prend factuellement une signification quasi-paradoxale, elle affirme ce qu'elle nie. On prétend soigner, mais c'est l'emprisonnement qui prévaut (et son alter ego : le bénéfice financier pour l'hosto). Le point d'orgue du pôle n'est pas médical, ne jamais l'oublier : c'est une entité d'abord gestionnaire aux ordres d'un directeur financier.

Cette novlangue médico-sociale aura brouillé bien des pistes de compréhension. L'hôpital général est regroupé par secteurs : diabétologie, oncologie, gériatrie, psychiatrie, etc… mais d'autres instances ont préféré nommer cela des « pôles ». Nul doute que des psycholinguistes ont durement réfléchi sur l'architecture syntaxique du caractère neutre et innocent de ce signifiant (pour causer comme les chairs à divan). Pôle, c'est plus pratique à dire, plus usuel, l'odeur du fric ne suinte pas. Une société vraiment civilisée, si ses dirigeants en avaient eu le désir, aurait su bâtir un système de soins gratuits (vraiment gratuits) pour ceux qui n'ont pas un flèche. Mais non ! Le conte bleu garde sa force propulsive quand il s'agit d'artiche.

Donc, pour mémoire, rappelons qu'avant les années 2000, chaque hosto recevait une enveloppe globale annuelle sans (trop d') obligation de résultats. Puis en 2009, l'ère barbare survint (elle eut des antécédents dès 2004), la présidence du « gagner plus » sut imposer sa loi avec férocité.

C'est là que le gentil ministère de la Santé a tout balayé. Dorénavant, pour toucher sa maille, pour payer ses salariés, l'hôpital doit faire du chiffre, de la quantité. Les toubibs de tout poil doivent désormais produire de plus en plus d'actes médicaux, du plus stupide pansement au plus tragique mal incurable !

Et inutile de penser aux syndicats ou au CHSCT pour vous défendre si vous trimez à contre-courant, inutile d'espérer vous sentir écouté. Non ! Il y a l'entretien d'évaluation annuel (épistémologiquement nul et le plus souvent humiliant), l'entretien disciplinaire, l'isolement (l'opprobre), la mise à pied et la porte si vous ne suivez pas le rythme. Se jeter sur les rails s'effectue en dehors du périmètre de l'hôpital. Les services, les soignants, bien que maltraités (moins que les patients, il va sans dire) n'en restent pas moins les bons soldats de la bureaucratie. Services frileux, geignards à qui on accorde de temps en, temps une petite grève, mais grève minuscule, qui ne sert à rien, ne révolutionne rien, ne casse rien. Car rien ne bouge dans le monde des statues.

Autre objectif des patrons de pôle ? « Pousser à la démission » lorsqu'un salarié se montre retors, critique ou trop véhément. C'est une spécialité managériale : produire du stress, désorganiser le travailleur. Reste le syndicat hospitalier, des clowns, mais si tristes ! Ils ont tellement « jauni » à force de fréquenter les managers qu'ils en oublient que leur fonction consiste à défendre le salarié en souffrance, à établir un vrai rapport de force avec ce fichu pouvoir qui vient d'en haut.

Une chose demeure : dans ce service où enfermement, maltraitance et éventuellement suicide riment ensemble, l'hôpital est devenu une entreprise. Je craquais (comme tant d'autres).

Néanmoins, durant ce temps je continuais d'observer la façon dont les patients étaient traités en secteur fermé : isolement, attachement, sédation violente, diagnostics de psychose ou de « troubles de la personnalité » posés en huit secondes. Essais sur chaque patient des neuroleptiques à la mode prescrits par les gentils laboratoires. Zéro écoute, zéro empathie. Un service de psychiatrie et d'accueil ? Non, une geôle et un laboratoire d'expérimentation.

Et derrière tout cela : aucune élaboration, aucune reprise, Rien. On appelle cela,

“Rien ne bouge dans le monde des statues.”

DESSIN D'ELSA

le soin en psychiatrie ou la chaîne du silence (à qui le prochain ?). J'ai constaté les diverses façons dont une équipe de « matons » aux ordres d'un psychiatre s'y prend pour massacrer l'identité, ou ce qu'il en reste (du moins après le passage aux urgences) des patients atteints de « pathologies psychiques ». Âpre syntaxe.

Première épreuve : après l'étape humiliante du déshabillage, l'épreuve de la sédation ! Certains traitements vous réduisent en loque d'hôpital plus vite qu'il n'en faut pour le dire. Shooté, bavant, titubant, incapable de regrouper ses pensées, arrive l'épreuve de l'entretien avec le psychiatre. Avalanches de questions intrusives souvent plus fermées qu'ouvertes adressées à quelqu'un mis en situation d'interrogatoire, donc forcément stressé, une vraie garde à vue. Bien entendu la sémiologie multiaxiale du DSM saura vous ranger prestement dans une catégorie psychiatrique, un code (le RIMP) rentré ensuite dans l'ordinateur par un psychologue normopathe. Désormais cette « marque caractéristique » vous suivra à la trace dans votre carrière d'être humain, et au prochain trouble sur l'ordre public : retour à la cage départ. C'est que la sémiologie psychiatrique est un système de conventions qui prétend statuer sur le « réel » du patient tout en ne cessant d'élargir son spectre (tous malades potentiels, c'est l'implantation perverse dont parlait Foucault dans *La Volonté de savoir* qui se réalise : tout devient objet d'une surveillance possible).

> **“C'est un sacré spectacle de voir chaque année se pointer en réunion, le commercial mandaté par tel laboratoire.”**

Comme les modes vestimentaires, les manuels de classification changent au rythme des molécules de neuroleptiques en mesure de fournir à la vente un nouveau traitement contre la maladie « à la mode » (en ce moment, la bipolarité a la côte). C'est un sacré spectacle de voir chaque année se pointer en réunion, le commercial mandaté par tel laboratoire, vous faire l'article de la pilule miracle. Le commercial ne vient d'ailleurs jamais sans ses petites offrandes : croissants, pains au chocolat, jus de fruit, parfois cadeaux. En échange, les psychiatres sont implicitement tenus de prescrire le médoc susdit aux patients-cobayes. Certains soignants sensibles et harcelés se sont suicidés. Victime de harcèlement. La règle du « jeu » c'est : tu consens au système ou tu crèves, tu démissionnes, tu tombes malade (l'ensemble est réalisable, compossible).

J'en viens aux réunions de synthèse, ces mini-assemblées nationales, ces lieux où tout a l'air de se décider pour le patient : on augmente les doses de Loxapac, on essaye le Xéplion, on force sur le Xéroquel, on charge sur le Tercian ? on attache ? On fout le mec dehors même s'il risque de se foutre en l'air ou bien on le retient encore un mois, histoire qu'il comprenne qu'il est puni ? (insulter, fuguer, sont deux sacrilèges passibles de sanctions).

Bref, dans ces réunions où rien ne s'élabore, la parole suprême reste celle du chef de service, petit Jules César, en plein exercice de jouissance. Pensez, c'est lui qui décide du sort des patients. Mais ce qui n'est jamais questionné en profondeur, c'est sur quel critère la liberté ou le relâchement des contraintes se décide ! L'agitation ? Le délire ? Facile. Regardons nos réactions en mars dernier. Tous devenus à moitié dingues de se voir confinés. Ainsi avons-nous une légère idée de ce syntagme « survivre enfermé ».

Le patient est pour le psychiatre ou le psychologue docile, une bête, une loque, tout juste le patient existe-t-il. Fou un jour, fou toujours. Le patient a-t-il une pensée ? Certes non, puisqu'elle marche de travers ! Ainsi raisonnent les porcs qui ont le pouvoir de leur côté (comme l'écrit Ulrike Meinhof). Les « spécialistes » de la maladie mentale ne savent avec dextérité faire qu'une seule chose : se resservir du café, sans omettre de bouffer les croissants tapissant la table, ceci pour supporter (je suppose) l'horreur indignée de ce paysage lugubre dont eux-mêmes, soignants-psychiatres font partie (ils semblent avec les années l'avoir oublié).

Le but de nos « chefs » se résumait à cette injonction : poser des actes. Les managers avaient même trouvé une formule délicate pour créer le forcing dans les équipes : « la démarche qualité ».

La Novlangue est indestructible. Klemperer et Orwell ne s'y sont pas trompés. Tout commence, se casse la gueule, avec la sémantique et ses torsions.

Conclusion ? Qui sont les fissurés ? Qui sont les destructeurs de la santé mentale ? J'accuse les agents du système, ces pitres de managers et leurs complices psychiatres nouvelle génération.

Les noces de la psychiatrie et du néo-libéralisme eurent lieu il y a un bail, reste à attendre les effets de ce collage sur la vie elle-même, biopouvoir, coercition, appelons cela comme on veut. Rien ne m'étonne dans le discours macronien, lorsqu'après avoir pulvérisé le monde du travail, il se mêle de morale sanitaire et énonce : « soyons plus contraignants ».

En attentant, restons aux aguets, restons insurrectionnalistes ! Gavroche est dans nos cœurs, il ne lâche pas sa rage. Restons soudés dans le cortège de tête : le soin psychiatrique n'est pas simplement une imposture scientifique, il est également l'autre nom de l'abjection.

Sylphe
vive l'anarchie.

Sortez vos mouchoirs !

DESSIN KERLOS93

Les affects qui étaient de l'ordre de l'intime ont envahi l'espace social. Il ne s'agit pas de faire leur procès mais de s'interroger sur la place que ceux-ci ont pris dans la société et surtout le rôle qu'on leur fait jouer. Si les émotions nous donnent des informations sur notre état d'esprit face à une situation, leur mésusage soulève de nombreuses interrogations.

Réseaux sociaux : les émotions l'emportent sur le rationnel

Peur, joie, tristesse, colère ou dégoût sont des émotions universelles qui font l'objet de toute l'attention des professionnels du numérique et du marketing. Une émotion s'accompagne d'une réaction. Dans le numérique, cela peut être un like ou un commentaire ; dans la vie quotidienne, c'est une expression du visage, une augmentation de la fréquence cardiaque… À l'appui d'évolutions technologiques, nos réactions émotionnelles sont sondées puis utilisées.

L'émotion est devenue valeur marchande, captée et analysée afin de cibler les attentes des individus, de créer leur adhésion à un produit, une marque, une idée politique ou une actualité.

Les messages anxiogènes sont particulièrement bien relayés sur les réseaux sociaux. Ainsi les fausses infos et émotions négatives se propagent-elles rapidement. Sur Twitter, une fake news se diffuse en moyenne 6 fois plus vite qu'une vraie. Quand on sait qu'environ un Français sur quatre et un Étasunien sur deux déclarent s'informer uniquement sur les réseaux sociaux, l'on peut se questionner dans la mesure où ces plateformes constituent des espaces peu régulés, de grands fourre-tout d'opinions et de mises en scène, où au final les émotions l'emportent sur le rationnel.

MARY-PICKFORD, ERIC PERLIN / PIXABAY

L'expansion du lacrymal

Nous aurait-on confisqué le droit et la liberté de penser, et surtout de penser « juste » ?

Nous voici à l'ère de l'émotion facile, voire factice. L'émotion comme mode de vie sociale, d'adhésion irréfléchie à l'effroi promu dans les médias. L'émotion qui dans sa vague grandissante génère l'aveuglement et une forme de totalitarisme où notre liberté de réfléchir est menacée. Une émotion victimaire qui apparaît l'unique prisme par lequel l'information nous est délivrée, usée encore et encore par la sphère politique, et servant de surcroît les intérêts populistes.

L'excès de manifestation lacrymale dans laquelle les individus se retrouvent noyés et surtout dans lequel ils sont incités à plonger, se déverse à flot. De la multiplication des faits divers sanglants aux discours politiques transformés en longues prêches culpabilisantes, le rapport à la réalité et à la véracité des faits apparaît guidé par les émotions suscitées, en particulier la peur et la peine. Ces affects ainsi sollicités et attisés s'immiscent dans les liens et les apprentissages sociaux, supplantant les autres modes d'appréhension et de lecture du monde, comme la pensée rationnelle permettant de mettre à distance les passions subjectives qui par nature divisent.

Les grands titres des journaux télévisés ou de presse surfent sur la vague. En une phrase choc, c'est l'ascenseur émotionnel, une bouffée d'affects – parfois contradictoires – qui vient nous ébranler et nous faire verser la petite larme – la première d'un long déversoir. Récit d'une disparition tragique, discours empreint d'un pathos magnifié d'un dirigeant politique, témoignage bouleversant d'une victime. Tout passe par le filtre émotionnel, proche du registre de la tragédie grecque, alors que parfois l'actualité ne s'y prête pas. Toutes

les souffrances sont exposées sur les écrans. Laquelle fera le prochain buzz ? La faculté de jugement étant absorbée par la frayeur ou la colère, l'on assiste béats à un engouement exponentiel et à des erreurs d'appréciation, encouragées par une surenchère de l'émotion théâtralisée.

Surinformation, désinformation… déraison ?

Constater et s'émouvoir ne suffisent pas. Puissent encore les médias fournir des pistes de réflexion et d'analyse des événements, amenant à remettre en question les pouvoirs – politiques, financiers, religieux… la liste est longue – en jeu. Traiter un fait sur le mode émotionnel ne constitue en rien une garantie de clairvoyance, de pertinence ou d'objectivité. Il y aurait de surcroît dans l'apitoiement et la compassion outrancière une forme de clémence, voire une légitimation d'un ordre inégalitaire, abusif et aliénant. Or il s'agit bien au-delà de l'indignation, de soulever des problématiques, sans nier les émotions mais sans les laisser prendre le pas sur la lucidité, le rationalisme et l'esprit critique, seuls remparts contre la crédulité.

Bérangère Rozez

Pour aller plus loin :

Les Sentiments du capitalisme,
d'Eva Illouz,Le Seuil, 2006.

Le Prix des sentiments,
d'Arlie Russell Hochschild,
La Découverte, 2017.

La Stratégie de l'émotion,
d'Anne-Cécile Robert, Lux, 2018.

Le Marketing de nos émotions
de Cédric Teychené, Diateino, 2020.

Apocalypse cognitive,
de Gérard Bronner, PUF, 2020.

ÉPLUCHONS UN MOT…
Influenceur

DESSIN 1SEKTE

Le 9 janvier 2021, *Le Monde* rapporte que « **depuis l'annonce du deuxième confinement** […] **le porte-parole du gouvernement se prête régulièrement au jeu des influenceurs et répond ainsi aux questions sur le Covid-19.** » Il s'agit pour Gabriel Attal de « **toucher les jeunes au sens large** […] **grâce à ces individus suivis par des milliers de personnes sur les réseaux sociaux.** »

D'après *Le Robert* en ligne, un « influenceur » (« influenceuse » au féminin) est une « **personne qui influence l'opinion, la consommation par son audience sur les réseaux sociaux** ». Mais ce mot, qui a fait son entrée dans l'édition 2021 du *Petit Larousse*, est-il aussi neuf qu'il en a l'air ?

On le retrouve par exemple dès 1794 dans le *Mémoire adressé par Antoine Gerboin, jeune, aux Amis de la Révolution* : « **Dans la délibération qui eut lieu pour ma destitution, un citoyen ayant voté pour que je fusse renvoyé à mes fonctions, un des Influenceurs sut si bien l'intimider, en lui demandant avec affectation ce qu'il entendait par là, que ce citoyen, pour ne point s'attirer la haine de la coalition, se rétracta et vota pour ma destitution**. »

Ainsi, au cours des siècles écoulés, l'influenceur n'était pas assimilé à une technologie particulière ou à un domaine spécifique mais s'inscrivait dans une interaction décrite par le sémiologue Claude Brémond : « **L'exercice d'une influence implique un couple de partenaires : d'une part, l'agent influenceur ; de l'autre, un patient influencé** » (*Communications*, 1970). Rien de plus évident.

Pourtant, au début des années 2000, on en découvre un nouvel usage lié à l'évolution des campagnes électorales qui se déploient progressivement sur Internet, avec la création de blogs politiques et de carnets de bord… Mais « **à côté de ces cybermilitants on trouve les influenceurs. Ces blogueurs, devenus des références de la blogosphère française, ne sont qu'une poignée à proposer des commentaires de qualité** » (*Libération,* 19 décembre 2006).

Or, c'est dans sa déclinaison commerciale que l'influenceur – que l'on aurait jadis qualifié d'« homme-sandwich » – s'est imposé avec les attributs qu'on lui connaît, notamment depuis la création, en 2010, du réseau social Instagram où se recrutent des « ambassadeurs de marque » afin de gagner de nouveaux clients et promouvoir des produits (*CB News* - 21 mai 2019).

Et il n'y a rien de surprenant à constater cette convergence d'intérêts entre nouvelles technologies, logique consumériste et propagande politique.

Nedjib Sidi Moussa

La vie, la mort, l'amour

Comme il n'en a rien à carrer de l'hypothétique, du triangle avec un œil dedans, Jean-Marc en appelle à la vie, maintenant.

Quand j'étais petit (je n'étais pas grand), à chaque fois que j'avais un pet de travers, la peur de la mort (de ma mort) peuplait mes nuits de cauchemars.

Désormais que je suis vieux (mais pas beaucoup plus grand), s'il m'arrive encore de faire des cauchemars (le PSG gagnant la coupe d'Europe), la mort (sauf celle des autres) ne me hante plus. Mieux, j'ai décidé que tant que je serai vivant je ne serai pas mort et qu'une fois mort je n'irai pas à mon enterrement.

Pirouette que ce genre de propos ? Que nenni !

La vie

Qu'est-ce que la vie humaine et la vie tout court ?
Selon le dernier sondage Flop-Flop du 34 janvier 2021 réalisé auprès d'un échantillon de 78 milliards d'individus (comme dirait la police), les choses sont claires.

La plupart de nos frères et sœurs bipèdes, le nez sur le guidon de la survie, considèrent le bonheur et tout simplement le plaisir de vivre comme un rêve inaccessible. Parmi eux, un nombre croissant, victimes de publicités mensongères, espèrent sans trop y croire vraiment pouvoir enfin vivre… une fois morts. Et pour ce qui concerne la vie tout court, celle des humains comme celle des bestioles ou de la nature, hormis quelques esprits simples toujours pas sortis du stade anal de la croyance au Père Noël divin, ils écarquillent de grands yeux comme si on leur causait en grec ancien.

Bref, ce n'est pas gagné que d'essayer de mettre un peu de rationnel et de bon sens dans ce galimatias ! Essayons, néanmoins !

Pour l'heure, l'existence de la planète Terre, l'espace sidéral, notre existence, celle des bestioles, des arbres… si on commence à en comprendre un peu le **comment**, on en ignore toujours le **pourquoi**. Cela s'appelle un mystère sans début ni fin. Cékomça ! Les mafias religieuses ont bien tenté de nous vendre une explication selon laquelle un nommé Dieu, qui n'a même pas d'adresse Internet ni de page Facebook, aurait créé la Terre et les hommes il y a 6000 ans. Mais, pas de chance, outre qu'ils ne nous disent pas qui a créé Dieu, la science a démontré depuis belle lurette que tout cela n'était que sornettes. Que l'existence de la Terre remonterait à des millions et plus d'années et que l'être humain était le produit d'une lente évolution là encore sur un temps très long. Pour autant, la science reconnaît qu'elle ne sait pas ce qu'est la vie, ce qu'il en est de l'univers et des univers, et encore moins s'il y a eu un début et s'il y aura une fin à tout cela. En clair, la science avoue que, pour l'heure, elle ne sait pas grand-chose. C'est honnête et, en plus, ce n'est pas grave.

> « Est-ce, en effet, parce qu'on ne sait pas ce qu'il en est de la vie que cela doit nous empêcher de profiter de la vie pendant qu'on est vivant ? »

Est-ce, en effet, parce qu'on ne sait pas ce qu'il en est de la vie que cela doit nous empêcher de profiter de la vie pendant qu'on est vivant ? Bien sûr que non. Et, ça devrait même être le contraire. Ne sachant pas d'où on vient, ni où l'on va, mais étant là, et - qui plus est - à titre provisoire, le bon sens voudrait que l'on croque la vie à pleines dents. À quoi bon, en effet, se prendre la tête avec des questions sans réponses, amasser bêtement des sous et des biens que nous n'emporterons pas dans l'au-delà, faire la guerre entre pauvres au seul profit des riches, courir après des chimères pitoyables comme le pouvoir, la course à celui qui aura la plus grosse, s'illusionner sur le grotesque d'une toute puissance quelconque, piller et détruire la nature et les conditions mêmes de la vie sur cette planète ? Nous avons tout pour être heureux, tous et toutes, et vivre en paix avec nos congénères d'ici et d'ailleurs dans le respect de la nature… Alors, pourquoi cela n'est-il pas ?

ELIASSCH

DESSIN LISON

La mort

Nous autres, bipèdes humains, nous avons, comme la plupart des bestioles, la chance de penser. Mais, contrairement aux bestioles dont la pensée s'arrête au ressenti, nous avons la malchance de nous penser. Et, ayant conscience de nous penser, il nous est très difficile de nous penser ne plus pensant. En clair, parce que nous avons conscience d'être vivants, nous ne pouvons pas nous penser morts. D'où cette angoisse ontologique de la mort qui nous est propre et qui nous bouffe la vie.

Il en a toujours été ainsi, et il en sera toujours ainsi !

Mais, cette angoisse de la mort, à défaut de pouvoir se guérir, peut, du moins, se soigner. Avec quelques comprimés homéopathiques CH14 de rationalité.

> “ Parce que nous avons conscience d'être vivants, nous ne pouvons pas nous penser morts. ”

C'est clair, vivant, on ne peut pas se penser mort. Et pourtant nous savons que nous allons mourir. Donc, à quoi bon avoir peur de quelque chose d'inévitable ? Et puis, avant de naître et de nous penser, étions-nous malheureux ? Non ! Alors, pourquoi, une fois morts, le serions-nous ?

Je vous l'accorde, la vie comme la mort relèvent fondamentalement de l'absurde et du non-sens. Considérer la vie comme un « entre parenthèses » entre le néant et le néant est largement anéantissant. Mais, justement, puisque la vie comme la mort sont des non-sens, elles sont porteuses de sens. Celui de comprendre que la vie, de fait, est une chance extraordinaire. Et oui, nous avons la chance de vivre. Et il convient de ne pas la gâcher en confondant l'essentiel et l'accessoire.

L'amour

Si on pense que la vie, pour absurde qu'elle soit, est une chance, eh bé, il serait dommage et stupide de ne pas remplir cette chance de sens. Et surtout de bon sens.

Vivre, c'est assurément, d'abord, avoir les moyens de vivre. C'est-à-dire pouvoir se nourrir, se vêtir, se loger, vivre en paix avec ses voisins immédiats et lointains, cultiver (bio) en bon père ou mère de famille notre petit jardin et celui, immense, de la nature. Et cela, aujourd'hui, est possible. Une agriculture intelligente, une science et des techniques au service exclusif du bien commun, des productions de toutes sortes, hormis les inutiles et les dangereuses… permettent tout cela. Et sur ces bases il serait possible d'accéder à l'essentiel.

> “ Franchissez les obstacles et s'ils sont infranchissables, contournez-le s ! ”

L'essentiel, et vous n'êtes pas sans l'avoir toujours recherché et parfois trouvé, c'est l'amour et l'amitié. Le bonheur d'être et d'être ensemble. Celui de la contemplation d'un lever ou d'un coucher de soleil. D'avoir plaisir à être et à être avec l'autre. De s'aider à être heureux. Dans la paix, la sécurité, la liberté, l'égalité, l'entraide, l'échange, le don, la culture, l'éducation à tout cela… Oh, bien sûr, comme Rome, le bonheur ne se construit pas en un jour et la roche tarpéienne sera toujours proche du Capitole. Mais, il est à portée de main. À portée de désir et de volonté. Alors ?

Alors, debout les morts, organisez-vous, syndiquez-vous, manifestez pour vos droits et ceux des autres, franchissez les obstacles et s'ils sont infranchissables contournez-les, soyez des militants de la désobéissance civique, débarrassez-vous des oripeaux dont les maîtres du monde vous affublent, n'attendez pas demain pour commencer à construire le monde nouveau que vous avez dans le cœur, retrouvez l'espoir des luttes passées et enrichissez-le, prenez votre carte au parti des sans-carte, n'attendez rien ni d'un homme providentiel, ni des lendemains toujours repoussés, osez vos rêves, comptez sur vous pour pouvoir compter sur les autres, embrassez le présent à bouche que veux-tu…

Votre peur de mourir qui ne vous empêchera pas de mourir devrait logiquement vous conduire à ne pas avoir peur de vivre. Vivre. Pas survivre !

Aux armes (de l'intelligence et du bon sens), citoyens et citoyennes. Aux armes. Aux armes. Aux armes !

Jean-Marc Raynaud

Être ou ne plus être…

… telle est la question. Y a-t-il pour l'âme plus de noblesse à endurer les coups et les revers d'une injurieuse fortune, ou à s'armer contre elle pour mettre frein à une marée de douleurs ? William Shakespeare - *Hamlet*, Acte III, scène 1.

« Mourir dans la dignité » : thème central de *l'Association pour le Droit à Mourir dans la Dignité*. Créée en 1980, c'est sans doute la première, chronologiquement – en France du moins – à militer pour la reconnaissance du droit à éviter des souffrances lorsque la fin est inévitable. D'autres associations, se voulant plus offensives, plus radicales, ont par la suite vu le jour, par exemple « Faut qu'on s'active ! » créée par Marie Humbert, mère de Vincent[1]

La fin de vie selon la loi française

En France, aujourd'hui, la Loi Claeys-Leonetti votée en 2016, prévoit que chaque individu puisse éviter, en fin de vie, une « obstination déraisonnable » (terme aujourd'hui remplaçant « acharnement thérapeutique ») notamment en ayant indiqué ses « dispositions anticipées ». C'est-à-dire ce qu'il accepte des techniques destinées à le garder en vie. Il nomme par ailleurs une « personne de confiance » qui attestera de ses volontés s'il n'est plus en mesure de les exprimer lui-même.

Le « laisser mourir » - pure hypocrisie

Ce qui est proposé – et qui ne peut être organisé que par un médecin – est la « sédation profonde et continue jusqu'au décès » qui consiste à endormir le patient et à interrompre tout soin, toute alimentation, toute hydratation, amenant au décès « naturel » dans un délai plus ou moins long. Le corps médical se voyant en principe dédouané du geste de donner la mort, adoptant à la place le « laisser mourir » - pure hypocrisie puisqu'il s'agit malgré tout d'une décision médicale. Théoriquement, le patient ne souffre plus. Mais ses proches ne peuvent plus communiquer avec lui durant cette période éprouvante.

© GERD ALTMANN

Cependant, les problèmes de la fin de vie sont loin d'être résolus

Dans certains hôpitaux, publics ou privés, encore aujourd'hui, le corps médical ne connaît pas bien les dispositions de la loi, et les applique, ou non, selon ses propres convictions et la crainte de se voir poursuivi.

Il est d'usage de tenir compte de l'avis de la famille ou des proches, qui peuvent ne pas être en accord avec le désir du malade. D'où les douloureuses tensions qui ont marqué la fin de vie de Vincent Lambert[2].

Théoriquement la sédation (SPCJD) doit être accessible à domicile comme en milieu hospitalier, mais le médecin de ville peut difficilement avoir accès aux substances appropriées, et recourir à une décision collégiale comme le demande la loi.

Enfin, disposer de soi suppose d'être libre de ses choix et de leur mise en œuvre. Dans le cadre de la Loi Claeys-Leonetti, la personne qui désire terminer son existence dépend entièrement du médecin, et en fait ne peut réellement décider pour elle-même.

1. Vincent Humbert, ancien pompier, tétraplégique, muet et quasiment aveugle à la suite d'un accident de la route en septembre 2000, mais disposant de ses facultés intellectuelles, avait demandé solennellement par écrit au président Jacques Chirac « le droit de mourir ». Réponse négative. Il avait alors imploré sa mère de l'aider. Ce qu'elle avait tenté, en injectant des barbituriques dans une de ses perfusions. Plongé dans le coma, Vincent Humbert fut maintenu en vie deux jours, avant que le médecin réanimateur, le docteur Frédéric Chaussoy, ne débranche son respirateur artificiel. Poursuivis, la mère et le médecin bénéficieront d'un non-lieu en février 2006.

2. Vincent Lambert, ancien infirmier de 42 ans, victime d'un accident de la route survenu en 2008, et devenu de ce fait tétraplégique et dans un état végétatif irréversible, est décédé le jeudi 11 juillet 2019, après six ans de batailles judiciaires pour que le service de soins palliatifs puisse mettre en place un arrêt des traitements. Ses proches étaient divisés. Son épouse – à qui Vincent Lambert aurait exprimé son refus d'être maintenu en vie en cas d'état végétatif - et l'équipe médicale, avaient décidé de lancer un protocole de fin de vie (« sédation profonde et continue jusqu'au décès »). Ses parents, catholiques traditionalistes, s'y opposaient, ainsi que certains des frères et sœurs de Vincent, tandis que d'autres membres de la fratrie et un neveu soutenaient la décision. Il faut noter que Vincent Lambert n'avait pas écrit de directives anticipées.

Ailleurs, en Europe

D'autres pays d'Europe proposent des dispositions différentes :

En Belgique, l'euthanasie y est définie par la loi comme un « **acte (médical), pratiqué par un tiers, médecin en l'occurrence, qui met intentionnellement fin à la vie d'une personne à la demande de celle-ci** ». La personne souhaitant être aidée médicalement à mourir fait sa demande qui est examinée, après une étude du dossier et des entretiens qui peuvent se succéder plusieurs semaines, voire plusieurs mois. Le patient doit être capable et conscient ou avoir formulé auparavant ses directives anticipées. En cas d'accord, l'euthanasie est pratiquée par le médecin, et un contrôle sur les conditions d'acceptation a lieu a posteriori[3].

En Suisse, plusieurs organisations permettent, moyennant finance, d'accéder à un suicide assisté, la personne œuvrant par elle-même en absorbant la molécule létale. La personne doit exprimer sa volonté personnelle de façon réitérée. Mais encore faut-il disposer des moyens physiques et budgétaires pour accéder à ces possibilités.

Certains états étasuniens ont également légalisé le suicide assisté

La fin de vie reste donc le plus souvent de la responsabilité des médecins, de leur bon vouloir, de leur compassion ou au contraire de leurs principes rigides du « respect de la vie » même quand la vie n'est plus vraiment là. La volonté de l'individu de mettre fin à ses jours, parce qu'il souffre trop, physiquement et/ou moralement, parce qu'il ne supporte plus ce qu'il estime être une déchéance, ce choix ne lui appartient toujours pas.

Ou alors le suicide

Reste alors le suicide, pour qui veut disposer de soi sans l'autorisation de l'État, des religieux et des médecins[4].

Il arrive qu'un médecin ami et courageux donne à la personne de quoi disparaître au moment et dans les conditions qui lui conviennent[5]. Sinon ce sont des actes plus ou moins pénibles et douloureux, et le probable traumatisme pour les personnes découvrant le ou la suicidé(e). Ou encore les conséquences invalidantes si la tentative a échoué. Comment ne pas penser aux avortements clandestins qui ont précédé la Loi Veil ?

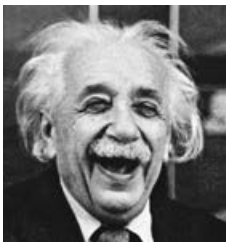
Les opposants à la légalisation de l'euthanasie et du suicide assisté mettent en avant l'existence des soins palliatifs, qui permettraient au patient de ne plus désirer en finir. Ils critiquent aussi la notion même du « mourir dans la dignité », déclarant que la fin de vie n'est nullement indigne, que ce soit dans ces services spécialisés, à domicile ou en milieu hospitalier. Or, d'une part, chaque individu ressent

•••

3. L'écrivaine Anne Bert, atteinte de la maladie de Charcot, après avoir publiquement annoncé début septembre 2017 son choix de venir mourir en Belgique, y est décédée le 2 octobre suivant. Le 15 janvier 2017, elle avait adressé une lettre ouverte aux candidats à l'élection présidentielle dans laquelle elle réclamait « le droit de choisir sa fin de vie » : « **Il s'agit de mon corps, de ma vie, j'ai le droit de choisir le moment de ma mort. Je refuse que l'on m'impose de rester là, recroquevillée dans le lit d'un service de soins palliatifs, lorsque ce service existe, avec mes seuls yeux pour dire ma détresse.** »

4. Chantal Sébire, atteinte d'une tumeur très rare, douloureuse et incurable des sinus et de la cloison nasale, ayant perdu l'odorat, le goût, puis la vue, avait demandé au président Nicolas Sarkozy, et à la justice qu'on l'aide à mourir, car elle était opposée au suicide, comme aux soins palliatifs. Deux jours après le rejet de sa requête par le tribunal de grande instance de Dijon, elle s'est suicidée à son domicile le 19 mars 2008 par ingestion massive de barbituriques.

5. Partir en douceur : Mireille Jospin-Dandieu, qui fut sage-femme et cofondatrice de l'Association pour le droit de mourir dans la dignité (ADMD), décida, à l'âge de 92 ans, de mettre fin à ses jours. Elle n'était ni malade ni réellement diminuée. Plusieurs semaines à l'avance elle en fit l'annonce à ses quatre enfants, dont Lionel Jospin et Noëlle Chatelet, en leur demandant d'accepter son choix. L'écrivaine Noëlle Chatelet l'accompagnera et partagera les derniers instants dans la tendresse et la complicité. Elle en fera le récit dans deux livres qui nourrissent la réflexion sur la liberté de mourir et sur le fait que la mort comme le deuil peuvent se préparer.



“ Je veux quitter ce monde quand je veux . Prolonger sa vie de manière artificielle n’a aucun sens. J’ai fait ma part, il est temps pour moi de quitter et je compte le faire avec élégance. ”

Albert Einstein

• • •

à sa façon propre ce qui lui semble digne ou indigne, supportable ou inacceptable. D’autre part, le recours aux soins palliatifs est une option, le suicide assisté une autre, sans incompatibilité, à condition qu’il s’agisse d’un choix personnel. En effet, l’existence d’un dispositif légal auquel chaque personne puisse accéder n’oblige pas à en faire usage. Rien n’empêche de décider de poursuivre sa vie jusqu’au dernier souffle quelles que soient les douleurs éprouvées.

Mais là apparaît la puissance des lobbys religieux dont les tenants estiment que leur vérité doit s’appliquer à l’ensemble de la société, pour la fin de vie comme pour la contraception et l’avortement. Les opposants aux diverses possibilités d’aide à mourir ne dissimulent pas leurs convictions. Ainsi, sur le site « Contre info.com – L’information alternative », dans un article virulent critiquant l’ADMD, on peut lire ces lignes révélatrices : « **Le lobby pro-euthanasie est aussi très lié aux “aïcards” qui militent contre la référence à Dieu dans la Constitution européenne, pour une législation interdisant le port de tout signe religieux dans les écoles publiques comme privées, pour la suppression des aumôneries dans les lycées publics, etc.** »

Et l’euthanasie…

Cependant, la question de l’euthanasie est plus complexe lorsque la personne n’est plus consciente, ou ne peut plus communiquer. Ne pouvant plus s’exprimer par elle-même, elle se retrouve dépendante des autres, personnels médicaux, famille, amis, de leur appréciation de son état, des risques juridiques qu’ils osent prendre – ou pas. Ce qui renvoie à l’importance d’avoir indiqué, à temps, ses directives anticipées, toutefois avec, jusqu’à ce jour, comme seule possibilité la sédation.

De plus, d’autres freins existent : il reste dans la mémoire collective le souvenir des pratiques terrifiantes du régime nazi ; s’y ajoutent des rumeurs (?) concernant des faits d’euthanasie non encadrée dans les hôpitaux.

Face au groupe, familial ou communautaire, face à la société, même réputée démocratique, l’individu en tant que tel n’est toujours pas reconnu ; il doit lutter pour exercer ses droits et sa vision personnelle, même si cela ne concerne strictement que lui.

Sylvie Knoerr

Article à retrouver, complété d’une bibliographie, sur :
http ://www.encyclopedie-anarchiste.xyz/spip.php ? article225

DESSIN LISON

La mort. D’accord, parlons-en.

À cette idée pourtant, on ne peut tout de même pas dire « Allez, c’est pas la MORT ! » Alors il y a deux partis possibles, se MORTifier ou aMORTir. J’opterais volontiers pour un troisième, noir comme l’anarchie : être MORT de rire.

L’attitude face à la mort n’est pas universelle, il y en a qui la devancent ou qui la retardent, qui s’y préparent ou qui l’ignorent, que la perspective préoccupe ou que la postérité occupe. Cette peur n’est pas univoque, elle est, selon la personne, celle de la maladie, du déclin ou de la finitude. Je ne m’intéresse qu’aux athées, évidemment, puisque croire en Dieu c’est nier la mort. Mais tout cela n’intéresse que chaque individu, il n’y a pas vraiment matière à discussion.

Le seul champ de débat politique est la mort des autres, de nous autres dans la collectivité : lutter contre les inégalités sociales, de durée et de qualité de la vie, lutter pour la liberté de choix de fin de vie (sans conditions de ressources). La liberté, l’égalité, la fraternité, ou la mort. Faire face à la mort, c’est savoir vivre ensemble : la solidarité contre la solitude, l’entraide contre la perte d’autonomie, l’assistance contre la maladie, le secours contre la souffrance, l’accompagnement dans le deuil. Faire société.

Monica Jornet
Groupe Gaston Couté

Compañeros muertos, ¡presentes!

Dans ce dossier, impossible de ne pas parler de la mort de militant.es victimes de la violence des États. Dans ce amême numéro, un article sur Giuseppe Pinelli. D'autres révolutionnaires ont payé un lourd tribut. Au Mexique, le 1er janvier 1994, a lieu l'insurrection des zapatistes de l'EZLN, réprimée dans le sang. 20 ans plus tard, le 6 janvier 2014, Isaín Mandujano se rappelle les morts (extraits). Que sont devenues leurs tombes ? Dans le même texte, à lire une intervention du sous-commandant Marcos et de son rapport avec les morts. Le souvenir des Zapatistes tombés, Julieta nous en parle, à propos de la célèbre Fête des Morts au Mexique (tradition religieuse, le 2 novembre), lors d'un Jour des Morts pas comme les autres, en 2010, un « Jour des morts combatif ». En France, le 1er mai, nous avons le Mur des fédérés au Père-Lachaise. Ce regard sur le Mexique et ces trop nombreux révolutionnaires morts se conclura avec Elías Contreras, membre de la Commission d'Investigation de l'EZLN. Il dit, en 2013, être un défunt et avoir « 521 ans en compte à rebours », il est donc mort en1492 à l'arrivée des Espagnols. Son texte : « De la mort et autres alibis ». La traduction de ces trois articles revient à Monica Jornet du Groupe Gaston Couté FA.

Les Zapatistes morts en 1994 et leurs tombes abandonnées au cimetière de Tuxtla

6 janvier 2014. *Paralelo Chiapas*

Vingt ans après, les tombes des miliciens zapatistes morts au cours des combats de janvier 1994 avec l'Armée mexicaine et inhumés dans le terrain commun du cimetière San Marcos de cette ville, se sont peu à peu perdues parmi les tombes civiles.

En 36 heures, des employés de ce cimetière construisirent à marche forcée deux structures de béton de 60 tombes chacune, au total 120 caveaux funéraires pour y mettre les cadavres des morts tombés dans les affrontements entre les rebelles et l'Armée mexicaine. En l'espace d'une nuit, dans les premiers jours de ce mois de janvier 1994, on vit arriver des camions de l'Armée mexicaine avec plusieurs sacs à cadavres dont plusieurs déjà en état de décomposition. Ils furent portés un à un dans chacun des caveaux, 51furent ainsi occupés.

Vers 2004, 10 ans après l'insurrection armée de l'EZLN, on avait sorti les corps des caveaux 1, 6, 8 et 18, pour les remettre aux familles venues à Tuxtla réclamer les corps identifiés.

Les tombes des zapatistes morts ne portent pas de nom, ils ne sont identifiés que par un numéro écrit sur le béton brut et un numéro d'enquête préalable de la PGJE [Procurature Générale de Justice de l'État].

En 1994, ces tombes étaient dans le coin le plus écarté et solitaire du cimetière de San Marcos, mais 20 ans après, les tombes des rebelles morts commencent à disparaître entre la multitude de tombes environnantes. Et les caveaux restés vides commencent à être remplis par d'autres morts civils, également inhumés dans le terrain commun.

Les affrontements entre l'EZLN et l'Armée mexicaine n'ont pas seulement fait des morts dans les deux camps, des civils sont aussi tombés, ainsi que des policiers municipaux, judiciaires et fédéraux, abattus par les balles des rebelles, par exemple à Ocosingo et à Altamirano.

Beaucoup de rebelles ont été exécutés sommairement par des membres des Forces Armées, comme à l'Hôpital et au marché d'Ocosingo.

Même si 20 ans après ces tragiques événements, quelques <noms et des chiffres sont sortis au grand jour, la vérité est qu'on ne sait pas encore avec exactitude le nombre de morts pour toute la zone du conflit.

Les combats les plus durs eurent lieu à Ocosingo où les membres de l'Armée mexicaine, sous commandement de Luis Humberto Portillo Leal et de Juan López Ortiz firent plusieurs victimes au sein du groupe rebelle.

12 militaires en vert kaki tombèrent ; néanmoins du côté de l'EZLN, le bilan fut de 34 morts, 32 disparus et 34 capturés. C'est là que mourut le « Commandant Ik » ou « Commandant Hugo » dont le corps ne fut jamais retrouvé. C'est ainsi qu'on appelait l'indigène, Francisco Gómez Hernández, qui mena la prise de Ocosingo. L'une des municipalités autonomes, celle de La Garrucha, porte son nom.

L'autre lieu où les combats firent rage, est Rancho Nuevo, où les troupes de la Commandante Yolanda échouèrent dans la tentative de prendre la caserne et subirent aussi des pertes. On parle de 24 rebelles morts contre 5 pour l'Armée mexicaine. ●●●

Compañeros muertos, ¡ presentes !

•••

Au cours de ces premiers jours, les chiffres des morts furent minimisés en fonction des intérêts de chaque camp.

En février 2004, le sous-commandant Marcos de l'EZLN comptabilisa 34 morts au combat -deux zapatistes moururent dans les hôpitaux de campagne, les 32 autres furent portés disparus pendant le combat- lors des combats à Ocosingo, les 3 et 4 janvier 1994.

[...]

La mort la plus pleurée a été celle de ce haut gradé militaire métis, le sous-commandant Pedro, dont la casquette et le bandana râpé ne quittent jamais le sous-commandant Marcos.

En novembre 2003, lors de la célébration des 20 ans de la fondation de l'EZLN dans la Selva Lacandona [forêt tropicale lacandone], le sous-commandant Marcos remémora avec nostalgie son ami le sous-commandant Pedro. Le sous-commandant Pedro, originaire du Michoacán, était un haut gradé de l'EZLN. Il s'était préparé pendant des années pour la guerre mais mourut le premier jour de combat à Las Margaritas.

« **Je vais parler d'un homme, un soldat insurgé, un zapatiste. Je ne vais pas parler longtemps. Je ne peux pas. Pas encore. Il s'appelait Pedro et il est mort au combat. Il avait le grade de sous-commandant et il est mort au combat. Il avait le grade de sous-commandant et, quand il est tombé, il était le chef de l'État-major de l'EZLN et mon second au commandement. Je ne vais pas dire qu'il n'est pas mort. Il est bien mort et je voudrais qu'il ne soit pas mort. Mais, comme tous nos morts, Pedro se promène par ici, et de temps à autre, il se pointe et il parle, fait des blagues, redevient sérieux, demande un deuxième café, allume l'énième cigarette. C'était le 26 octobre, son anniversaire. Il est ici. Je lui dis donc « À la tienne, bon anniversaire ». Lui lève sa tasse de café et me dit « À la tienne, Sub ». Je ne sais pas pourquoi je me suis fait appeler Marcos, en fait personne ne m'appelle comme ça, tout le monde m'appelle Sub [Sous, de « sous-commandant »] ou des équivalents. Il m'appelle Sub. Pedro et moi, on bavarde. Je lui raconte des choses et il me raconte des choses. Nous nous rappelons des choses. Nous rions. Nous devenons graves. Parfois je l'engueule. Je l'engueule pour son indiscipline, parce que je ne lui ai pas ordonné de mourir et lui, il est mort. Il n'a pas obéi. Donc je l'engueule. Lui écarquille un peu plus les yeux et me dit « On n'y peut rien ». C'est comme ça, on n'y peut rien. Alors je lui montre une carte. Il a toujours aimé observer les cartes. Je lui montre à quel point nous avons grandi. Il sourit** ».

(17 novembre 2003)

Le sous-commandant Pedro a été tué par balles par un éleveur à Las Margaritas le 1 janvier 1994. Ce fut la seule perte humaine lors de cette action militaire de l'EZLN. Son corps fut porté dans la Forêt tropicale où on l'enterra avec les honneurs. [...]

Isaín Mandujano

Jour des morts combatif

Indymedia México

Les 1er et 2 novembre [2010], pendant les commémorations dédiées aux morts, plusieurs compagnon.ne.s ont organisé en ville des événements culturels et érigé des autels colorés dans des espaces publics en hommage aux compagnon.ne.s tombé.es au combat ou dans la résistance contre ce monde capitaliste.

Ici devant le murales Ciudad Monstruo [Ville Monstre, par Diego Fournier et le collectif Tres Zapotes], sur l'esplanade des Beaux-Arts [de México], des collectifs de l'Autre Campagne [campagne de l'EZLN] ont érigé un autel d'offrandes "Mitlan Rebelle", dédiée à Zapata et à Villa, aux zapatistes tombés lors de l'insurrection zapatiste, à la Commandante Ramona, aux jeunes mort.e.s au New Divans, aux mortes de Ciudad Juárez, aux travailleur.se.s assassiné.e.s par le gouvernement fédéral avec le problème de la construction de la ligne 12 à travers des terres communales, entre autres. Ils ont aussi réalisé des actions culturelles auxquelles ont participé des compagnon.ne.s comme Los Zurdos [compagnie de théâtre], Ictus [Fernando Medina, chanteur guitariste] et El Mastuerzo [Francisco Barrios, chanteur guitariste].

D'autres compagnon.ne.s de l'Autre Campagne, ont placé sous le chapiteau du campement de la Municipalité Autonome de San Juan Copala [territoire Triqui au nord-est de Oaxaca], devant le murales Ciudad Monstruo, l'offrande « Les morts dérangeants », en souvenir des indigènes Triqui assassinés par la mauvaise gouvernance, mais aussi Alexis Benhumea, Javier Cortés, Tiry Jakola, Brad Will, entre autres.

À Azcapotzalco, sur l'esplanade de la Maison de la Culture, ont aussi été réalisés des actes culturels et une offrande dédiée aux morts des résistances indigènes, urbaines, contre la pauvreté et la mauvaise gouvernance.

Toutes ces expressions pendant les Festivités du Jour des Morts, ont eu pour objectif de réaliser un exercice de mémoire, afin de ne pas effacer de la lutte présente ceux et celles qui par leurs actes ont aussi construit le chemin sur lequel nous marchons.

Julieta

De la mort et autres alibis

23 décembre 2013. *Indymedia México*

On sait qu'on est mort quand les choses qui nous entourent, cessent de mourir.

Si c'est on me posait la question au pied levé, je dirais que le problème avec les morts, ce sont les vivants. Parce qu'après c'est toujours la même histoire, absurde, oiseuse et révoltante en raison de leur absence. Les "je les ai connus-vus-ils/elles m'ont dit" n'est qu'un alibi masquant les « Je suis l'administrateur de cette vie parce que j'administre sa mort ». Une sorte de "copyright" de la mort, qui devient alors une marchandise que l'on possède, que l'on échange, qui circule et qui est consommée. C'est même institutionnalisé à travers des biographies, des musées, des actes officiels, des thèses, des revues et des colloques. Et il y a ce piège de l'édition de l'histoire pour gommer des erreurs. On se sert alors des morts pour s'ériger un monument à leurs dépens.

À mon humble avis, le problème avec les morts, c'est de leur survivre. Ou on meurt avec eux, un peu ou beaucoup à chaque fois. Ou on se fait leur porte-parole auto-désigné. En fin de compte, ils ne peuvent pas parler. Ce n'est pas leur histoire qu'on raconte mais une justification de la sienne propre. Et, derrière ces morts pris en otages, il y a le culte de l'historiographie, si caractéristique des sphères supérieures, si incohérent, si inutile. Cette idée que l'histoire n'a de valeur que dans un livre, un musée, par un monument, n'est qu'une façon puérile de domestiquer l'histoire d'en bas. Et il y en a qui vivent sur la mort des autres et construisent en leur absence des thèses, des essais, des films, des chansons et autres, pour justifier leur propre inaction… ou action stérile. Dire « tu n'es pas mort » est creux si personne ne continue sur le chemin.

Qu'est-ce qui fait la valeur du Sub Pedro, du Seigneur Ik', de la commandante Ramona ? Leurs arbres généalogiques ? Leur ADN ? Leur acte de naissance avec noms et prénoms ?

Ou le chemin parcouru avec les sans nom et sans visage, c'est-à-dire sans lignée familiale et/ou lettres de noblesse ?

Qu'est-ce qui fait la valeur du Sub Pedro ? Son vrai nom, son visage, son état, dans une thèse, une biographie, c'est-à-dire un mensonge documenté de convenance ? Ou le souvenir qu'ont de lui les villages où il était organisateur ? Les fanatiques religieux l'auraient certainement accusé, jugé et condamné pour athéisme, et les fanatiques de la race également mais pour son métissage et pour ne pas avoir la peau couleur de la terre, dans ce racisme à l'envers qui se prétend « indigène ».

Mais la décision de lutter du Sub Pedro, du Commandant Hugo, de la Commandante Ramona, des insurgés Álvaro, Fredy, Rafael, a-t-elle une valeur parce quelqu'un y met un nom, des dates, des lieux ? Ou parce que la décision est collective et qu'elle continue ? Quand quelqu'un vit et meurt en luttant, est-ce qu'il nous dit, une fois absent, « Souvenez-vous de moi », « honorez-moi » ? Ou plutôt « Continuez », ne vous rendez pas », ne cédez pas, ne vous

vendez pas « ? Je sais que mon sentiment est partagé, nous devons rendre compte à nos morts de ce qui a été fait, ce qui reste à faire et ce qui est en cours pour aller au bout de cette lutte.

Je peux me tromper, on pourra me dire que le sens de toute cette lutte est de rester dans les livres d'histoire parce que c'est l'exemple donné par les morts qui motive les peuples pour lutter et pas les conditions d'injustice, d'esclavage (vrai nom du manque de liberté), l'autoritarisme. J'en ai discuté avec des compagnes et compagnons zapatistes. Il y a eu du tabac, du café, des paroles, des silences, des accords. Ce n'est pas la soif de postérité mais le sens du devoir qui nous a mené.e.s ici, à tort ou à raison. La nécessité d'agir face à l'injustice millénaire, cette indignation que nous ressentons comme la marque la plus forte de « l'humanité ». Nous ne recherchons aucune place dans les musées et les livres. Quand nous allons sur la tombe de Pedro, lui disons-nous ce que nous avons fait pour cultiver sa mémoire ou ce qui a été fait sur le terrain de lutte, ce qu'il faudrait faire, comme nous sommes encore peu de chose ? Est-ce que nous rendons bien compte si nous prenons le « Pouvoir », si nous lui dressons une statue ? Ou si nous pouvons lui dire « Nous sommes toujours là, nous ne nous sommes pas vendus, nous n'avons rien cédé » ?

Et bon, tant qu'à poser des questions… Adopter un autre nom et cacher notre visage, est-ce pour se cacher de l'ennemi ou un défi à leur classement funéraire, leur nomenklatura hiérarchique, leurs offres d'achat, même déguisées en postes bureaucratiques, prix, éloges, clubs d'abonnés sur les réseaux ?

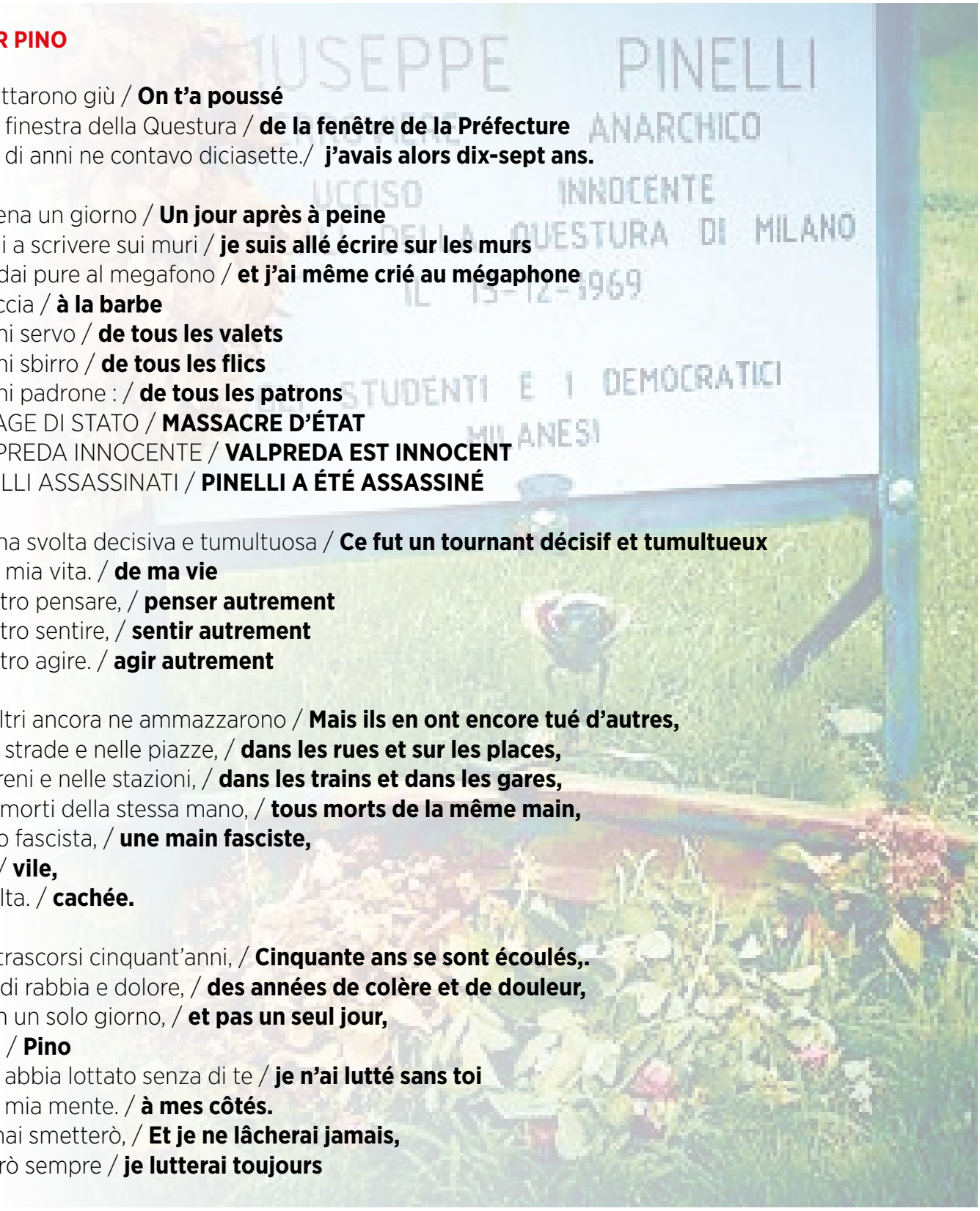
L'évaluation qui nous intéresse et à laquelle nous sommes sensibles, est-ce celle de l'extérieur ou celle dans la réalité ? Notre victoire ou notre échec se mesure-t-ils à ce qui sort sur nous dans les médias, thèses, livres d'histoire, musées, au nombre de likes, aux commentaires ? Ou à ce qui sera réussi, raté, bien fait, à faire ?

Elías Contreras.

Profession : Commission d'Investigation de l'EZLN
État Civil : Défunt. Âge : 521 ans en compte à rebours.

Une mort toujours vivante

L'assassinat de Giuseppe Pinelli



CHER PINO

Ti buttarono giù / **On t'a poussé**
dalla finestra della Questura / **de la fenêtre de la Préfecture**
ch'io di anni ne contavo diciasette./ **j'avais alors dix-sept ans.**

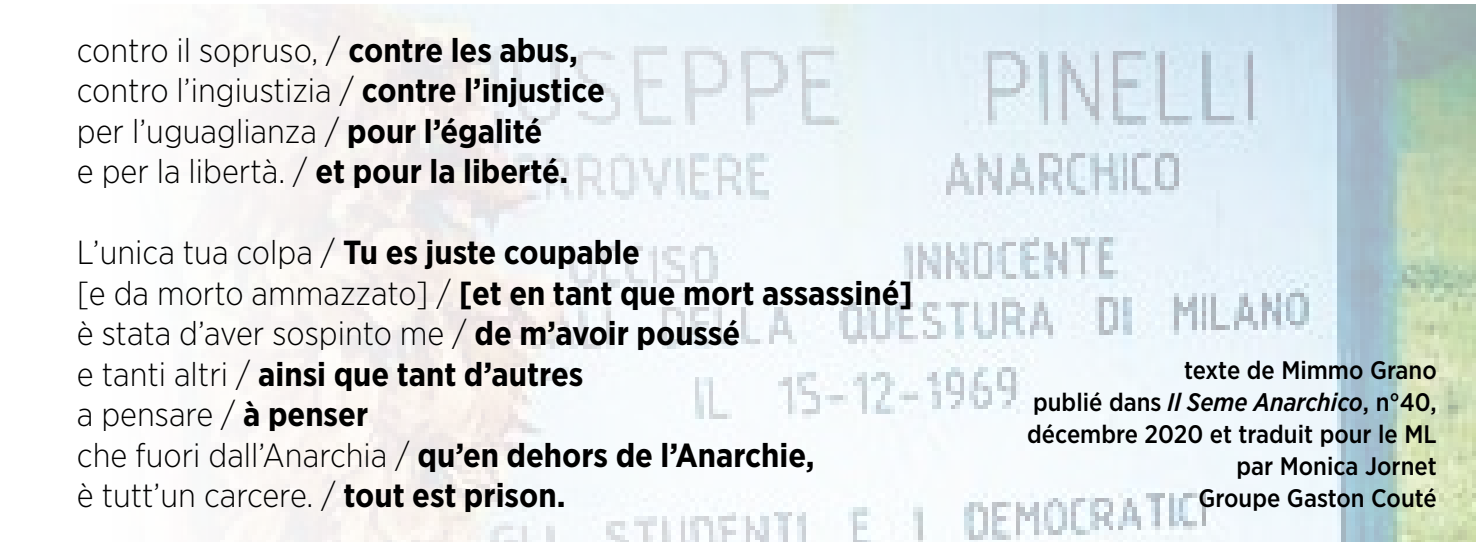
Appena un giorno / **Un jour après à peine**
andai a scrivere sui muri / **je suis allé écrire sur les murs**
e gridai pure al megafono / **et j'ai même crié au mégaphone**
in faccia / **à la barbe**
a ogni servo / **de tous les valets**
a ogni sbirro / **de tous les flics**
a ogni padrone : / **de tous les patrons**
STRAGE DI STATO / **MASSACRE D'ÉTAT**
VALPREDA INNOCENTE / **VALPREDA EST INNOCENT**
PINELLI ASSASSINATI / **PINELLI A ÉTÉ ASSASSINÉ**

Fu una svolta decisiva e tumultuosa / **Ce fut un tournant décisif et tumultueux**
della mia vita. / **de ma vie**
un altro pensare, / **penser autrement**
un altro sentire, / **sentir autrement**
un altro agire. / **agir autrement**

Ma altri ancora ne ammazzarono / **Mais ils en ont encore tué d'autres,**
nelle strade e nelle piazze, / **dans les rues et sur les places,**
nei treni e nelle stazioni, / **dans les trains et dans les gares,**
tutti morti della stessa mano, / **tous morts de la même main,**
mano fascista, / **une main fasciste,**
vile, / **vile,**
occulta. / **cachée.**

Son trascorsi cinquant'anni, / **Cinquante ans se sont écoulés,.**
anni di rabbia e dolore, / **des années de colère et de douleur,**
e non un solo giorno, / **et pas un seul jour,**
Pino, / **Pino**
ch'io abbia lottato senza di te / **je n'ai lutté sans toi**
nella mia mente. / **à mes côtés.**
Né mai smetterò, / **Et je ne lâcherai jamais,**
lotterò sempre / **je lutterai toujours**

12 décembre 1969 à 16 h 37, Piazza Fontana à Milan, une bombe éclate dans une banque faisant 16 morts et une centaine de blessés. Très vite nos camarades anarchistes sont accusés ainsi que des militants d'extrême gauche. La police rafle et procède à environ 4000 arrestations. Arrêté deux heures à peine après l'attentat, Giuseppe Pinelli, un cheminot anarchiste est emmené à la préfecture de police de Milan. Le 15 décembre il est assassiné par la police qui le défenestre du quatrième étage. Mimmo Grano lui rend hommage…



contro il sopruso, / **contre les abus,**
contro l'ingiustizia / **contre l'injustice**
per l'uguaglianza / **pour l'égalité**
e per la libertà. / **et pour la liberté.**

L'unica tua colpa / **Tu es juste coupable**
[e da morto ammazzato] / **[et en tant que mort assassiné]**
è stata d'aver sospinto me / **de m'avoir poussé**
e tanti altri / **ainsi que tant d'autres**
a pensare / **à penser**
che fuori dall'Anarchia / **qu'en dehors de l'Anarchie,**
è tutt'un carcere. / **tout est prison.**

texte de Mimmo Grano
publié dans *Il Seme Anarchico*, n°40,
décembre 2020 et traduit pour le ML
par Monica Jornet
Groupe Gaston Couté

Enterrement de riches enterrement de pauvres

Les gens que l'on appelle riches n'ont pas de problèmes pour se trouver un cimetière, gerbe de fleurs, marbre, discours, etc. Puis se faire élever des monuments funéraires voués à l'oubli dans le temps, vu la perte de mémoire des descendants.

Par contre quand vous êtes considéré comme pauvre, en langage administratif (sans ressources), vous n'avez le droit qu'à une sépulture sur le terrain commun (encore parfois appelé carré des indigents) et anciennement appelé fosse commune. Un emplacement individuel souvent repris au bout de 5 ans par la municipalité qui gère le cimetière. Une fosse individuelle pour indigent est normée, 1 m 50 à 2 m de profondeur sur 80 cm de largeur, la longueur n'est pas précisée par les textes (malheur aux géants). Il se peut que certains maires sans cœur se retournent vers les descendants, et, au titre de la solidarité familiale, réclament tout ou une partie des frais d'obsèques de l'indigent enterré.

Au bout des 5 ans, la tombe est relevée et les restes sont transférés dans l'ossuaire du cimetière, et la tombe réattribuée à un autre indigent.

Jusqu'à la fin du XIX[e] siècle, la fosse commune – ou autrement appelée la tranchée dont on peut retrouver cette appellation sur les archives funéraires de certaines communes - existait bel et bien. Pour l'inhumation, était utilisé parfois un simple cercueil de bois brut, parfois juste un linceul saupoudré de chaux vive pour accélérer la disparition complète des dépouilles mortelles, faisant ainsi de la place plus rapidement pour les futurs indigents. J'ai appris ainsi, en faisant des recherches généalogiques, que mon arrière-arrière-grand-père fut enterré dans la tranchée d'un cimetière parisien sans précision du lieu en 1881.

LITHOGRAPHIE DE STEINLEN

Comme quoi l'inégalité de traitement nous poursuit jusqu'au fond de la tombe. À quand des cimetières égalitaires en traitement ? Pas pour demain, je pense. De plus ce terme d'indigent reflète encore en matière d'obsèques, une forme de mépris de classe. J'aimerais rajouter : ne pas compter sur moi pour que j'aille à mon propre enterrement, n'y comptez vraiment pas. J'aime trop la vie !

Frédéric C.
Groupe Commune de Paris.

Homicides, Stop !

Le titre du dossier « Mourir, et alors ? » appelle à écrire sur les féminicides. Encore et encore, car nous ne pouvons supporter que, de par le monde, certains s'arrogent le droit de tuer leur compagne, leur(s) enfant(s), et parfois au nom de leur amour. Alors, une fois de plus, nous devons rester vigilant.es et aller sur le site du Collectif Féminicides par compagnons ou ex (FPCE) où nous trouvons des chiffres terrifiants. En France, au pays des Droits de l'Homme, les droits des femmes étant oubliés, le Collectif recense : 128 féminicides dans l'année 2016, 138 en 2017, 120 en 2018, 152 en 2019 et 81 au 9 novembre 2020 pour cette même année. Le décompte est incomplet, du fait que les chiffres se basent sur les articles de presse. Or, tous et toutes les journalistes ne sont pas encore conscients qu'un féminicide n'est ni un crime passionnel ni un fait divers. Aussi, les chiffres apparaissent complets quand les services de police, de gendarmerie et de la justice fournissent les leurs. En 2019, les chiffres officiels font état de 214 morts dans le cadre des violences conjugales en prenant en compte les enfants tués lors du crime contre leur mère, et les victimes collatérales de personnes (adultes ou enfants) non concernées directement mais malheureusement présents au moment des faits. Quant aux hommes victimes, ils le sont, soit parce que la femme n'en peut plus d'être battue et humiliée, soit par leur propre compagnon dans le couple homosexuel. Rappelons que peu de femmes déclarent les violences subies, et que 80 % des affaires sont classées sans suite. « **Ce n'est juste qu'une femme** » chantait Anne Sylvestre.

Dès le début des années 70, le mouvement féministe se préoccupe des violences faites aux femmes. En mai 1972, deux journées sont organisées à Paris, à la Mutualité, pour dénoncer les crimes contre les femmes. Le 9 juin 1974, les féministes manifestent de nuit avec le slogan « Prenons la nuit ». Le 16 juin 1976, paraît, dans Libération, un Manifeste contre le viol et sont organisées le même jour « Dix heures contre le viol ». Ces luttes aboutiront à la loi du 23 décembre 1980 qui donne une définition du viol et reconnaît formellement le viol conjugal, homosexuel, par sodomie, par fellation ou intromission d'objet(s).

Tuer ≠ Aimer

À Strasbourg, en 1973, une jeune femme se défenestre pour échapper aux coups de son conjoint et meurt des suites de ses blessures. Une poignée de proches de la Ligue du droit des femmes se regroupe alors. Armées de colle et de rouleaux, à la nuit tombée, elles inondent la ville de posters affichant « SOS Femmes battues » ainsi qu'un numéro de téléphone. Ainsi naît l'une des premières lignes d'écoute destinées aux femmes victimes de violences domestiques. Partout, d'autres permanences téléphoniques de fortune voient le jour, associées à des actions concrètes. À Marseille, au moment où un époux violent descend au café, un camion vient exfiltrer une femme et ses trois enfants. Au Plessis-Robinson, on squatte un château jusqu'à obtenir des places d'hébergement pour les victimes. À Paris, on milite pour la reconnaissance du viol conjugal. En 1985, l'Association contre les violences faites aux femmes au travail (AVFT) se crée. Le 8 mars 1986, le Collectif féministe contre le viol (CFCV) ouvre la ligne Viols-Femmes-Informations, 0 800 05 95 95 (numéro d'appel gratuit), accessible du lundi au vendredi de 10 à 19 h. Il propose de l'écoute, de l'aide, du soutien et de la solidarité aux victimes d'agressions sexuelles, à leur entourage, aux professionnels ; tout en respectant leur anonymat, il leur fournit les informations nécessaires aux différentes démarches qu'elles peuvent entreprendre pour faire valoir leurs droits. Dès 1986, le viol incestueux est dévoilé. En 1989, est lancée une première campagne nationale sur les violences conjugales en lien avec le réseau Solidarité Femmes qui gère un premier numéro d'écoute puis crée en 1992 la ligne d'écoute Violences Conjugales Femmes Info qui deviendra le 3919. Aujourd'hui, la Fédération nationale Solidarité Femmes est portée par un réseau de 73 associations sur l'ensemble du territoire français. Une trentaine d'écoutantes professionnelles recueillent la parole d'environ 2000 victimes chaque semaine, et même 7000 appels hebdomadaires pendant le premier confinement. D'autres associations œuvrent localement ou nationalement pour faire connaître ces violences et répondre aux besoins des femmes violentées. Par exemple, le GAMS, fédération nationale pour l'abolition des mutilations sexuelles féminines et le mariage forcé, est créé en 1982. Des manifesta-

tions sont organisées, notamment le 25 novembre de chaque année, depuis 1995 qui avait vu rassemblées, à Paris, 40 000 personnes sur les différentes discriminations et violences à l'encontre des femmes : dans la sphère du travail, dans la rue, dans la santé, dans la sexualité, dans la famille, dans la vie publique,...

Chaque année, une moyenne de 213 000 femmes subit des violences physiques, psychologiques, sexuelles, économiques de la part de leur conjoint et ex-conjoint. De tous temps, le gouvernement fait la sourde oreille aux associations qui dénoncent ces violences et le manque de moyens pour y remédier ou au moins l'atténuer. Avec l'arrivée des réseaux sociaux, d'autres formes d'actions se développent. Dès 2012, des féministes se concertent. En 2016, le collectif FPCE est fondé par des militantes qui créent une page Facebook. Elles comptabilisent les femmes présumées victimes de crimes conjugaux sur tout le territoire, y compris les DOM-TOM, crimes perpétrés par leur compagnon ou ex-compagnon. Sur les réseaux sociaux tels Facebook, Twitter et Instagram, le décompte macabre est actualisé très régulièrement. L'objectif du FPCE est de soutenir les familles de victimes et leur permettre de faire reconnaître cette mort comme un féminicide ainsi que de rendre visible le nombre de femmes tuées, de les désanonymiser afin que le public puisse savoir ce qu'il se passe en temps réel.

Plus écoutées mortes que vivantes

Du côté des autorités publiques, un observatoire national des violences faites aux femmes a été mis en place. Il publie, depuis 2013, une lettre présentant les principales données statistiques annuelles disponibles en France sur les violences au sein du couple et les violences sexuelles. Ces données permettent de disposer d'analyses au regard des caractéristiques et mécanismes propres aux violences. Publier annuellement des statistiques à partir des mêmes sources et de la même méthodologie permet d'en tirer des constats utiles : c'est ainsi que la lettre de 2019 note une nette augmentation entre 2017 et 2018 des signalements et enregistrements de violences sexuelles ressortant tant des statistiques de la police et de la gendarmerie nationales que de celles de la ligne d'écoute nationale 3919. On ne peut plus dire qu'on ne sait pas !

Le collectif FPCE bénéficie du soutien de Caroline de Haas, en mars 2018, celle-ci proposant de relayer le décompte via le collectif #NousToutes, ce qui rend davantage visible la page du FPCE. Ainsi les médias commencent à s'intéresser aux féminicides. Le décompte sert de références au livre de Sophie Boutboul, *Silence, on cogne*. Et quand s'ouvre le Grenelle des violences conjugales, le 3 septembre 2019, de nombreux murs de villes ou de villages sont recouverts, par les colleuses, de messages dont chaque lettre est inscrite dans une feuille A4 en noir sur fond blanc. Les féminicides sortent des faits divers et s'affichent dans l'espace public. Ils deviennent un problème de société. Selon le FPCE, ces hommes tuent car « *ils ont reçu une éducation machiste, misogyne, et de haine des femmes que la société renvoie systématiquement à un statut d'objet sexuel, domestique, publicitaire... Donc ils pensent que c'est normal de s'approprier les femmes* ». Le collectif incite à prendre « *des mesures vraiment dissuasives contre la violence masculine, en suivant les hommes signalés, en soignant les hommes violents* ». En juin 2019, via une tribune, le collectif liste ses solutions : prise et traitement systématique des plaintes, octroi de l'aide juridictionnelle dès la plainte, hébergement d'urgence, ordonnance de protection, bracelets électroniques, sensibilisation sur le sujet dès le plus jeune âge en donnant des cours en primaire ou au collège sur les violences faites aux femmes, etc.

Rien n'est sorti du Grenelle des violences conjugales, en tout cas pas les moyens nécessaires pour accompagner les femmes, soit au moins un milliard d'euros, sachant que le coût des violences faites aux femmes est estimé à 2,5 milliards d'euros par an. Depuis, le gouvernement a décidé d'imposer la mise en concurrence du 3919 par un marché public, une décision qui pourrait aboutir tôt ou tard à confier le 3919 à un opérateur plus soucieux de la rentabilité économique que de la qualité du service rendu aux femmes. Plus de trente années de compétences relationnelles et d'expertise développées par la Fédération nationale Solidarité Femmes qui partiraient vers le moins-disant au détriment des femmes victimes de violences.

« **On ne veut pas toucher à ce que l'on estime être la liberté des hommes. On est encore dans le petit chaperon rouge. On préfère laisser le loup en liberté et laisser les femmes devenir des victimes. On n'est pas dans l'idée de s'en prendre vraiment à l'agresseur** ».

C'est ainsi que s'exprime une militante féministe à l'issue du Grenelle. Ainsi, la Grande cause nationale du quinquennat Macron, c'est-à-dire l'égalité entre les femmes et les hommes, est perçue comme « Cause toujours ». À l'heure où le confinement a renforcé les violences conjugales sur les femmes et les enfants, il est urgent de continuer à lutter contre toutes les violences pour qu'aucune de nos sœurs ne meure ici et dans le monde.

Hélène Hernandez
Groupe Pierre Besnard

Après la mort, humusons-nous !

Que deviennent nos corps après notre décès ? Quels sont les choix qui s'offrent à nous aujourd'hui pour le traitement de nos dépouilles ? Sont-ils judicieux ?

Ce sont des questions que j'ai commencé très tôt à me poser… Légalement en France aujourd'hui, seulement 3 options s'offrent à nous pour la gestion de cette matière organique en décomposition :

➢ L'inhumation : dans des cimetières, dans des caveaux, des concessions familiales…

À mon sens, de l'espace perdu, des corps sortis de leur schéma naturel de dégradation (enfermés dans des boîtes en bois puis dans des boîtes en béton), des corps tellement gavés aux conservateurs qu'ils ne se décomposent que très mal…

➢ La crémation : une montée en température à 900 degrés et sur une durée d'environ 90 minutes puis des restes calcinés mis dans une urne qui finit par prendre la poussière chez des proches ou planquée dans une case d'un columbarium, ou versés sous un carré de pelouse dans un cimetière, ou encore jetés quelque part, tant que cela n'est pas sur la voie publique.

➢ Le don à la science ou le don d'organes, ce qui revient à une crémation pour ce qui n'a « pas trouvé d'utilité ».

Rien de naturel ou d'écologique là-dedans

On condamne des espaces à être bétonnés, minéralisés pour nos dépouilles, on brûle une énergie phénoménale pour réduire 80 % d'eau et de 20 % de matière à l'état de poussière quasi inutile. Au-delà de toutes considérations culturelles et cultuelles, je pose les questions :

➢ À quand les changements de lois pour que nous puissions de nouveau rendre aux écosystèmes, la matière dont nous sommes faits ?

➢ À quand l'égalité sur le traitement de nos corps dévitalisés ? Pourquoi devrions-nous passer par des entreprises privées qui s'enrichissent sur nos corps tout en polluant ?

Aujourd'hui, il existe de nouveaux concepts, qui sont une adaptation de la manière naturelle de la décomposition, de la matière organique tels que l'humusation.

L'humusation, c'est quoi ?

Il s'agit de « reproduire en accéléré » le processus naturel que les corps devraient connaître dans la « nature », Comme ceux des animaux dans une forêt par exemple.

Les corps sont compostés sur une année dans un lieu végétalisé et clôturé.

L'humusation, ça marche comment ?

Ce processus dure environ une année. Durant cette année de transformation du corps, il est possible de se rendre sur le lieu dédié à l'humusation.

Le corps est couvert de broyats végétaux divers, laissant toute la place et le temps aux micros et macros organismes de faire leur travail de déstructuration et de restructuration de la matière organique et des tissus souples.

Après quelques mois, les prothèses métalliques et (ou) en matériaux non biodégradables sont retirés pour parer à toute pollution du sol.

Ensuite, les os et les dents riches en phosphore et en calcium rendus plus friables par le travail précédent sont réduits en particules plus fines de manière mécanique.

Après ce traitement, on obtient un excellent amendement (engrais et améliorateur de sol) ! Le compost ainsi obtenu pourra être récupéré en partie par ceux qui le souhaitent et utilisé pour soigner les sols que nos activités ont appauvris ou abîmés ou disposé au sol dans une « forêt du souvenir » que chaque ville ou village aurait mis en place pour remplacer les cimetières infructueux.

Les cimetières, c'est has-been ! Vivons avec notre temps, bien entendu sans oublier ceux qui ont compté pour nous, tout en agissant pour l'écologie.
Soyons utiles même après notre mort !

Za
Groupe Kropotkine

PHOTO IRINA IRISER

Ainsi parlait Fernand…
Le culte des morts

Dans les archives du Mundaneum de Mons, il existe un fonds anarchiste d'une grande richesse. Il s'agit d'ailleurs d'un sujet auquel nous aurons à cœur de consacrer un article dans un prochain numéro du *Monde libertaire*. En guise de clin d'œil au-delà du temps et de la mort, nous partageons avec vous un article signé Fernand, paru dans le numéro de mars 1926 du bimensuel Le combat - organe anarchiste, intitulé Le culte des morts. Ce journal est une des réalisations de l'infatigable Hem Day, illustre animateur du mouvement anarchiste belge de l'Entre-deux guerres.

LE COMBAT
ORGANE ANARCHISTE
Ce que nous sommes
Devant la Menace Fasciste

« L'esprit rationaliste manque, la bêtise et la crédulité font les préjugés tenaces, le besoin de *paraître* trouble les cerveaux. Un fait entre mille : la mère de mon voisin est morte. Celui-ci est employé, sa femme tient une petite boutique. Leur vie économique est assez serrée. Porter leur cher (!?) défunt au cimetière le moins coûteusement possible aurait convenu. Pensez-vous qu'ils ont fait ainsi ? Non pas. Un enterrement de première classe (ô vanité !) s'est imposé à leur petite cervelle de bourgeois en herbe. Il faut épater n'est-ce pas ? Éclipser les autres et surtout paraître… Paraître ! Et pour cela, non content de pompes funèbres extraordinaires, on ajoute une douzaine de voitures (c'est si bon marché), dont encore au moins huit restaient vides, faute d'assistants à l'inhumation.

O préjugés stupides, quand donc cesserez-vous d'obscurcir la pensée ? Et pendant que bêtement les gens dépensent pour les morts et sacrifient au culte de la charogne, pour le seul fait de paraître, voir qu'il y a quantité de malheureux qui grelottent de froid et souffrent de faim, voilà qui est révoltant.

Allons, croyants, chrétiens, bigots, philanthropes, soyez logiques avec votre sensibilité, si vraiment vous en avez un peu. Portez vivace en votre cœur la mémoire des disparus qui vous étaient chers, mais dépensez la vie qui vous reste à soulager les détresses qui vous entourent. Les morts n'ont plus besoin de rien ; par contre, il est des vivants, parfois dans votre famille même, ou votre entourage immédiat, qui ont besoin de tout.

La *Libre Pensée de Bruxelles* a donné une conférence sur la crémation. Les avantages que l'incinération a sur l'inhumation, l'enfouissement des cadavres humains dans les cimetières, ont été amplement et convenablement développés.

Brûler les morts est sans conteste plus hygiénique que les mettre en terre pour les laisser tomber en pourriture. Que les cimetières trop près des agglomérations soient des foyers de pestilence et d'infection, chacun le sait. Que la crémation supprime tous ces méfaits, c'est l'évidence même. Il y a quelques lustres que je pense ainsi.

Mais que la Libre Pensée, par la parole du conférencier, traitant de cette question, admette et exalte le culte des morts, voilà qui est étonnant. Pourtant, j'ai dit juste : *exalte le culte des morts !* Car développer, en long et en large, les possibilités qu'offre la crémation, de conserver hygiéniquement les restes (les cendres) des cadavres humains, n'est rien d'autre qu'exacerber cet esprit de religiosité qui anime les vivants à l'égard des morts. Toutes ces urnes contenant les cendres des morts incinérés, fleuries, ornées, entretenues par les parents des défunts et placées dans de somptueux colombariums qui ressemblent terriblement aux tombes et caveaux mortuaires. Aussi je leur fais le grief d'entretenir plus vivace et plus durable que les cimetières, le culte des morts par la propreté et le côté esthétique qui s'en dégage.

Que la Libre Pensée, tolérante, faisant des concessions aux croyants de toutes sectes, quant à la vénération de leurs morts, leur démontre que la crémation favorise ce culte en le rendant plus hygiénique, soit encore. Mais les *vrais* libres penseurs devraient, pour eux-mêmes, rapport à leurs morts, aboutir à d'autres conclusions. Car je ne trouve pas plus rationnel ni plus intelligent de vénérer trois livres et demie de cendres que je puis conserver indéfiniment, que de m'agenouiller dévotieusement sur X mètres cubes de terre, recouvrant un corps en putréfaction. Ainsi faire, c'est tout au plus s'attaquer au culte de la *pourriture*, mais nullement au culte des *morts*.

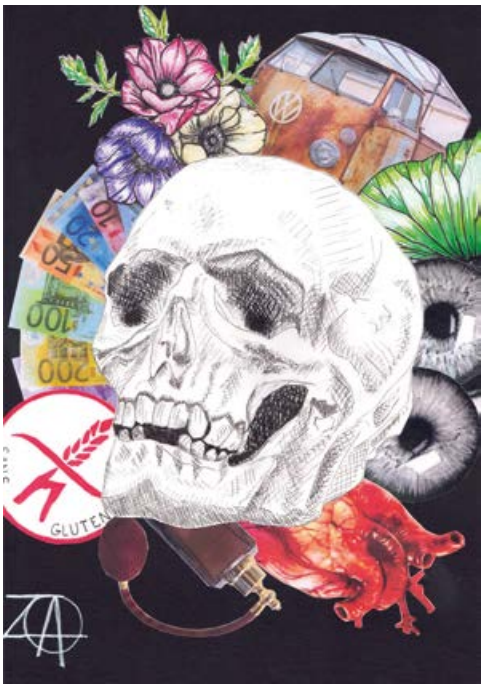
Les morts qui me sont chers vivent en moi, ou me sont présents à la mémoire, par le bien qu'ils m'ont fait, les joies qu'ils m'ont données, les dévouements qu'ils ont eus, par la sympathie, l'amitié ou l'amour que j'avais pour eux. Mais lorsque incinérés, leurs cendres ne m'intéressent pas d'avantage que leur corps se décomposant sous quelques pelletées de terre, servant de nourriture aux nécrophages.

Les cendres – puisque cendres il reste – qu'on les répande sur les champs à titre d'engrais ; elles s'incorporeront à la terre pour créer de la nouvelle vie. Aucune profanation là-dedans, c'est tout bonnement plus scientifique et plus naturel que de les vénérer.

Ainsi devraient conclure les libres-penseurs. »

Christophe
archiviste de service, groupe Ici & Maintenant

Cent sans Sans parole, comme s'il suffisait de bouger les lèvres pour faire semblant de parler, sans gêne, sans aucun doute, sans souci, sans crainte d'hier déjà, sans peur, sans rien faire qui est le pire qui puisse nous arriver, sans risque, sans dommage et, si possible, sans regret malgré tout ce que l'on a laissé derrière nous, sans amertume, quasi sans argent, sans loi, sans lui, sans les autres, sans rigueur, sans aucune preuve autre que l'accumulation des jours, sans pareil, sans un au revoir, sans alcool, sans drame et, ce qui est le plus dur à avouer, sans vous, sans date, sans scrupule, sans chaleur, sans humour, sans critiquer non plus, sans joie bien que cette notion soit difficile à définir, sans espoir en tout cas, sans exception, non sans peine, sans savoir, sans aide, sans mot dire si cela est possible et sans jeu de mot, sans y croire, sans reproche, sans fin et, ce que l'on apprend rapidement, sans retour possible, sans douleur, sans précédent, sans faim, sans revenu, sans domicile fixe, sans patrie merci, sans cœur, sans les mains, sans les pieds, sans les dents, sans sel, sans poivre, sans sucre, sans sauce, sans gluten bref, la liste est infinie des nouvelles pratiques, mais sans jugement, sans appel, sans avantage hélas, sans queue ni tête, sans tambour (ni trompette), sans pleurs, sans borne, sans sourire, sans malice non plus, sans un seul ami, sans compter, sans pour autant dépenser plus qu'il n'est raison, toujours sans faire le fier, sans aucun sentiment, sans personne, sans le moindre effort, sans voiture, sans fil, sans pitié, sans la télé, sans commentaire non plus du précédent, sans paraître, sans maître (plus fort !), sans dieu – si, c'est possible – sans foi, sans le chaos redouté, hélas sans aucun principe, sans discernement, sans la passion qui conduit vers un mur de tristesse, sans folie, sans odeur, sans bruit, sans aucun goût, sans arrière-pensée ce qui est vraiment anachronique, sans souvenir aucun, sans abonnement, sans raccord possible hélas, sans confort, sans colère bien que ce soit parfois très difficile, sans engagement, sans violence aucune, sans détour, sans frais, sans heurt, sans heure, enfin sans vie, mort.



DESSIN D'ELSA

Alain Eludut
Groupe Pierre Besnard

On va tous mourir, de toute façon, alors… autant s'en amuser. C'est ce dont ne se prive pas la chanson « Sans façons », extraite de l'album Le *blues de Superman* (2012), de Stéphane Polsky, un compagnon de la liaison William Morris (Paris) de la Fédération anarchiste.

Sans façons

Il existe à peu près
Cent façons de mourir
On peut le faire exprès
Il suffit de sortir
Tout nu un soir d'orage
Rassasié de Viagra
Ou de prendre en otage
Sur l'air de Ça ira
En lui criant la ferme
Un banquier de Palerme

On peut de maladie
De n'importe laquelle
Sans jouer la comédie
Endurer les séquelles
D'un gros chagrin d'amour
Comme on n'en connaît qu'un
Mais avoir de l'humour
Et retrouver quelqu'un
Que sans un brin d'émoi
On supprime avec soi

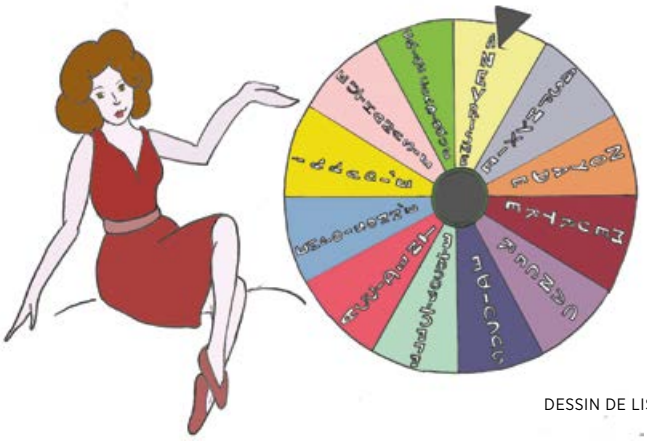
On peut mourir pour rien
Comme l'on dit si bien
Dans le crash d'un Airbus
Direction le soleil
Ou dans un autobus
En flammes c'est pareil
Ou bien accidenté
Planté par son toubib
Voire en bonne santé
Fauché par un vélib'

Vive les nourrissons
Ils ont la mort subite
Nous avons le frisson
De la mort insolite
On peut mourir de rire
Je cite mdr lol
Ou l'on peut c'est-à-dire
Mourir manque de bol
De la petite mort
Fatale à Félix Faure

En bref on peut aussi
De façon moins baroque
C'est vite réussi
Mourir de son époque
Mourir d'obésité
Plein de cholestérol
Mourir diabétisé
Plein à ras-bord d'alcool
D'un cancer de l'assiette
Ou de la cigarette
S'il existe à peu près
Cent facons de mourir

Et s'il est sûr qu'après
Nous allons tous pourrir
Je préfère de loin
Allongé dans le noir
Trépasser dans mon coin
Sans m'en apercevoir
Et partir sans lyrisme
Une nuit de juillet
D'un petit anévrisme
Au fond d'un lit douillet

Et à la suite de ce sort accidentel
Par ces quelques couplets devenir immortel



DESSIN DE LISON

Expo « Vive la Commune ! »

Il y a 150 ans… La Commune de Paris vivait.

Une exposition en Belgique pour célébrer le 150e anniversaire de la Commune de Paris : « Vive la Commune ! ». Elle aura lieu à Bruxelles et à Liège pendant les 72 jours qu'a duré la Commune, du 18 mars au 28 mai 2021.

KRASNYI COLLECTIVE / NEVER FORGET ÉDITIONS

Le 18 mars 2021, cela fera 150 ans que la Commune de Paris débuta. Malgré une existence assez courte et une répression sanglante, la Commune a marqué tant l'histoire des idées politiques que celle des révolutions. Pendant 72 jours, les communards se sont battus pour construire une république démocratique et sociale, organisant des élections pour la commune populaire, amorçant des mesures sociales radicales, discutant des sujets politiques au sein des clubs révolutionnaires, organisant la résistance avec la Garde nationale face à la contre-révolution versaillaise… Cette expérience révolutionnaire s'est soldée par la Semaine sanglante, une répression brutale et féroce des communards par le gouvernement français de Versailles.

Certes, c'était il y a 150 ans. Mais les échos de cette révolution éphémère ont résonné à travers l'histoire pour inspirer la gauche politique radicale du XXe siècle et pour encore animer aujourd'hui les mouvements sociaux aspirant à une démocratie radicale et populaire et à l'auto-organisation des travailleurs et travailleuses. C'est dans le double but de rendre hommage aux communards qui ont, l'espace des quelques semaines, rêvé et vécu un monde plus égalitaire et solidaire, et de faire la lumière sur ces idéaux et actions qui inspirent toujours aujourd'hui, que nous voulons profiter du cent-cinquantième anniversaire de la Commune pour raconter son histoire.

Beaucoup d'événements auront lieu à Paris, et dans le reste de la France. Nous pensons qu'il est de notre devoir de faire ce travail de mémoire et de discussion collective aussi en Belgique, où plusieurs communards se sont exilés après la Semaine sanglante, et surtout où les grandes révoltes ouvrières de 1886 se sont déclenchées suite à la célébration du quinzième anniversaire de la Commune à Liège. Une petite partie de l'exposition sera d'ailleurs consacrée à ces révoltes en Belgique.

Il est évidemment très difficile, voire impossible de restituer l'entièreté de l'histoire de cette expérience politique et ce n'est pas l'ambition de cette exposition. La volonté des auteur.e.s est de contribuer à la préservation de cette expérience en retraçant l'histoire de la Commune de Paris, des événements précurseurs à ses retombées politiques. Après des recherches historiques et géographiques, nous avons arpenté les rues de Paris afin de retrouver les lieux où se sont déroulés les événements majeurs de la Commune. À l'exception du Mur des Fédérés dans le cimetière du Père-Lachaise et de quelques plaques sporadiques dans la ville, souvent posées à l'initiative de l'association des Amies et Amis de la Commune créée en 1882, il est interpellant de voir que peu de traces de la Commune ont subsisté à Paris. C'est une leçon que l'on peut malheureusement tirer pour la majorité des événements de l'histoire populaire et révolutionnaire.

Cette exposition, « Vive la Commune ! » aura lieu à Bruxelles et à Liège pendant les 72 jours qu'a duré la Commune, du 18 mars au 28 mai 2021. Elle sera composée de photographies de Karim Brikci-Nigassa des lieux qui ont été importants dans l'histoire de la Commune à Paris. Manu Scordia et Thibaut Dramaix, dessinateurs pour ce projet, interprètent ces images en tentant d'y reconstituer au mieux les événements historiques en question. Des explications sociales, politiques et historiques sont rédigées par Sixtine d'Ydewalle. Cette combinaison a pour

Expo « Vive la Commune ! »

KRASNYI COLLECTIVE / NEVER FORGET ÉDITIONS

objectif de vous plonger dans l'ambiance du Paris communard et de vous faire découvrir ou redécouvrir un épisode important de l'histoire ouvrière et sociale de nos régions.

La Commune de Paris : une révolution ouvrière, sociale et démocratique.

Le 18 mars 1871 marque le début de la Commune de Paris : une révolution ouvrière, démocratique et sociale. Celle-ci ne sort pas de nulle part, et s'inscrit dans la lignée des révolutions populaires parisiennes qui ont jalonné le siècle qui la précède : 1789, 1792, 1830, 1848. Dans une France profondément inégalitaire, dont le prolétariat ne cesse de refuser le joug qui lui est imposé et de se rebeller face au Second Empire, les années 1870-71 sont charnières. Au cours d'une guerre déclarée à la Prusse, l'Empereur français Louis-Napoléon Bonaparte est fait prisonnier et, le 4 septembre 1870, la IIIe République est proclamée, mettant au pouvoir un gouvernement de défense nationale. Après un siège de plusieurs mois par l'armée prussienne pendant l'hiver rigoureux 70-71 où la population affamée se voit réduite à manger les rats de Paris, le gouvernement capitule face à l'ennemi. Pour réprimer toute opposition, il supprime les clubs politiques, ferme les journaux dissidents, arrête des opposants. Mais le peuple de Paris et sa Garde nationale refusent de plier, tant face à un gouvernement qu'ils estiment de « trahison nationale » que face à l'armée prussienne.

Lorsque le 18 mars, Adolphe Thiers, chef de l'exécutif, décide de s'emparer des canons appartenant au peuple parisien se trouvant sur la butte de Montmartre, c'est l'humiliation de trop : l'insurrection commence. Ce jour-là, les soldats chargés de prendre les canons refusent de tirer sur la foule et fraternisent avec la Garde nationale. Dans tout Paris, des barricades se dressent, et Thiers donne l'ordre à tout le gouvernement et l'administration de se retirer sur Versailles, laissant ainsi le pouvoir *de facto* au Comité Central de la Garde nationale, composé d'officiers élus et révocables. Ceux-ci décident d'organiser les élections de la Commune de Paris le 26 mars, et, le 28 mars, la Commune est proclamée.

Gouvernement social et populaire, la Commune prend plusieurs mesures phares : elle proclame la séparation de l'Église et de l'État, introduit un plafond des traitements, interdit le cumul des mandats, pose les bases d'un enseignement gratuit, laïc et obligatoire, interdit les amendes et déductions des salaires des travailleurs, reporte l'échéance des loyers dus après le siège, crée des boucheries municipales subventionnées, supprime le travail de nuit des ouvriers boulangers, permet la réquisition des ateliers par la collectivité ouvrière…

Parallèlement à ces mesures officielles, les clubs révolutionnaires – des assemblées populaires occupant des églises, où la population discutait de sujets politiques et sociaux, et s'auto-éduquait – se multiplient. Ces clubs adoptaient des résolutions sur divers sujets, mettaient la pression sur le conseil de la Commune, exigeaient que les élus de la Commune soient révocables, et qu'ils soumettent leurs projets de décrets aux assemblées avant de les adopter. Ainsi, les assemblées locales de quartier exigeaient une « intervention permanente dans les affaires communales », témoignant d'une vie politique de quartier très active.

La Commune, c'est aussi le temps de l'action politique des femmes. Celles-ci se battent aux côtés des hommes sur les barricades, s'organisent en associations et en clubs, prennent la parole politique et demandent davantage d'égalité. Après une manifestation des femmes le 3 avril, plusieurs femmes créent l'Union des femmes pour la défense de Paris et le soin aux blessés le 11 avril. Cette association se réunit tous les jours et enregistre les femmes prêtes à défendre la ville. Mêlant conscience de classe et de genre, l'Union des femmes rappelle également que « ***toute inégalité et tout antagonisme entre les sexes constituent une des bases du pouvoir de la classe dirigeante*** ». Elles défendent la nécessité de la participation des femmes aux clubs et aux réunions de quartier. L'un de ces clubs a approuvé une proposition pour la pleine émancipation des femmes et le droit au divorce.

En effet, face à cette auto-organisation des travailleurs et travailleuses, les Versaillais organisent la contre-révolution. Ceux qui refusaient de se battre contre la Prusse sont néanmoins prêts à utiliser leurs armes contre les communards. Ceux-ci, organisés en bataillons de la Garde nationale, défendent Paris tant bien que mal. Mais le 21 mai 1871, les Versaillais rentrent dans la ville, sous le regard bienveillant de l'armée prussienne.

Commence alors ce qui sera retenu dans l'histoire comme la Semaine sanglante : une semaine de répression brutale, cruelle et féroce. Les communards défendent Paris jusqu'au bout en se battant sur les barricades élevées dans toute la ville. Le 28 mai, après un combat acharné pendant la nuit dans le cimetière du Père-Lachaise qui se solde par l'exécution de 147 communards le long de ce qui deviendra le Mur des Fédérés, la dernière barricade tombe. Les jardins de Paris sont transformés en tribunaux sauvages et en fosses communes. Les chiffres varient, mais c'est certainement au moins 30 000 communards qui ont été tués par les Versaillais lors de ces journées sanglantes, soit morts au combat, soit fusillés sommairement directement après ceux-ci. Les survivants sont emprisonnés, et amenés à Versailles pour être jugés. Certains seront exécutés, et la plupart seront déportés en Nouvelle-Calédonie où ils resteront jusqu'à l'amnistie totale des communards en 1880. C'est dans le sang que se finit cette expérience révolutionnaire menée par celles et ceux qui rêvaient d'une société de paix, de justice et d'égalité.

Pendant les 72 jours qu'a duré la Commune de Paris, notre exposition tentera de donner vie à cet événement révolutionnaire exceptionnel qui inspire nos mouvements toujours aujourd'hui et de rendre hommage aux communards et communardes qui sont mort.e.s pour leurs idées. Vive la Commune !

Sixtine d'Ydewalle

Pour nous soutenir :
https ://www.growfunding.be/fr/projects/vivelacommune
Contact : **vivelacommune2021@gmail.com**
Evénement facebook : https ://fb.me/e/hKPKwNWx9
Avec le soutien du groupe **Ici et Maintenant** (Belgique)
de la Fédération anarchiste

Le CAJAC
Et si c'était du mime instrumental ?

Le **CAJAC** (**C**erdon **A**coustique **JA**zz **C**lub), c'est un prétexte, un alibi… Une forme d'exutoire… Parce que les gens n'ont plus le temps d'écouter les mots (ou ne le prennent plus), et sans doute aussi parce qu'on est plus à l'aise avec un biniou dans la bouche, on a choisi la musique pour dire et même crier notre envie et notre façon de vivre.

Cette fois-ci on peut entendre Nico (trompette, bugle, trombone à pistons, guitare basse, guitare, clavier, mixage, composition), πR (vibraphone, saxophone baryton, batterie, percussions) et Blandine (flûte traversière, soubassophone, saxophone alto, saxophone ténor, dessin, visuel). Mais ce n'est pas une forme immuable, on se laisse la possibilité de la laisser évoluer.

A.A.A, c'est le premier jet d'une longue série d'albums instrumentaux (à venir). On aurait pu y mettre du texte, mais la musique nous donne plus de liberté. Le texte ne nous convenait pas ici pour exprimer ce qu'on ressentait, ce qu'est pour nous l'anarchisme. Et on n'a jamais assez de mots pour tout dire. Avec des idées fortes qui pour nous font partie intégrante de ce qu'est l'anarchisme, on a voulu comme donner une esquisse de notre idéal. (Mais on a encore plein de choses à dire !)

Alors on a choisi la libre diffusion parce que c'était pour nous un non-sens de donner à ce projet une valeur marchande. (On vous épargnera ici un laïus sur l'industrie musicale, ce n'est pas le propos… encore que…)

On a juste envie de le partager avec toutes celles et ceux qui ont envie de s'y plonger. Alors on vous donne le lien, pour l'écouter et le diffuser librement et à volonté !

Blandine
Groupe Gaston Couté

L'album est sorti le 4 juillet 2020
https ://play.dogmazic.net/albums.php ?action=show&album=10284

1. Anationalisme
2. Auticonformisme
3. Autonomie
4. Anticapitalisme
5. Athéisme
6. Autogestion
7. Antipatriotisme
8. Abstentionnisme
9 Austin K.
10. Antimilitarisme
11. Antifascisme
12. Anarchisme
13. Antinucléarisme
14. Anticléricalisme
15. Antipatriarcat
16. Antiautoritarisme
17. Altermondialisme

Cette œuvre est mise à disposition selon les termes de la License Creative Commons - Attribution - Pas d'utilisation commerciale - Pas de modification - 4.0 International. En gros, la musique et la couverture de cet albumsont en libre diffusion. Vous êtes tous et toutes autorisés à les copier et à les dixstribuer, tant que lutilisation n'est pas commerciale

Les bonnes intentions de l'Enfant Pavé

Tout dernièrement, L'Enfant Pavé, membre fondateur de Starflam, enseignant-chercheur en Haute-École, a balancé une Carte blanche dans la presse belge. Le rappeur en avait gros sur la patate et comptait bien dénoncer l'austérité autoritaire et le capitalisme sanitaire. Starflam est l'anacyclique (mille dieux ! Un dictionnaire, vite !) de « malfrats ». C'est aussi le Rap en rogne, qui dégomme et qui ne compte pas écraser le coup. On devait s'entretenir avec lui…

Starflam, ce fut une fameuse aventure. Une des plus réussie de la scène Hip-Hop en Belgique.

L'aventure de Starflam a été longue et progressive. Au début il y a d'abord eu la compilation *Fidèle au vinyl* sortie en 1993. Sur cette compilation, il y avait plusieurs groupes et rappeurs solos. C'est suite au rapprochement de certains de ces collectifs et de ces rappeurs solos qu'est sorti un groupe : *Malfrats Linguistiques* qui a sorti une cassette démo 3 titres en 1995. Après encore des changements de line up, le premier morceau de ce qui allait devenir Starflam est sorti en 1997 : *Opération Starflam*. Pendant toute cette période, il y a eu énormément de concerts sur des scènes comme des MJ, c'est là vraiment que l'on a appris progressivement la professionnalisation de notre boulot de musicien dans le Hip-Hop. C'était une époque un peu dorée car tout était à inventer : la manière de faire des concerts, de produire, etc. C'était aussi un moment où le Hip-Hop était vraiment un truc collectif. Quand le line up de Starflam s'est arrêté à 7 membres, on avait aussi tout le crew avec les breakers, les graffeurs, on débarquait à 20 en concert…

C'était aussi le début des gros festivals en Belgique comme Dour. Après dans la foulée, on a signé un premier deal avec Discipline Records (le label du batteur de *Deviateun* groupe hardcore belge qui tournait beaucoup à l'époque). L'album est sorti en 1997 et un morceau, *Ce plat pays* a été programmé sur des radios, ce qui était très étonnant vu la thématique du morceau. Je pense que ce ne serait plus possible aujourd'hui. Le morceau est notamment passé sur Studio Brussels. Du coup on a commencé à faire aussi des dates en Flandre. Ce qui était aussi peu commun pour un groupe wallon, basé entre Liège et Bruxelles.

Donc, on a beaucoup tourné à ce moment-là partout en Belgique. En parallèle on continuait à développer la visibilité du crew avec des campagnes de graffitis sauvages et de street marketing. Et de fil en aiguille, on a signé un contrat d'artiste avec une major vers 1999 ou 2000 (Warner).

Pour la première fois, on avait des vrais budgets pour enregistrer un disque, des clips vidéos, tout le artwork et la promotion du disque. On est resté presque 6 mois en studio. On avait terminé le mix, le mastering. Le disque était prêt à sortir. Et puis le chef de produit qui nous avait signé chez Warner s'est fait virer alors que notre disque était prêt à sortir. Quand je dis que ça a été long et progressif, ben là on s'est dit qu'est-ce qu'on fait ? Parce que si tu sors un disque dans une maison de disques alors que celui qui t'a signé s'est fait virer, ça peut très mal se passer. Bah du coup, on a continué à faire des concerts et on a démarché de nouveau une autre maison de disques. Cela a repris 6 mois.

Beaucoup de groupes ne résistent pas à ce genre de trucs… Ce n'est pas pour rien que le deuxième album de Starflam s'appelle *Survivant*… Finalement on a signé avec EMI qui a sorti l'album en Mars 2001. On a fait plusieurs clips dont *Amnésie internationale* (tourné le jour des attentats du 11 septembre 2001, ça ne s'invente pas…) et puis *Sonora* qui est beaucoup passé en radio et qui a vraiment boosté nos ventes de disques. On n'a jamais vraiment rien calculé avec Starflam et nous avions une réelle identité Hip-Hop et notre musique était le reflet de cette identité.

Tes influences ne se cantonnaient pas qu'au Rap. Elles étaient multiples. La mouvance musicale alternative, le radicalisme politique, la littérature…

D'abord par définition dans le Rap, les instrus sont le résultat de samples. Du coup, t'écoutes plein de trucs pour trouver des samples. Dj Mig One, le Dj de Starflam, il est d'origine colombienne, il écoute plein de trucs et surtout beaucoup de salsa, plein de salsa…On était un réel collectif avec des origines, des backgrounds différents. Cela faisait un patchwork assez éclectique et c'est peut-être cela qui a fait la force du truc car chacun(e) pouvait s'identifier plus à telle ou telle personnalité des MCees. T'avais Fred à la basse qui avait été bassiste dans le groupe culte de grindcore liégeois *Hiatus*. T'avais Baloji qui avait toute son identité congolaise et qui vivait concrètement la problématique des sans-papiers puisqu'il était lui-même sans papiers. T'avais Seg et Akro qui étaient sur Bruxelles, donc plus connectés à la scène Hip-Hop bruxelloise de l'époque. Et Kaer aussi, d'origine équatorienne et très actif dans la scène graffiti. J'ai aussi vu toute la scène punk de l'époque en concert à Liège : Les Bérus, Les Ludwigs, Les Wampas, les Endimanchés, Les Satellites, etc. Pour moi le Hip Hop c'est la suite naturelle de cette mouvance… Et puis dès 1984, il y avait aussi l'émission Hip-Hop de Sydney, du coup je me suis essayé au break dance. Puis au graff aussi.

Tu dénonces le tournant autoritaire du Covid-19. Le vernis démocratique des États bourgeois ne sert donc plus à rien ?

Je me rends compte que j'ai grandi à l'époque de la Guerre froide. Le monde était bipolaire. Et c'est cette forme d'opposition qui garantissait une forme d'équilibre au niveau mondial. L'URSS constituait aussi un allié idéologique important dans le reste du monde pour tous les mouvements sociaux particulièrement après la Seconde Guerre mondiale. Après la chute du Mur, après 1989, les cartes ont été redistribuées et le néolibéralisme est devenu la nouvelle religion mondiale qui s'est imposée partout sur la planète sans ne

PHOTO : CRÉDIT SANDRO B.

PHOTO : STARFLAM

De Starflam à la dystopie des gueux

plus rien trouver sur son chemin pour contrer son hégémonie. Nous étions déjà dans des sociétés *postfascistes après* la Seconde Guerre mondiale. Et nombre de dignitaires nazis ont accepté des jobs pour l'empire américain ou pour la construction européenne afin d'échapper à un procès. L'historien Johann Chapoutot dans son dernier ouvrage montre également très bien comment c'est le nazisme qui a posé les bases du management contemporain, par exemple.

C'est en cela que je pense que nous étions déjà dans une forme de fable démocratique. Frédéric Lordon, dans ses récents articles, parlait de néolibéralisme tardif ou finissant. Je pense qu'avec la pandémie du Covid-19, nous pouvons parler à présent de nécrolibéralisme. Jusque-là, la mort s'accommodait assez mal des valeurs du capitalisme triomphant : le jeunisme, la compétition, l'individualisme... Depuis mars 2020, nous vivons en permanence avec la litanie égrenée chaque jour dans les médias du nombre de cas positifs et de décès. C'est comme si notre statut mortel d'humain avait repris une place centrale et médiatisée dans nos sociétés capitalistes occidentales, c'est pour cela que je parle de nécrolibéralisme.

Ce récit dystopique pour les gueux, le commun des mortels, je l'analyse comme le contre-pied du récit utopique transhumaniste. Celui d'un humain augmenté voire qui tend à l'immortalité. Il est important selon moi de traduire donc cela en rapports de classe. Nous sommes face à une classe dirigeante qui, après avoir consacré un siècle à l'accumulation des capitaux, rêve aujourd'hui d'échapper à sa condition mortelle. C'est le récit transhumaniste. Quant aux gueux, aux sans-dents, il est important qu'ils prennent pleinement conscience de leur inéluctable mortalité. Il faut avoir peur de mourir. Que ce soit à cause du déclassement social, d'un attentat ou d'un virus. Il faut maintenir un climat anxiogène c'est le meilleur allié du discours dominant. C'est le récit dystopique actuel.

Afin d'assurer l'adhésion, pour le commun des mortels, au discours dominant, nous assistons à un déferlement de moyens coercitifs impressionnants. En ce sens nous sentons bien que depuis un an maintenant, nos gouvernements ne semblent même plus s'embarrasser du vernis démocratique.

En Belgique, c'est encore plus clair, puisque nous avons eu droit au reste d'un gouvernement non élu qui s'est octroyé les pouvoirs spéciaux. Suivi d'une large coalition social-démocrate bourgeoise qui rassemble presque l'ensemble des partis ayant déjà été au pouvoir en Belgique. Le tout dans un consensus autoritaire et unanime assez sidérant. J'entends peu de voix s'élever contre la gestion par nos politicien(ne)s de cette crise sanitaire qui a pourtant été une des pires au monde.

Ce virus a eu aussi un rôle d'amplificateur de l'existant. Celles et ceux qui étaient déjà dans des démarches solidaires l'ont été encore plus avec l'apparition de cette maladie. Parfois comme les derniers remparts pour celles et ceux abandonné(e)s complètement par les pouvoirs publics. Les plus précaires notamment. À qui on a enjoint de se confiner alors qu'elles/ils sont sans-abri. Mais très vite, la logique néolibérale s'est imposée. C'est aussi très clivant comme situation, entre les pro et anti masques et vaccins, par exemple, on sent donc bien aussi que c'est le paroxysme du chacun pour soi, le radicalisme du néolibéralisme, le nécrolibéralisme. Pourtant, je suis persuadé que nous ne sortirons de cette crise que par l'entraide, la solidarité et le sens du collectif. C'est en tout cas ce que nous apprend la Grande Histoire humaine. Mon pote Greg a une formule que j'aime beaucoup, il dit : « **il faut construire une épidémiologie populaire** ». Et il y a de ça dans la période que nous vivons. Nous devons impérativement résister aux discours des dominants qui semblent ne plus maîtriser leur *hubris*. Nous devons penser collectivement à rebâtir sur les ruines du nécrolibéralisme.

Propos recueillis par ***Sandro,***
du groupe Ici & Maintenant

L'ART CONTEMPORAIN (4e PARTIE)

L'art du mauvais goût : le daubisme

Effectivement, Juan ne peut pas voir « l'Art Comptant pour rien » en peinture…

Une fois de plus l'AC fait des siennes et trouve à se faire remarquer dans ce nouveau concept : le daubisme. Créé par Eric Kilat, artiste plasticien marseillais en juin 2018, comme il aime à le souligner, ce mouvement « n'a pas pour but de présenter de la Daube, mais des œuvres atypiques, inclassables et d'un goût approximatif… » Revendications du mauvais goût, de l'absurde, du cynisme, de la nullité formelle, sont poussées encore plus loin, comme gage de la contemporanéité, épinglée par la critique d'art Nicole Esterolle en résistance contre l'AC. En apparence on est bien loin de l'origine du mot qui se rapproche du plat populaire provençal : la daube, qui vient de l'italien *dobba* « marinade », emprunté au catalan *adobar* ou *adobo*, « mariner », fait à base de bœuf mijoté. En réalité, l'AC marine dans la daube, illustrant parfaitement l'expression « c'est de la daube » qui est utilisée pour désigner un objet ou un spectacle de mauvaise qualité. L'AC pousse la transgression des œuvres « daubistes » à une représentation en réalité sans valeur, tout en voulant laisser croire qu'elle peut en avoir. Cynisme poussé à son paroxysme, voie sans issue, l'AC se moque de tout le monde. En anglais *daub* peut désigner une peinture médiocre, une « croûte », *to daub* signifie « barbouiller ». Mauvais goût et mauvaise qualité, camelote et enfumage mis en avant.

Le ministère de la Culture en France dispose des deniers publics pour financer ces « daubes », « ces « étrons » grotesques et laids par milliers qui vont se retrouver stockés dans les réserves des « FRAC » (Fonds régionaux d'art contemporain). Il s'agit évidemment pour le ministère de la Culture d'intervenir dans le choix des œuvres et des artistes de l'AC pour valoriser et crédibiliser un art étatique et une appartenance de classe, en soutenant un art financier.

Finalement, un État au service d'une spéculation financière la plus ultralibérale. L'État français est devenu le promoteur en chef de la daube. Arrogance d'un système qui décrète quel.le.s seront les artistes subventionné.es, acheté.es, collectionné.es, toutes et tous faisant partie du même type d'art conceptualisé, contemporanéisé, survalorisé, duchampisé et maintenant daubisé.

Un art atomisé et grotesque excluant et ringardisant à 90 % tout autre courant ou autre forme d'art sensible, de l'imaginaire et l'intelligence du savoir-faire. Aujourd'hui, l'unique courant artistique à avoir été choisi est l'AC, le marché de New-York devenant le seul modèle. L'État français ne reconnaît plus la grande partie des artistes, une politique de dénigrement et de mépris s'est mise en place : les artistes étiqueté.es AC dans l'art officiel, quant aux autres… Le constat est amer et bien triste, un fossé s'est creusé, beaucoup trop d'artistes pataugent et vivent dans une certaine misère et ils, elles leur est difficile de s'orienter parce que déstabilisé.es par l'establishment, les pouvoirs publics, les médias qui font la part belle au courant de l'AC.

Le daubisme qui ne se veut d'aucun courant politique, nous enfonce dans ce genre de tendance scabreuse, scandaleuse, mortifère, nauséeuse, en honorant les caresseurs du vide, où l'art ne ressemble à rien. L'œuvre peut-être exécrable, « c'est de la daube ! », pas grave du moment qu'elle excite la convoitise et la spéculation. Il ne s'agit ni de servir la réflexion ni le bon goût mais de déboussoler et de choquer. Il faut être à la mode, à la page.

DANS LA COUR DE LA BIBLIOTHÈQUE NATIONALE.

> **« […] en honorant les caresseurs du vide, où l'art ne ressemble à rien. »**

Le daubisme, c'est de la tarte à la crème, de la tartouillade, de la barbouillade, plus on l'étale et plus ça dégouline. Le savoir-faire n'a plus sa place dans le champ du toc, du mauvais goût et du kitch. Les repères esthétiques sont proscrits (trop ringard), c'est la fabrique du néant qui devient le miroir aux alouettes, les œuvres consistent à servir les nouvelles tendances de l'AC.

Le daubisme nous impose de façon vulgaire un simili-art qui n'est vraiment pas drôle, plutôt pathétique et insignifiant reflétant un non-art médiocre, crétin et consommable. Dans ce marasme néo-duchampien, l'AC jette l'art dans les poubelles, quant au daubisme cela se retrouve au niveau des chiottes.

Pour notre bonheur, comme note d'espoir, il existe heureusement des artistes qui ne sont pas tombé.es dans le piège du bling-bling et dont la réflexion et l'apport artistique de qualité font remonter le niveau de l'art. Un grand remerciement à ces illustres artistes inconnu.es qui persistent à offrir des œuvres dignes des techniques classiques en art, malgré les difficultés qu'ils et elles peuvent rencontrer en chemin. Le public saura faire la différence et elle est de taille, il n'est pas idiot, nous pouvons lui faire confiance. Comme dit le proverbe « tout vient à point à qui sait attendre. »

Juan Chica Ventura.
Groupe anarchiste Salvador-Seguí

L'ART CONTEMPORAIN (5e PARTIE)

Un art financier

L'Art contemporain (l'AC) est devenu la locomotive du marché, place qui était réservée à l'Art moderne. L'AC emporte avec lui 15 % du produit des ventes mondiales contre 3 % en 2000.
C'est un tournant car l'Art ancien détenait le monopole. Les records étaient détenus par les Impressionnistes et l'Art moderne.

L'AC fonctionne en vase clos, en circuit protégé pour le bénéfice d'un petit nombre. Quatre villes : New-York, Londres, Hong-Kong et Pékin vont concentrer 83 % des recettes mondiales. C'est un art totalitaire. New-York était la capitale qui régnait sans partage depuis les années 60 après Paris, avant que la Chine ne lui rafle la première marche depuis 2010. Traditionnellement en Europe, l'artiste était au centre des discussions accompagné d'écrivains ou poètes ; quant aux marchands, ils ne faisaient pas partie du cercle intime, ils restaient en périphérie.

Aux États-Unis, le problème se pose différemment : le noyau, le centre névralgique du milieu de l'art est tenu par des affairistes, des marchands et des collectionneurs qui s'empresseront de mettre cette fois-ci en périphérie les artistes, concentrant l'univers artistique sur les businessmen. Des galeristes fidéliseront leurs artistes en les salariant, tel Léo Castelli qui avait commencé sa carrière place Vendôme à Paris en 1939, pour finalement atterrir à New-York après-guerre. Entre 1960 et 1990, aucun artiste n'échappe à Castelli, parmi les plus célèbres : Raoul Rauschenberg, Jasper Johns, Andy Warhol. Castelli présentera ses poulains successivement dans toutes les grandes capitales avec l'intention de valoriser et diffuser ses jeunes artistes qui deviendront célèbres à l'échelle planétaire.

JASPER JOHNS AND LEO CASTELLI, VERS 1985.
PHOTO HANS NAMUTH

Au milieu des années 70, le terme d'avant-garde est remplacé par « Art contemporain » dans l'intention de commercialiser un nouveau genre artistique d'une toute petite minorité, au détriment de tou.te.s les autres artistes de leur temps. « Il n'y a d'art que contemporain et Marcel Duchamp est son prophète ». Ses « ready-made » sont réédités. Une spéculation financière effrénée a bousculé le monde de l'art depuis l'urinoir.

L'AC a évacué tous les critères artistiques pour ne laisser la place qu'à des critères financiers. Plus que jamais, l'AC est devenu un Art financier. Autrefois les artistes ne produisaient pas des tableaux en série, la rareté faisait la cote ; aujourd'hui, les artistes doivent produire en quantité pour que le stock d'œuvres circule et produise la cote, c'est ce qui s'appelle un marché mondialisé. C'est ce courant qui va permettre qu'un art de marché soit financiarisé. Les artistes de l'AC vont voir, pour les plus reconnus mondialement, leur statut basculer de l'artiste vers celui de chef d'entreprise, de businessman. Ils emploieront des centaines d'assistants.

Takashi Murakami (1962), artiste plasticien japonais faisait partie des artistes les plus chers au monde. Il emploie une centaine de salariés à Tokyo et tout autant à New-York. En 2006, Christie's (salle des ventes britannique) le classe 6e au top ten.

Autre artiste plasticien, Jeff Koons (1955), États-unien, ancien trader, entouré de 140 salariés ; sa fortune est estimée à plus de 400 millions de dollars.

Ces entreprises « culturelles » ne se gênent pas pour se prétendre être dans la tradition des « ateliers » de maîtres anciens, tels que Giotto ou Rubens. La différence, c'est que les anciens maîtrisaient toutes les techniques, fournissaient les dessins, les maquettes, contrôlaient le travail des assistant.e.s et intervenaient manuellement sur les œuvres pour la touche finale.

Ces faux-artistes de l'AC se contentent de faire fonctionner leur carnet d'adresses en évitant soigneusement de prendre un crayon ou un pinceau. Ils sont adoubés par des millionnaires et fonctionnent comme des « marques » ou des « logos ». Ces employé.e.s sont jetables comme des mouchoirs « Kleenex », exploité.e.s, servil.e.s et dépourvu.e.s de droits, pour éviter toute revendication de droits d'auteur, « le manager » organise un « turn-over » (renouvellement de personnel). La production des pièces identiques permet de les placer en garantie chez de grands collectionneurs, ce qui facilite son fonctionnement comme art monétaire.

La circulation de l'art financier pour défiscaliser, verser des commissions (blanchiment, évasion fiscale…), voilà son utilité.

L'AC défend la déconstruction permanente de manière transgressive et scandaleuse pour pouvoir faire le buzz et vendre. Il faut faire le vide pour marquer l'originalité. Toutes les formes de tradition, de patrimoine, d'héritage sont passées au pilori, laissant place au mercantilisme en abolissant toutes les valeurs, sauf la vente. L'Art financier a de beaux jours devant lui, tant qu'il sera utile aux exigences du capitalisme mondialisé. La morale de l'Art financier est que l'individu, l'artiste est devenu à son tour une valeur marchande, voire une marchandise comme une autre.

Juan Chica Ventura.
Groupe anarchiste Salvador-Seguí

Contre la mégamachine, la mégarévolution

Un ouvrage lu avec un grand intérêt et plaisir. Le sentiment que l'auteur a fait le travail que nous aurions dû faire en tant que libertaires : rassembler et mettre en perspective les éléments de la constitution de l'État occidental, sa violence et son évolution.
Parmi les effondristes ou absurdistes (ceux qui montrent que notre civilisation est non seulement meurtrière mais aussi sans issue), il aborde un point de vue qui me semble pertinent.

Par exemple Pablo Servigne montre les fragilités de toutes parts, Jancovici met au centre de ses travaux l'énergie, Philippe Bihouix l'aveuglement technologique et l'incapacité à réfléchir en termes d'échelle, pour d'autres le climat, les maladies ou encore la sédentarité.

Ici, c'est le Métal, qui est le fil conducteur du binôme violence-État. La métallurgie comme capacité à pouvoir s'armer, contrôler d'abord les gens de son territoire, puis d'autres gens. Il refait l'histoire de l'Occident, surtout en démarrant à partir de la machine romaine. Il met en avant l'écrasement systématique des individus et mouvements populaires par l'État armé, en Occident et dans les colonisations. Tout en découle, le capitalisme découle de l'État à cause du complexe métallurgique. Exploitation du bois, du charbon...

Fabian Scheidler évoque toutes les résistances et les émancipations : communes médiévales, paysans allemands écrasés au XVIe siècle, Commune de Paris, conseils allemands, Révolution espagnole, Rojava, Zapatistes... montrant chaque fois que c'est parce que ça fonctionnait que ça a été écrasé.

À aucun moment il ne cite le mouvement libertaire, ou anarchiste. C'est assez étonnant, car il montre une très bonne connaissance de l'Histoire, qu'il s'inspire de Chomski, de James C. Scott, de Graeber. Absence stratégique ou culturelle ?

Son dernier chapitre montre d'ailleurs ces/ses limites. Après avoir décrit que l'État est toujours en dernier ressort en défense de ses propres intérêts, quitte à recourir à toutes les violences, il commence par évoquer toutes les solutions de l'économie sociale (coopératives, villes en transition, mouvements en justice anti-corruption...) pour petit à petit grignoter à l'État et au capitalisme de l'espace, puis constate le durcissement de l'État (Gilets jaunes, Occupy Wall Street) et la fragilité des libertés individuelles (Covid qui renforce le méga-capitalisme).

Bref s'il a raison de dire qu'il n'y a pas une solution dans la méthode pour sortir du capitalisme, il hésite à franchir le pas sur la nécessaire construction d'un mouvement révolutionnaire conscient que l'État utilisera toujours la violence dès que les mouvements alternatifs pacifiques remettront en cause sa puissance.

En tout cas, ce livre est à lire absolument et bravo à son auteur pour le travail de synthèse.

Cyrille Gallion

FABIAN SCHEIDLER
LA FIN DE LA MÉGAMACHINE
Sur les traces d'une civilisation en voie d'effondrement
Le Seuil - 10/2020 - 624 pages - 24€

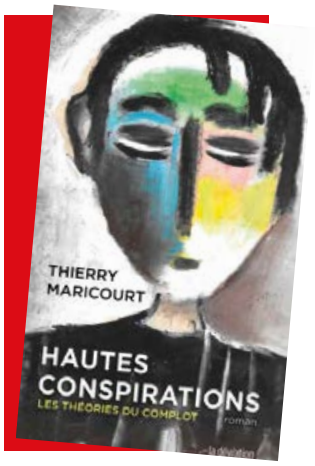
On nous cache tout, on nous dit rien…

Plutôt que de proposer un nouvel ouvrage d'analyse sur le phénomène conspirationniste, Thierry Maricourt propose un pas de côté pour réfléchir sur les mécanismes mentaux de ce phénomène. Le roman est un choix parfaitement adapté à ce sujet.

La conspiration n'est pas chose nouvelle. Le terme a changé de sens depuis quelques décennies. L'histoire est une longue suite de conspirations, depuis l'Antiquité jusqu'aux nihilistes en Russie au XIXe siècle, les conspirations et les complots existent et viennent nourrir les imaginaires. Le conspirationnisme a lui aussi toujours existé. Il suffit pour s'en convaincre de regarder l'histoire de l'antisémitisme.

Depuis une vingtaine d'année, toute une partie des vérités – officielles ou non – est remise en cause. L'explication est souvent facile, sous couvert de rationalité chacun cherche à donner un sens et ou une explication rationnelle à un phénomène complexe dont il est difficile de mesurer tous les éléments. L'opacité d'un certain nombre de décisions renforce cette tendance naturelle que chacun peut partager. Auparavant, ces pseudos réflexions rationnelles ne dépassaient pas le bistrot du coin et il existait toujours un individu pour mettre le holà et retrouver un semblant de réalité dans la confrontation et l'échange. La solitude des temps a tendance à accentuer le phénomène.

Tout l'intérêt du nouveau roman de T. Maricourt est de déconstruire non pas le discours mais sa construction. La simple explication sur des divagations ne permet de comprendre les délires illogiques. Par des procédés littéraires habiles, il arrive à nous mettre à la place du personnage. L'individu, enseignant, prend en otage ses élèves et menace de les exécuter s'il n'est pas écouté. L'auteur remonte les fils du passé et met en place toutes les étapes qui ont conduit à la construction de cet univers mental. Des fragilités psychologiques bâties depuis l'enfance jusqu'aux ressentiments envers les autres, souvent les plus proches, permettent l'extrapolation et l'invention d'une autre histoire dans laquelle seule compte la légitimation de sa propre folie. Dans ce récit, T. Maricourt réussit à



démontrer que les ressorts du conspirationnisme reposent sur une autre rationalité que la simple expression d'une vision politique mais qui se caractérisent aussi par un certain nombre de troubles permettant d'aborder autrement la question.

Sylvain Boulouque

THIERRY MARICOURT
Hautes conspirations
Les théories du complot
La déviation. 19 € - 284 p.

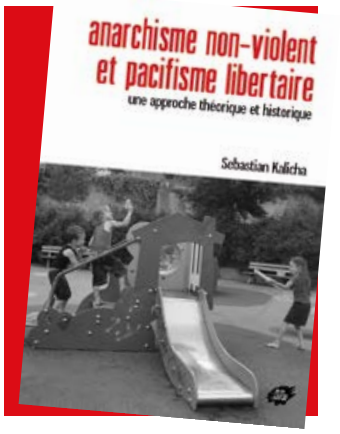
Anars non-violents. Oxymore ?

Voici un livre qui non seulement définit les fondements d'une théorie et d'une pratique de l'anarchisme non-violent, mais aussi présente une cinquantaine de personnalités, hommes et femmes, qui ont joué un rôle important dans l'anarchisme non-violent. On y trouve aussi une multitude de groupes, de mouvements, d'organisations de toutes sortes engagé.es dans l'action et l'activisme, des mouvements divers et souvent « invisibles », par des actions antimilitaristes et d'objection de conscience ou le plus souvent par une critique radicale de la violence.

Les fondements théoriques de la non-violence et du pacifisme libertaire rappellent que la critique de la violence s'accompagne de la critique globale de la société, avec le patriarcat, le capitalisme et l'État.

Les grands principes en sont l'action non-violente, le rapport entre la fin et les moyens, mais aussi une politique préfiguratrice mettant en pratique les valeurs défendues. La critique anarchiste de la violence (appareil militaire, policier, de surveillance, ses tribunaux et ses prisons), mais aussi celle de la domination (politique, exploitation économique avec son corollaire des inégalités sociales), d'où l'affirmation que la révolution sociale doit utiliser la non-violence comme moyen, contrairement à la révolution armée qui s'efforce d'abattre le pouvoir répressif avec les mêmes moyens que ce dernier. Souvent, l'anarchisme est encore victime du préjugé de violence et de chaos hérité de la fin du XIXe siècle lors de « la propagande par le fait ».

Quelques précisions terminologiques asseoient certains concepts, du pacifisme – notion très générale – à l'anarchisme non-violent, passant par l'antimilitarisme et le pacifisme libertaire. La grande question qui demeure toutefois est de définir l'action non-violente regroupant toutes les résistances non-violentes : actives, passives, symboliques, directes, légales, illégales, etc., dans une stratégie de résistance, caractérisée par la protestation et la persuasion, la non-collaboration et enfin, l'intervention non-violente. Trois catégories qui invitent à une réelle prise de conscience.



Dans une postface, André Bernard, Anita Ljungqvist et Pierre Sommermeyer rappellent leur action au sein de la revue *Anarchisme et non-violence* qu'ils ont animée de 1965 à 1974.

Alain Eludut
Groupe Pierre Besnard

SEBASTIAN KALICHA
Anarchisme non-violent et pacifisme libertaire
Atelier de création libertaire, 2020,
276 pages - 16 € - en vente à Publico

Du passé faisons boites pleines…

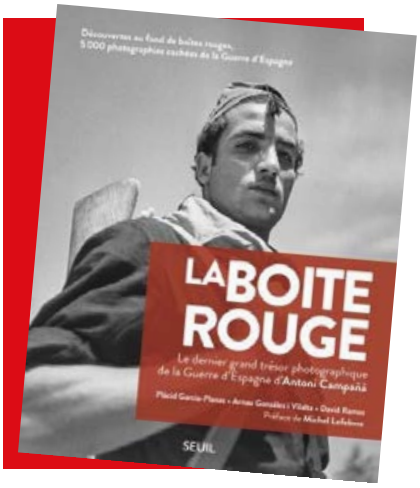
Un livre qui dévoile pour la première fois les archives du photographe catalan Antoni Campañà i Bandranas. Il faudra attendre 2017 et l'ouvrage de Carmelo Vegas *Fotografía en España (1839-2015) Historia, tendencias, estéticas (La photographie en Espagne (1839-2015) Histoire, tendances, esthétiques)* sur la photographie catalane et espagnole pour reconnaître Campañà aux côtés de ses pairs. À l'occasion de la vente de la maison familiale de Sant Cugat del Vallès (Barcelone), la découverte en 2018 de ces négatifs (stockés dans deux boîtes en carton rouge depuis 1940 dans un garage privé) est une bonne nouvelle pour le peuple espagnol, qui retrouve peu à peu son histoire et sa mémoire grâce à ces images. Les héritiers étaient au courant de l'existence de ces négatifs, mais ne savaient pas où ils étaient. Entre 5000 et 6000 clichés sur la Seconde République espagnole sont apparus à ce moment-là. Ils représentent des miliciens anarchistes au départ pour le front, des miliciennes armées, telles que Sara Berenguer au foulard rouge et noir devant la caserne Bakounine, comme le précise la légende sous la photo (plutôt surprenant car Sara assurait plutôt des tâches de mécanographe et de comptable) ; des portraits d'anarchistes, comme Joan García Oliver, qui devint ministre de la Justice pendant quelques mois sous la Seconde République, compagnon d'armes de Durruti. Les anarchistes tomberont amoureux de ses photos, la CNT éditera des cartes postales. Sans occulter le sac des églises, car Campaña était catholique, républicain, démocrate et catalaniste.

Il photographie tout ce qu'il a vu dans cette Barcelone bouillonnante et révolutionnaire, les bombardements, la propagande, la faim, la Barcelone soviétique, la déroute, la victoire du franquisme…

Ne voulant pas que ses photos de la période républicaine soient détournées (c'était aussi une façon de se protéger), il cachera donc ses négatifs et tirages, retrouvés trente ans après sa mort en 1989.

Vous pouvez vous procurer le livre à Publico, librairie fédérale de la Fédération anarchiste, au 145 rue Amelot 75011 Paris.

Juan Chica Ventura
Groupe Salvador-Seguí



ANTONI CAMPAÑÀ DE PLÀCID GARCÍA-PLANAS, ARNAU GONZÀLEZ I VILALTA, DAVID RAMOS
La boîte rouge
Le dernier grand trésor photographique de la Guerre d'Espagne
Éditions du Seuil, 2020- 32 €

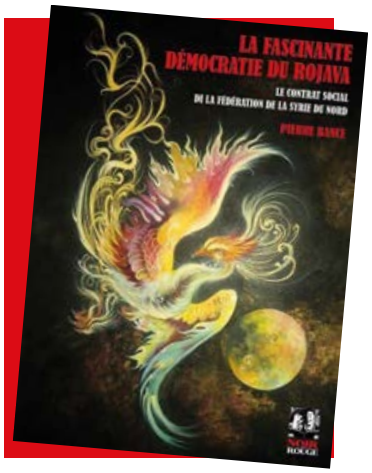
https ://www.decitre.fr/livres/la-boite-rouge-9782021460285.html existent aussi en édition de poche.

« Changer le monde est possible mais difficile »

Après *Un autre futur pour le Kurdistan ? Municipalisme libertaire et confédéralisme démocratique* (400 pages, même éditeur, 2017), Pierre Bance revient sur l'expérience du Rojava dans un ouvrage encore plus ambitieux (plus de 600 pages, 1600 notes de références et de discussion des sources, bibliographie, deux index, etc.). Il y propose un tour d'horizon complet des règles juridico-politiques élaborées et mises en œuvre par cette région de Syrie qui a proclamé son autonomie en 2014, au travers d'une Charte transformée en Contrat social en 2016 : les droits de l'homme – ceux de la femme aussi bien et avant tout – et la démocratie, garantie notamment par le municipalisme décentralisateur et le confédéralisme, y sont-ils effectifs en tous points ?

Quiconque s'informe un peu sait cette « révolution en danger » depuis que les troupes turques se sont emparées d'Efrîn en 2018, et tel est le titre du dernier chapitre du livre, consacré aux diverses menaces qui continuent de s'exercer, et dont la moindre n'est pas « le retour d'Assad », naguère aux abois. Si ces circonstances n'ont pas découragé P. Bance de passer en revue – au travers d'une documentation sans équivalent aujourd'hui – tout ce qui s'est créé et appliqué en matière de droit dans la Fédération du Rojava, c'est que cet angle d'analyse a paru essentiel à la fois au juriste qu'il est et au tenant qu'il est aussi d'un « syndicalisme révolutionnaire » se réclamant des mêmes principes. Or les voici étendus pour la première fois à une population de plusieurs millions, souvent de mœurs et d'opinions « traditionalistes », et au cœur de conflits armés à répétition.

« Le pire n'est jamais sûr », et il faut espérer que ce livre important soit à considérer, plus tard, comme un « rapport d'étape » plutôt que comme un « bilan définitif » sur le droit, les libertés et la réalité de leur exercice au Rojava. En attendant, il faut le lire pour ce qu'il offre de détails (généralement négligés par la presse) d'une organisation sociale s'inventant au fil du temps, et les observations qu'il contient sur les incohérences, les contradictions ou les failles de ce processus révolutionnaire que beaucoup (dont l'auteur) croient « possible » ailleurs, mais qu'on se tromperait à estimer moins « difficile » qu'au Rojava.



Gilles Bounoure
PIERRE BANCE
La Fascinante démocratie du Rojava
Le Contrat social de la Fédération de la Syrie du Nord
Éditions Noir et Rouge, décembre 2020.

ANNUAIRE DES GROUPES ET LIAISONS DE LA FEDERATION ANARCHISTE

Si un groupe n'a pas d'adresse postale, merci d'écrire à la Librairie Publico/RI FA, 145 rue Amelot, 75011 Paris

les mails @federation-anarchiste.org ont été abrégés en @fede...

00 NOMADE

Groupe La Roulotte Noire
groupe-nomade@fede...

02 AISNE

Groupe Kropotkine
c/o Athénée libertaire
8 rue Fouquerolles
02000 Merlieux
kropotkine02@riseup.net
• Athénée Libertaire
Le Loup Noir
& Bibliothèque Sociale
8, rue Fouquerolles
02000 Merlieux
permanence : 1er, 3e et 5e jeudi du mois de 18 h à 20 h
• Athénée Libertaire
L'Étoile Noire
& Bibliothèque Sociale
5, rue Saint-Jean - 02000 Laon
permanence : tous les lundis de 14 h à 19 h 30 et tous les premiers samedis du mois de 14 h à 19 h 30

03 ALLIER

Liaison Étoile Noire
etoile-noire@fede...
https ://liaisonetoilenoire.home.blog/

04 ALPES-DE-HAUTE-PROVENCE

Liaison Metchnikoff
metchnikoff@fede...

07 ARDÈCHE

Groupe d'Aubenas.
fa-groupe-daubenas@wanadoo.fr

Liaison Bookchin Nord Ardèche
bookchin@fede...

09 ARIÈGE

Liaison Ariège
ariege@fede...

12 AVEYRON

Liaison Sud-Aveyron
sud-aveyron@fede...

13 BOUCHES-DU-RHÔNE

Groupe Germinal
groupe-germinal@riseup.net
www.groupegerminal.lautre.net

Liaison La Ciotat
la-ciotat@fede...

14 CALVADOS

Groupe Germaine Berton
groupesanguinfa14@laposte.net
https ://m.facebook.com/facalvados/
https ://facaen.wordpress.com

16 CHARENTE

Liaison Charente
charente@fede...

17 CHARENTE-MARITIME

Groupe « Nous Autres »
35 allée de l'Angle, Chaucre
17190 Saint-Georges-d'Oléron
nous-autres@fede...

20 CORSE

Liaison Corsica
corse@fede...

21 CÔTE-D'OR

Groupe « La Mistoufle »
Maison des Associations
Les Voix sans Maître Boîte BB8
2, rue des Corroyeurs,
21068 Dijon Cedex
lamistoufle@fede...

22 CÔTES-D'ARMOR

Liaison Jean Souvenance
souvenance@no-log.org

23 CREUSE

Liaison Granite
http ://anarsdugranite23.eklablog.com

24 DORDOGNE

Groupe Emma Goldman Périgueux
perigueux@fede...
http ://fa-perigueux.blogspot.fr

25 DOUBS

Groupe Proudhon
c/o CESL BP 121
25014 Besançon cedex
• Librairie l'Autodidacte
5 rue Marulaz,
25000 Besançon
ouverte du mercredi au samedi de 15 h 00 à 19 h 00
groupe-proudhon@fede...

26 DRÔME

Groupe « la rue râle »
la-rue-rale@riseup.net

28 EURE-ET-LOIR

Groupe Le Raffüt
fa.chartres@free.fr

29 FINISTÈRE

Groupe Le Ferment
leferment@fede...

Liaison May Piqueray
Publico 145 rue Amelot
75011 Paris

30 GARD

Groupe Gard-Vaucluse
fa.30.84@gmail.com

31 HAUTE-GARONNE

Groupe Libertad de Toulouse
Le chat noir
33 rue Puget
31 000 Toulouse
libertad@fede...
http ://libertad-fa.org

32 GERS

Liaison Anartiste 32
anartiste32@fede...

Liaison Henri Bouyé
henri-bouye@fede...

33 GIRONDE

Cercle Barrué
http ://cerclelibertairejb.wordpress.com
www.facebook.com/cljb33
cerclelibertairejb33@riseup.net

Groupe Nathalie Le Mel
nathalie-le-mel@fede...

Liaison Saint-Médard-en-Jalles
liaison-st-medard-en-jalles@fede...

34 HERAULT

Groupe Montpellier-Hérault
montpellier@fede...

35 ILLE-ET-VILAINE

Groupe La Sociale.
c/o local « La Commune »,
17 rue de Châteaudun
35000 rennes
contact@falasociale.org

Liaison Lacinapse
liaison-lacinapse@fede...

Liaison Redon
redon@fede...

37 INDRE-ET-LOIRE

Liaison Libertalia
libertalia@fede...

38 ISÈRE

Groupe de Grenoble
fagrenoble@riseup.net

42 LOIRE

Groupe Makhno
Bourse du Travail Salle
15 bis Cours Victor Hugo
42028 Saint-Étienne cedex 1
groupe.makhno42@gmail.com

44 LOIRE-ATLANTIQUE

Liaison de Saint-Nazaire
saint-nazaire@fede...

Groupe Déjacque
dejacque@fede...

45 LOIRET

Groupe Gaston Couté
groupegastoncoute45@riseup.net

50 MANCHE

Groupe Manche
famanche@riseup.net
www.facebook.com/famanche

51 MARNE

Liaison Reims
reims@federation-anarchiste

54 MEURTHE-ET-MOSELLE

Groupe Emma Goldman de Nancy
emma-goldman@fede...

56 MORBIHAN

Groupe René Lochu
c/o Maison des associations
31, rue Guillaume Le Bartz
56000 Vannes
groupe.lochu@riseup.net

57 MOSELLE

Groupe de Metz
groupedemetz@fede...

Groupe Jacques Turbin Thionville
jacques-turbin@fede...

58 NIÈVRE

Liaison Pierre Malézieux
pierre.malezieux@fede...

59 NORD
Groupe ô Rage Noire
o.rage.noire@federation...

60 OISE
Liaison Beauvais
scalp60@free.fr

62 PAS-DE-CALAIS
Groupe Lucy Parsons in the Sky
bethune-arras@fede...

63 PUY-DE-DÔME
Groupe Spartacus
spartacus@fede...
Liaison Combrailles
liaison.Combrailles@fede...

66 PYRÉNÉES ORIENTALES
Groupe John Cage
vente du Monde libertaire
au 13 El Taller Treize
13 rue sainte-croix
66130 Ille-sur-Tet
john-cage@fede...
Liaison Pierre-Ruff
pierre.ruff.fa66@gmail.com

67 BAS-RHIN
Liaison Bas-Rhin
liaison-bas-rhin@fede...
Groupe de Strasbourg
groupe-strasbourg@fede...

68 HAUT-RHIN
Groupe du Haut Rhin.
groupe-haut-rhin@fede...
Liaison Colmar-Maria Nikiforova
colmar@fede...
(entre Colmar et Mulhouse)

69 RHÔNE
Groupe Graine d'anar
grainedanar@fede...
Liaison « Juste une étincelle noire »
letincelle-noire@riseup.net

70 HAUTE-SAÔNE
Liaison Haute-Saône
liaison.haute-saone@fede...

71 SAONE-ET-LOIRE
Liaison « La vache noire »
Publico 145 rue Amelot
75011 Paris

73 SAVOIE
Groupe de Chambéry
federationanarchiste73
@protonmail.com

74 HAUTE-SAVOIE
Groupe Lamotte Farinet
lamotte-farinet@fa74.org

75 PARIS
Liaison William Morris
william-morris@fede...
Groupe Anartiste
anartiste@sfr.fr
Groupe Berneri Publico
Publico
145 rue Amelot
75011 Paris
jacques.de-la-haye@wanadoo.fr
Groupe Salvador Segui
groupesalvadorsegui
@gmail.com
Groupe Botul
Publico 145 rue Amelot
75011 Paris
botul@fede...
Groupe « Commune de Paris »
Publico 145 rue Amelot
75011 Paris
commune-de-paris@fede...
Groupe Louise Michel
Publico 145 rue Amelot
75011 Paris
groupe-louise-michel@fede...
Groupe libertaire La Rue
Bibliothèque La Rue
10 rue Robert Planquette
75018 Paris
permanence tous les samedis
de 15 h 30 à 18 h 00
gllr@fede...
Groupe La Révolte
la-revolte@fede...
Groupe Pierre Besnard
vente du Monde libertaire
le dimanche
de 10 h 30 à 12 h 00
place des fêtes Paris XIXe
pierre-besnard@outlook.fr
Groupe Émile Armand
e.armand@fede...
emille.armand
@protonmail.com
https ://eanl.org

76 SEINE-MARITIME
Groupe de Rouen
c/o Librairie l'Insoumise
128 rue St Hilaire
76000 Rouen
rouen@fede...

78 YVELINES
Groupe Gaston Leval
gaston-leval@fede...

80 SOMME
Groupe Georges Morel
amiens@fede...

81 TARN
Groupe les ELAFF
elaf@fede...

84 VAUCLUSE
Groupe Gard-Vaucluse
fa.30.84@gmail.com

85 VENDÉE
Groupe Henri Laborit
henri-laborit@fede...

86 VIENNE
Liaison Poitiers
poitiers@fede...

87 HAUTE-VIENNE
Groupe Armand Beaure
armand-beaure@fede...

92 HAUTS-DE-SEINE
Groupe Fresnes-Antony
fresnes-antony@fede...

93 SEINE-SAINT-DENIS
Groupe Henri Poulaille
c/o La Dionyversité
4 Place Paul Langevin
93200 SAINT-DENIS
groupe-henry-poulaille
@wanadoo.fr

94 VAL-DE-MARNE
Groupe Élisée Reclus
Publico
145 rue Amelot 75011 Paris
faivry@no-log.org

95 VAL-D'OISE
Groupe les Insurgé.e.s
liaison95@fede...

97 GUADELOUPE
Liaison Guadeloupe Caraïbes
liaison-guadeloupe-caraibes
@fede...

98 NOUVELLE CALEDONIE
Individuel Albert
nouvelle-caledonie@fede...

BELGIQUE
Groupe Ici et Maintenant
groupe-ici-et-maintenant
@fede...

SUISSE
Fédération Libertaire des Montagnes (FLM)
rue du Soleil
92300 La Chaux-de-Fonds
Suisse
flm@fede...

ANGLETERRE
Liaison Coventry
liaison-coventry@fede...

FEDERATION ANARCHISTE
S'ORGANISER ET LUTTER

Le site de la Fédération anarchiste
une mine d'informations sur ces groupes,
sur leurs blogs, leurs sites, leurs librairies,
leurs activités à la page suivante :
www.federation-anarchiste.org/? g=FA_Groupes

LE MONDE LIBERTAIRE

Le Monde libertaire
145, rue Amelot
75011 Paris

Direction de la publication :
Dominique Lestrat

Maquette mise en page
Philippe Camus
(ductus@me.com)

Prix de vente au n° : 4 €

Dépôt légal :
1er trimestre 1977

N°ISSN :
0026-9433

Commission paritaire :
0624D80740

Numéro d'imprimeur :
19070146

Impression
Corlet Imprimeur
ZI Rue Maximilien-Vox 14110
Condé-sur-Noireau

Ce numéro comporte pour les abonnés un exemplaire de la publication VLAN et un dépliant d'information sur le SNU.

BAD RABBIT

RETOUR AU SOMMAIRE

LE MONDE LIBERTAIRE

RETOUR AU SOMMAIRE

Tchernobyl : un site touristique ?

Depuis plus d'une dizaine d'années maintenant, un certain tourisme de catastrophe, ou tourisme noir ou morbide, se développe, allant de pair avec l'évolution des mentalités, d'un côté, vers toujours plus de sensationnalisme, de voyeurisme, de violence, et de l'autre, vers un désir ou un besoin de savoir, de comprendre. Bien évidemment, celle qui est pour le moment avec Fukushima, la pire catastrophe nucléaire, humaine et écologique de tous les temps, attire et suscite un intérêt toujours croissant, ouvrant ainsi la voie à un business touristique des plus lucratif.
Alors, aller à Tchernobyl : bien ou pas bien ? Tentons d'y voir plus clair.

Il est important de savoir de quoi l'on parle, alors commençons par un bref rappel des faits et conséquences de la catastrophe.

Le 26 avril 1986, se déclenche, à la centrale nucléaire de Tchernobyl, en Ukraine (alors en URSS), l'accident conduisant à la fusion du cœur du réacteur N°4. Cet accident se produit suite à une série d'erreurs commises par les techniciens de la centrale, en supprimant plusieurs sécurités sur ordre de leur supérieur et sans en analyser les risques. Un épais nuage radioactif se propage alors dans une grande partie de l'Europe, provoquant une très large contamination de l'environnement, ainsi que de nombreux décès et maladies, survenus immédiatement ou à long terme du fait des irradiations ou contaminations.

Ce ne sont pas moins de 200 000 personnes qui seront définitivement évacuées.

Les conséquences directes ou non de la catastrophe, notamment la contamination de l'environnement, les incendies répétés, les maladies et les morts, font encore aujourd'hui l'objet d'une véritable polémique entre, les « officiels », que sont les agences de l'ONU, et les « non-officiels », d'origines diverses et principalement des ONG. Lorsque les premiers annoncent une soixantaine de décès directs et 4000 cas de cancers, les seconds parlent, eux, de plusieurs centaines de milliers, voire de millions, selon les études, de cas de cancers, de leucémies, de maladies cardiaques, de malformations, de handicaps moteurs ou mentaux, de traumatismes… et de morts, dus aux retombées radioactives. Beaucoup sont des victimes non immédiates, comme les milliers de liquidateurs qui décédèrent dans les mois ou les années qui suivirent, ou les enfants de la génération d'après qui souffrent encore aujourd'hui.

Pour des raisons d'intérêts économiques, il est dans la nature même des autorités de minimiser l'ampleur des catastrophes, en tardant à réagir notamment, comme nous venons justement de le vivre en cette année 2020 avec la pandémie du coronavirus. Sachant cela, et dans le cas du nucléaire qui plus est, c'est sans nul doute que nous pouvons affirmer que les États et leurs sbires se livrèrent, et se livrent toujours, à une large désinformation sur les véritables conséquences de l'accident nucléaire majeur (classé au niveau 7, le plus élevé) de Tchernobyl. La radioactivité ne se voit pas, et c'est bien pratique pour les partisans et les protecteurs du nucléaire. Celle dégagée lors de l'accident est toujours présente autour de la centrale, beaucoup plus loin même. La catastrophe est toujours en cours.

Que penser de ces autres hurluberlus ramenant des T-shirts ou d'autres « souvenirs » à l'effigie de cette énergie mortifère qu'est le nucléaire ?

Depuis quelques années, le gouvernement ukrainien multiplie les initiatives pour encourager le développement du tourisme dans la région. Officiellement, les autorités souhaiteraient montrer l'endroit et mettre ainsi fin au tourisme clandestin et à l'urbex[1]. Tirer profit de ce genre de tourisme en vogue, véritable aubaine économique, n'est sans doute pas étranger au soudain intérêt des autorités et des agences pour le site de Tchernobyl et son tristement célèbre accident.

1. L'exploration urbaine, abrégé urbex (de l'anglais urban exploration), est une activité consistant à visiter des lieux construits et abandonnés par l'homme, mais cette pratique inclut également la visite de lieux interdits, cachés ou difficiles d'accès, tel que des tunnels de métro, des catacombes, des chantiers d e constructions/rénovations…. (NDLR)

C'est à partir de 2011 que des guides touristiques proposent des exc ursions dans la zone d'exclusion du site, zone où aucun civil n'est autorisé à vivre. Le tourisme de masse y prend cependant son essor en 2018, avec 72 000 visiteurs annoncés, contre 7500 en 2010. Et il s'accentue l'année suivante, avec le succès planétaire de la mini-série ***Chernobyl***, retraçant les premiers temps de la catastrophe, et la promulgation, le 10 juillet 2019, d'un décret transformant la zone de Tchernobyl en un lieu touristique.

Les visiteurs/touristes, c'est selon, très encadrés, sont amenés en bus, depuis Kiev, à la zone d'exclusion, située dans un rayon d'environ 30 km autour de la centrale. Durant le voyage, on les informe du contexte de la catastrophe et des consignes de sécurité plutôt strictes à respecter. À l'entrée de cette zone, un poste de contrôle.

Il n'est, en théorie, pas dangereux, de ne passer que quelques heures dans la zone d'exclusion. Ce que répètent les guides et leurs brochures, bien que le site soit toujours hautement radioactif. Cependant, une décharge de responsabilité doit être signée par toute personne pénétrant dans la zone. Précision : la zone contaminée, située elle dans un rayon d'environ 10 km autour de la centrale, reste, pour le moment, interdite au public, bien que, et c'est difficilement concevable, des milliers de personnes, scientifiques et ouvriers, y travaillent !

Les guides touristiques assurent aux groupes les visites des villes de Tchernobyl et de Prypiat. Tchernobyl n'est pas tout à fait déserte car certain.es habitant.es sont revenu.es y vivre, malgré l'interdiction de l'État.

Prypiat par contre, comme les villages qui lui sont proches, est aujourd'hui une ville fantôme, officiellement sans habitants.

Ces lieux, évacués de nombreuses heures après le drame, sont aujourd'hui les témoins d'une époque soviétique révolue mais surtout, ils représentent un témoignage macabre de l'ampleur du désastre. La rouille s'y est installée, les peintures s'y sont effritées. Les vitres ont disparu et des murs se sont en partie effondrés. Des sols sont jonchés de gravats ou envahis par la végétation. La nature semble avoir repris ses droits, autour et à l'intérieur de ces bâtiments désolés.

Le parc d'attraction de Prypiat attire beaucoup de visiteurs/touristes. Sa grande roue et ses autos-tamponneuses, immobiles et rouillées, semblent laissées là exprès, vestiges à voir absolument.

L'inauguration du parc devait avoir lieu seulement quelques jours après l'accident, ce qui ajoute encore au côté morbide et sensationnel de l'endroit.

Emporter quoi que soit de la zone d'exclusion est interdit mais, malgré les radiations et les contrôles de police, le site a été pillé à de nombreuses reprises. Tout ce qui a de la valeur marchande semble avoir été volé. De nombreux autres objets sont dispersés parmi les décombres : des livres ouverts sur une table, des poupées assises sur des chaises, dont certaines équipées d'un masque à gaz, ou d'autres poupées et peluches couchées sur un lit, parfois estropiées, un piano sans touches mais avec des partitions posées à leurs places, des chaises renversées, des tables aux tiroirs ouverts, des chaussons au pied d'un lit rouillé, des masques à gaz pendant du plafond et recouvrant le sol.... le tout, planté dans un décor et une ambiance apocalyptique.

Photos disponibles sur le Net pour vous en convaincre que..... Que tout cela pue la mise en scène macabre ! On cherche à donner l'impression que tout a été abandonné dans la précipitation alors que la zone de Tchernobyl n'a été évacuée qu'une trentaine d'heures après l'explosion de la centrale ! Certes, les habitant.es n'ont été prévenu.es de leur départ forcé que quelques heures avant de devoir partir, mais ce délai leur a tout de même laissé le temps de s'organiser un minimum, contrairement à ce que l'on voudrait apparemment nous faire croire. Beaucoup d'entre elles/eux, pensaient revenir au bout de quelques jours, et ne sont en fait, jamais revenu.es.

Selon les témoignages de personnes s'étant rendues sur place, leurs réactions sont très diverses et contradictoires : tristesse, colère, consternation, indifférence, et fascination dominent. Même s'il apparaît que la plupart respectèrent plus ou moins bien les lieux, et les milliers de victimes, les dérives du tourisme de masse paraissent, elles, inévitables : que dire de ces zinzins posant comme à Disneyland dans ces décors chargés d'une histoire funeste et imposant donc pourtant le respect, la discrétion et l'humilité ? Et encore, que penser de ces autres hurluberlus ramenant des T-shirts ou d'autres « souvenirs » à l'effigie de cette énergie mortifère qu'est le nucléaire ?

De plus, et toujours d'après les témoignages de personnes qui se sont rendues sur place, il ressort que ce tourisme, orchestré par les autorités, non seulement ne remet jamais en cause l'industrie du nucléaire, mais en outre, minimise à coup sûr les conséquences de ce qui restera comme la plus grande catastrophe nucléaire, humaine et écologique du XX^{e} siècle.

Ainsi, on fait d'une pierre deux coups : on banalise par le tourisme, qui de surcroît, remplit les poches[2].

Que penser de ce tourisme de catastrophe à Tchernobyl ?

Je me garderai bien de donner des leçons de morale. Toutefois, je peux avancer que, si l'on y va pour savoir, comprendre l'Histoire, en apprendre quelque chose et s'en servir positivement, cela me semble louable et salutaire. Par contre, y aller pour la recherche de sensations fortes et insensées, empreintes de voyeurisme morbide, ou juste parce que c'est là qu'il faut être vu, me semble malsain et méprisable.

Quant aux adoratrices et adorateurs du nucléaire, qui ont trouvé en Tchernobyl un lieu de pèlerinage, je vous laisse le soin d'en penser ce que vous voudrez.

Tchernobyl n'est pas un endroit ordinaire et innocent, et n'est par conséquent pas un lieu de « vacances », comme ne le sont pas non plus les autres lieux de catastrophes ou de tragédies diverses à travers le monde.

Frédéric Pussé - Groupe de Metz de la Fédération Anarchiste

Le 30 décembre 2020

2. Sources principales pour l'ensemble de cet article : les sites Wikipédia, Réseau Sortir du nucléaire et Périplétie.